

France Forum

- *Jean-Paul II, un homme pour les autres*
- *L'homme face à ses pouvoirs*
- *Le pari agro-alimentaire*
- *Quelle énergie pour quelle société ?*
- *Pourquoi une démocratie locale ?*
- *Sur les théologies modernes*
- *Arts, lettres, cinéma*

FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis-Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. : 544 75 50

Abonnement annuel 60 F

Abonnement de soutien..... 100 F

Sommaire **181-182**

Juillet-Août-Septembre 1980

20 F

DOSSIERS ET ETUDES

L'HOMME EST-IL MENACE PAR LES POUVOIRS QU'IL CONQUIERT ?

PAR DOMINIQUE-ANDRE KERGAL p.2

COLLOQUE : QUELLE ENERGIE POUR QUELLE SOCIETE ? p. 13

FRANCE, FILLE AINEE DE L'EGLISE, ES-TU FIDELE AUX PROMESSES DE TON BAPTEME ?

PAR Mgr PAUL POUPARD p. 16

LE PAPE DU GRAND « SUSPENS »

PAR RENE PUCHEU p. 18

POEME : LE MATERIAU

PAR KAROL WOJTYLA p. 21

JEAN-PAUL II, LE PAPE DU GRAND LARGE

PAR Mgr PAUL POUPARD p. 22

JEAN-PAUL II, LE PELERIN DE LA LIBERTE

PAR JEAN CHELINI p. 23

LE PARI AGRO-ALIMENTAIRE FRANÇAIS

PAR JEAN DOMINIQUE p. 25

COLLOQUE : POURQUOI UNE DEMOCRATIE LOCALE ? .. p. 30

SUR LES THEOLOGIES MODERNES

PAR ETIENNE BORNE p. 34

ARTS

LA VIE LITTERAIRE

PAR PHILIPPE SENART p. 44

DIALOGUER AVEC LE PATRIMOINE CULTUREL

INTERVIEW DE JEAN-PIERRE BADCY p. 46

DEMAIN, LE CLASSICISME

PAR YVAN CHRIST p. 49

LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI - LE PRE

PAR HENRI BOURBON p. 52

NOTES DE LECTURE

L'ETE GREC DE JACQUES LACARRIERE

PAR ALAIN DELCAMP p. 55

LES NOUVEAUX PAPES DE JEAN CHELINI

PAR J.R. PALANQUE p. 57

JESUS PARMY NOUS DE GEORGES SONNIER

PAR MARIANE LETONDAL p. 58

AU TEMPS DE MACHIAVEL

PAR JEAN CHELINI p. 59

LES PARCS NATIONAUX DE CLAUDE LACHAUX

PAR D.A. KERGAL p. 60

LA PAUVRETE, RICHESSE DES PEUPLES D'ALBERT TEVOEDJRE

PAR BENOIT VERMANDER p. 61

IMAGES DE FRANCE

PAR JEAN CHELINI p. 62

LE DECIDEUR DE BERTRAND SAINT-SERNIN

PAR ANNE-MARIE LAVAUDEN p. 63

PROPOS DU TEMPS

LE PAPE ET LES FRANÇAIS

PAR ETIENNE BORNE p. 67

L'HOMME EST-IL MENACE PAR LES POUVOIRS QU'IL CONQUIERT ?

par Dominique-André KERGAL

Evidemment oui.

Dans la conscience commune, l'éclair d'Hiroshima est une lueur qui ne s'éteint pas. Et cette lueur par delà les siècles renvoie à de très anciens flamboiements. Elle éclaire d'une lumière nouvelle de très antiques tableaux : Sodome et Gomorrhe brûlent dans la nuit, la tour de Babel, à jamais inachevée, enseigne les vertiges de la puissance cependant que la confusion des langues en dit le prix, l'arbre de la science du bien et du mal propose toujours aux peuples fascinés son fruit vénénéux et tentateur. « Vous serez comme des dieux » : inlassablement la même voix propose à l'homme le même pacte.

Mais dans le tréfonds de son âme l'homme, depuis les origines, entend aussi le même avertissement qui l'invite à cueillir le fruit de l'arbre de vie, à craindre celui de la connaissance du bien et du mal, à prendre garde des pouvoirs qu'il tire de son savoir.

L'homme d'aujourd'hui n'est certes pas celui qui au XIX^e siècle attendait de la science le salut de l'humanité. Il est bien plutôt celui à qui sa propre puissance fait rentrer la tête dans les épaules. Dans la nuée il voit l'orage près d'éclater. Il attend l'éclair.

L'homme ? Quel homme ? Chacun individuellement et tous ensemble, l'homme d'occident, l'homme de l'action, l'homme de la conquête, l'homme de la puissance, l'homme faustien, celui qui, parti du petit cap européen, s'est annexé l'Amérique, y a établi le centre de son impérium, cet homme-là, à présent s'interroge sur les conditions de sa survie ; il sonde le sous-sol pour mesurer ses ressources ; il interroge la matière pour y lire son avenir ; il observe avec anxiété les soubresauts de l'histoire, la fermentation de la masse humaine, la montée des puissances adverses et craint les temps qui viennent. Sans doute, obscurément, s'est-il toujours senti menacé. Le mythe de Prométhée lui rappelle depuis les Grecs le prix du feu. Les récits bibliques lui disent quelles passions l'habitent, quels projets le hantent, quels dangers le menacent. Mais aujourd'hui, conscient des pouvoirs qu'il a conquis, il perçoit la menace comme étant à la fois globale et diffuse, comme concernant l'espèce entière, comme surplombant définitivement l'histoire à venir. Il sait qu'il a conquis les moyens de transcrire ses cauchemars dans la réalité. Il se connaît assez pour en éprouver, secrètement, comme un tremblement.

Le savoir a partie liée avec le pouvoir. Or un instinct

très ancien avertit l'humanité qu'il est dans sa nature de retourner contre elle-même ses propres pouvoirs. Mais une passion plus forte la jette à l'assaut du monde et de ses mystères, lui fait conquérir les moyens de sa survie, de son développement, de sa transformation. Rassemblant ses forces, son intelligence et son courage, l'homme conquiert le feu, fabrique des outils, invente la roue, domestique les animaux. En même temps, il se donne des armes dont il se sert pour se protéger des bêtes féroces, pour capturer le gibier, mais aussi pour tuer ou pour asservir ses semblables.

Les pouvoirs sur la nature deviennent aussitôt des pouvoirs sur l'homme. Au fil des âges, l'espèce se dote d'une structure sociale sans cesse plus perfectionnée, plus efficace, plus pressante, assurant ainsi la sécurité des personnes moyennant leur soumission à l'ordre établi. L'Etat s'instaure qui, par l'esclavage, par l'impôt, par l'héritage, dégage un surplus économique que dilapide une classe d'oisifs inutiles au sein de laquelle cependant surgissent de temps en temps des poètes, des historiens, des écrivains, des philosophes, des savants et voici le mouvement vers la connaissance qui connaît une accélération nouvelle. Lentement, après d'interminables tâtonnements, d'absurdes détours, d'étranges aberrations, un savoir s'accumule dont on tire des pouvoirs nouveaux qui, déjà, effraient les esprits avertis. Non sans raison, les moralistes, qui avaient condamné l'arbalète, voient dans la bombe l'instrument de meurtre et de mort qu'elle était en effet.

Aujourd'hui, où le savoir jaillit de toutes parts, l'homme a le sentiment d'un foisonnement incontrôlable de pouvoirs. En même temps qu'il sait n'être plus en mesure de se passer des fruits de la connaissance, il craint fort qu'à les cueillir sans discernement, il ne survive pas. L'ambiguïté fondamentale demeure. Mais l'intensité et la vraisemblance de la menace sont telles, qu'il en résulte, flottant dans l'air du temps, comme une angoisse diffuse, prégnante, oppressante.

SAVOIRS ET POUVOIRS

Conquérant passionné de savoirs et de pouvoirs nouveaux, l'homme d'aujourd'hui n'ignore plus le prix de sa passion.

Le temps de l'émerveillement est passé. Le foisonnement des découvertes y a mis fin. En trois quarts de

siècle, le paysage humain a été bouleversé. L'automobile, l'avion, la télévision, les télécommunications, les équipements électroménagers, les médicaments se sont si intimement intégrés à la vie quotidienne que l'on se demande comment on pouvait vivre auparavant. On vivait cependant.

L'homme d'occident est un peu fatigué de tout ce mouvement de la science. Il n'est pas loin de souhaiter qu'il se ralentisse pour pouvoir respirer un peu. Volontiers, il demanderait une pause s'il ne savait d'avance que son vœu n'a aucune chance d'être exaucé. « On n'arrête pas le progrès ». Le progrès est devenu un destin. Il a cessé d'être une espérance. Tout ce qu'on nous dit de la télématique et de la génétique laisse penser que l'avenir bouleversera encore notre présent.

A vrai dire, si l'on considère l'état de notre savoir par rapport à celui des Anciens, si l'on veut bien se souvenir de l'extrême ignorance où l'on se trouvait encore il y a seulement deux siècles quant au fonctionnement de la nature, le soupçon vient que l'homme du XX^e siècle n'est peut-être qu'à l'aube de l'âge de la connaissance. Depuis deux siècles, une clé a été trouvée, qui a permis d'ouvrir la porte de l'une des grandes cavernes devant laquelle l'humanité, depuis des millénaires, se livrait aux incantations faute de pouvoir y pénétrer. La matière a livré quelques uns de ses secrets. Et par vagues successives, les découvertes ont changé la vie humaine.

Il y a d'autres cavernes où sont enfermés des secrets sans doute encore plus redoutables. Cette sorte de génial bafouillage qu'est la psychanalyse représente peut-être pour la psychologie des profondeurs ce qu'a été l'alchimie pour la chimie véritable, c'est-à-dire une contemplation impuissante mais frémissante de l'objet du désir. Pendant des siècles, l'alchimiste a cherché en vain, mais avec obstination, la voie qui lui permettrait de réaliser la transmutation de la matière. Errance vaine, jusqu'au jour où, soudain un sentier s'est offert au pas de l'infatigable voyageur. Le sentier a permis d'explorer par bribes le domaine inconnu et bientôt, dans l'éclair d'Hiroshima, la matière a livré son secret.

Faut-il voir, dans la science-fiction, une autre forme de contemplation de l'avenir ? Si l'on considère que la réalité du XX^e siècle semble avoir été tirée de l'imaginaire du XIX^e, tel que Jules Verne l'avait exprimé, il y a quelque raison de penser que c'est dans ses rêves et dans ses cauchemars que l'espèce humaine exprime ses pressentiments. La science-fiction, diverse, inégale, libératrice, avec ses visions flamboyantes et ses intuitions vertigineuses, nous livre l'image d'un homme en arrêt devant l'univers. De même la psychanalyse nous montre-t-elle un homme en arrêt devant la psyché. L'une et l'autre annoncent peut-être de prodigieuses découvertes, de redoutables pouvoirs dont nous ne savons peut-être presque rien. Chaque génération ignore ce qu'apportera la suivante et s'accommode de son ignorance. Newton n'a pas connu Einstein. Platon a ignoré Descartes.

Mozart n'a pas soupçonné les premières mesures de la Cinquième Symphonie. Nous, de même, nous ignorons les découvertes à venir. Mais nous les savons possibles. Et la conscience de cette possibilité éclaire notre réflexion.

Qu'il le veuille ou non, l'homme hérite de pouvoirs sans cesse plus étendus. Et d'ailleurs ces pouvoirs, il les veut, il les veut passionnément. La conquête des pouvoirs, c'est toute son histoire. Il était faustien avant de connaître Faust. Pour seulement survivre, pour seulement subsister, pour seulement se reproduire, il lui a fallu depuis toujours, chercher à tâtons, obscurément, les secrets les plus élémentaires de la nature. Se protéger contre les bêtes, se nourrir, se chauffer, se soigner : nécessités vitales qui ont rendu l'être humain, inventif, calculateur, créateur. Le feu, les armes, le fer, le bronze, la culture du sol : et voici les villes, les lois, les armées, les empires. A chaque étape, l'homme expérimente, étend, approfondit ses nouveaux pouvoirs. Il travaille pour la sécurité et pour la puissance. Seul au milieu d'un monde hostile, qui lui est une énigme, il cherche dans l'angoisse à se prémunir contre la menace qu'il sent peser sur lui, diffuse, insidieuse, oppressante. Et petit à petit, au fil des siècles et des millénaires, il parvient à accumuler un savoir qu'il transforme aussitôt en pouvoir. Conquête tâtonnante rythmée par les alternances de la témérité et de la peur. Tantôt homme du triomphe et de la gloire, enivré par toutes les euphories de toutes les renaissances, tantôt pauvre hère écrasé par le mal et le malheur, proie facile des imprécations culpabilisatrices.

Il est bien fragile cet homme qui remplit l'univers de son chant à nul autre pareil. Il peut parler fort, prendre des pauses, élaborer des philosophies : mais en plein XVII^e siècle encore, devant la maladie, les médecins de Molière ne savent que répéter d'impuissantes formules latines. Cependant de cette médecine ridiculisée, voici que peu à peu sortent une science, un code d'hygiène, un savoir chirurgical et pharmaceutique et tout ce qui fait qu'aujourd'hui les enfants ne meurent plus à leur naissance, les hommes et les femmes vivent jusqu'au-delà de 70 ans, tout ce qui fait qu'un jour peut-être la souffrance sera maîtrisée, dominée, domestiquée. L'appendicite ne tue plus. On en mourait encore en 1900. Molière a fait rire. Rire utile et démystificateur. Mais ce rire n'avait pas pour lui l'avenir.

Conquête du savoir, conquête du pouvoir : en 1940, Einstein écrit au président Roosevelt pour lui dire qu'on peut s'approprier l'énergie qui est au cœur de l'atome. De cette lettre sortira la foudre qui, un matin d'août 1945, s'abattit sur Hiroshima. Einstein savait ce qu'il faisait : il voyait Hitler, maître du feu nucléaire et l'empire millénaire définitivement fondé.

Et voici, à nouveau, l'homme aux prises avec son savoir et ses pouvoirs.

Mais l'homme c'est qui ?

LES ANGOISSES DE LA TRIBU

Les pouvoirs et les savoirs se conquièrent socialement.

C'est au sein de la tribu que se conservent et que se transmettent pouvoirs et savoirs. C'est là que se font les initiations, sous le contrôle vigilant du sorcier. La gestation et la gestion des connaissances sont un fait de société. C'est que seul le groupe peut assurer la durée, seul il surmonte la fragilité de l'individu ; l'individu, éphémère et fascinante illumination d'une conscience dans la lumière solaire.

Surgit l'Etat, surgissent les structures de pouvoir qui instituent leurs règles et s'emparent des savoirs pour établir leur puissance. Structures qui ont en charge l'expression de certaines pulsions fondamentales lovées au cœur de l'individu et assumées par la société. La peur impose l'armée et la police : contre l'étranger, il faut que la nation soit protégée ; à l'égard du voleur et de l'assassin, il faut que les honnêtes gens se sentent en sécurité. Mais la peur peut se retourner en agressivité ; la crainte d'être dominé devient alors passion de dominer, volonté de puissance. L'ordre dans la rue ne suffit plus : l'Etat totalitaire veut imposer l'uniformité des pensées et des comportements. L'armée et la police deviennent des structures dominantes, des structures écrasantes.

Se nourrir, se vêtir, se loger : des nécessités élémentaires de la survie à la consommation de masse, de l'économie de subsistance à l'économie de bien-être, il y a continuité. Il faut d'abord manger. Sans doute : mais cela ne suffit pas. C'est le superflu qui fait l'agrément de la vie. D'où cette gigantesque machine à produire et à distribuer des biens que sont les sociétés industrialisées. Consommer, épargner, produire : c'est la loi qui fait mouvoir les structures économiques.

Peur de l'ennemi, peur de manquer et aussi peur de mourir, peur de souffrir : là-dessus s'élève tout un système de santé, multiple, ramifié, omniprésent. Volonté de savoir : voici les écoles, les collèges, les universités.

Sentiments simples, pulsions élémentaires que gèrent de gigantesques structures collectives, chacune mue par sa propre loi et n'en connaissant pas d'autre. Structures dont certaines échappent à toute régulation étatique : ainsi les multinationales drainent les richesses du monde sans considérer les nations et les gouvernements autrement que comme les éléments de leur stratégie.

Toutes ces structures vivent en état de compétition. Les peuples, en armes ont secrété des appareils militaires dont l'incessant perfectionnement exprime la hantise des nations de tomber en servitude. D'où la recherche inlassable de nouveaux systèmes d'armes qui fait qu'en cette fin du XX^e siècle l'humanité vit sous la menace constante de la déflagration nucléaire. Tout est surbordonné à cette obsession fondamentale y compris les compétitions sportives. Obsession qui n'est évidemment pas sans objet

car il est bien vrai que toute l'histoire contemporaine retentit de la clameur des peuples ou des races tombés en servitude, voire exterminés.

La guerre impose de plus en plus exclusivement sa loi aux relations humaines, y compris dans le domaine économique. Concurrence entre les nations et entre les grandes entreprises pour accéder aux matières premières, aux sources d'énergie, et, demain, aux terres agricoles : l'espèce humaine est saisie d'une effervescence qui prend peu à peu l'allure d'un tourbillon.

Chaque structure se saisit des pouvoirs qui sont à sa portée et les utilise selon sa loi qui est d'abord celle de sa survie, puis celle de son développement et enfin celle de sa puissance. Chaque structure identifie le progrès à son propre perfectionnement.

Est-ce à dire que les hommes et les femmes qui agissent dans le cadre de ces structures soient fermés à toute vue générale, à toute considération qui dépasse leur horizon propre ? Nullement. Ils sont au contraire très capables de juger, de prendre du recul, d'avoir des états d'âme : mais enserrés dans un système hiérarchique dont les postulats s'identifient aux lois de la structure, ils adoptent, dans leurs démarches professionnelles, ces mêmes postulats, laissant aux autorités supérieures, aux instances politiques les choix et les responsabilités qu'ils estiment n'être pas les leurs. Démarche logique, juridiquement irréprochable mais qui conforte à chaque instant chaque structure dans sa propre et exclusive logique. Plus on s'élève dans l'échelle du commandement, plus chacun se sent responsable de l'avenir de l'institution, plus il sait qu'on le jugera seulement sur sa capacité à maintenir et à développer cette institution. Dès lors les décisions se prennent sur la seule considération des intérêts propres à l'institution. Agir autrement, dans un monde concurrentiel, serait mettre en cause la structure dont on a la charge. D'où cette logique implacable, gouvernée par la seule passion d'être et de persévérer dans l'être et dans la puissance.

Et ce sont ces structures qui héritent des savoirs et des pouvoirs.

Dans son laboratoire l'homme de science cherche et trouve. Ce sont les chefs d'état-major qui appliquent : états-majors militaires, industriels, politiques. Pour contrecarrer l'action de l'ennemi il faut des systèmes d'armement toujours plus perfectionnés, des systèmes de détection qui permettent de déceler l'action adverse ; il faut identifier les réseaux d'espionnage, les détruire ou les manipuler. Pour assurer la sécurité des citoyens, la police doit prévenir les délits, donc connaître par avance les délinquants : donc surveiller et quadriller les populations. Pour survivre et se développer l'entreprise doit mieux former, mieux entretenir, mieux encadrer sa main-d'œuvre, mieux satisfaire le consommateur, donc mieux appréhender ses motivations, voire les orienter, les canaliser, les maîtriser. Le meilleur armement, la

meilleure prévention et la meilleure détection du crime, la meilleure machine de production, les meilleurs médicaments : chaque appareil poursuit son œuvre, selon sa propre loi, selon sa propre fin sans considérer les autres fins sinon à titre très accessoire ou comme éléments de sa propre stratégie.

ON NE SAIT JAMAIS CE QU'ON FAIT, ON NE FAIT JAMAIS CE QU'ON VEUT

Mais une somme de conduites rationnelles ne produit pas un monde raisonnable. Les pouvoirs se retournent contre ceux qui se les approprient. C'est l'effet pervers, le retournement, c'est l'apprenti sorcier incapable de maîtriser les forces qu'il a libérées.

La bombe, le canon, l'artillerie, les chars, le feu atomique : rien ne se diffuse plus vite que les armes. Saisie aux entrailles par la peur de l'adversaire, chaque nation se dote de tous les moyens militaires qui lui sont accessibles. L'homme d'Occident, prodigieux inventeur et fabricant d'armes, retrouve sur tout le globe ses armes tournées contre lui. L'Europe travaillée par la volonté de puissance, s'épuise dans ses propres guerres, et en 1945, perd la puissance internationale. L'Amérique ne garde le monopole nucléaire que pendant quelques années, après quoi l'Union soviétique lui en impose le partage.

Dans l'ordre économique, toute l'histoire du XIX^e et du XX^e siècle est faite de l'accession à la production industrielle de sociétés agraires. Aucune puissance, quelle que soit son avance, n'est à l'abri de la concurrence. L'innovation technologique, si elle assure à son auteur une profitable avance pendant quelques années, induit très vite des productions concurrentes. Loi de progrès, mais durement ressentie par les sociétés développées.

Il arrive que certains pouvoirs se retournent immédiatement contre les peuples qui en disposent. Les contraceptifs, conçus en vue de freiner l'expansion démographique du Tiers-monde, ont eu pour première conséquence une baisse majeure de la natalité en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. Ainsi le déséquilibre socio-économique Nord-Sud se double d'un déséquilibre des populations, source d'une inquiétude qui travaille en profondeur l'Occident. Les peuples riches et peu nombreux craignent les révoltes du désespoir des multitudes misérables d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Trop fatigués pour se défendre, trop avides pour partager, ils oscillent entre la mauvaise conscience, le complexe de supériorité, la peur à connotation raciale. Ces peuples innombrables, irrésistiblement prolifiques, vont-ils déferler sur les terres à blé, sur les cités, sur les jardins de l'Occident ? La question travaille la conscience blanche, la mauvaise conscience blanche.

Savoirs et pouvoirs se retournent contre ceux qui s'en saisissent : c'est le sens de la mise en garde biblique. Le fruit de l'arbre de la connaissance du bien et du mal est

redoutable. Le mal est habile à s'annexer les savoirs et les pouvoirs. La « libido sciendi » livre l'homme aux ivresses de la puissance. Planté devant la caverne d'Ali Baba, il hésite, tenté par les trésors qu'il y sait enfermés, craignant obscurément de perdre son âme et cependant mal résigné à ignorer ce qu'il peut découvrir.

Sentiment de toujours. Angoisse d'aujourd'hui : du fond de la caverne monte un grondement sourd qui ne laisse pas d'être inquiétant.

Un monde en proie aux compétitions idéologiques forcenées, où des structures animées alternativement ou simultanément par la peur et par l'arrogance, occupées tout à la fois à survivre et à dominer, disposant de pouvoirs toujours plus étendus et plus pénétrants, un monde emporté par ses déséquilibres socio-démographiques, surplombé par la foudre atomique, ce monde-là est plus dangereux qu'il ne l'a jamais été. Au sein de cette effervescence planétaire, l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord sont, ainsi que l'a dit Edgar Morin, comme l'œil tranquille du cyclone.

L'avenir menace plus qu'il ne promet.

QUEL AVENIR ?

Surgit d'abord la très banale et toujours plausible image de la termitière. C'est par bonté d'âme qu'on instaure la termitière. Que demande l'automobiliste ? Que la voie soit libre et qu'il puisse circuler rapidement. Qu'à cela ne tienne : il lui suffira bientôt, il lui suffit déjà dans certaines villes, de consulter l'ordinateur qui aussitôt lui indiquera quelles rues prendre pour se rendre où il veut aller. Pour renseigner l'ordinateur, il faut, dispersées sur l'ensemble de la cité, nombreuses, attentives, des caméras qui filment le trafic, qui, accessoirement, grâce à des zooms qu'on peut actionner d'un point central, permettent de repérer qui l'on veut, piéton sur le trottoir, homme au volant, cyclomotoriste, etc... Et voici chacun placé sous la surveillance de la police.

Le temps partiel et les horaires variables facilitent la vie des ouvriers et des employés. Libre à chacun de gérer son horaire. Encore faut-il s'assurer que tous accomplissent le nombre d'heures obligatoires. Voici le compteur horaire. Et inévitablement, voici la discussion sur le contenu du temps de travail : faut-il y inclure la pause-café ? La discussion, entre deux coups de téléphone, sur l'émission de télévision de la veille ? Parallèlement, le perfectionnement des techniques engendre la déqualification des tâches. S'ajoute à cela le phénomène bien connu des surdiplômés, en particulier dans l'administration. Le décalage entre la signification sociale théorique du parchemin, la formation effectivement reçue et la nature des travaux à exécuter donne naissance à l'ennui, aux frustrations, à cet absentéisme moral et physique par quoi se manifeste le refus du travail. Et, selon un processus inéluctable, le contrôle mécanique externe se substitue à l'exigence morale intériorisée.

L'extension de la délinquance menace la sécurité des personnes et des biens. Dès lors qu'une fraction significative de la population ne voit dans le vol qu'un acte socialement risqué parce que pénalement répréhensible mais nullement un comportement contraire à l'éthique, les voleurs se multiplient. Il en est de même pour la violence. Mettant à nu la part d'hypocrisie que comporte toute règle morale ou juridique, les philosophies du soupçon ont jeté sur l'édifice des comportements sociaux, un doute corrosif. Le respect du bien d'autrui, c'est le respect qu'exige le capital, c'est la prétention des riches à ériger leur domination en valeur. Dès lors que le jugement éthique se cantonne dans l'interrogation hésitante, la ruine des contraintes intérieures, si elle n'engendre chez la plupart qu'une molle et prudente dissolution des mœurs, provoque chez d'autres le passage à l'illégalité voire chez quelques uns l'ascension aux extrêmes : folie du meurtre, implacable logique des terroristes. C'est dans l'amenuisement des censures morales qu'il faut chercher la cause fondamentale de la montée de la délinquance. Il suffit que dans une société, la fraction des individus insensibles à toute considération éthique, tout en restant minoritaire, augmente sensiblement pour que les rues le soir cessent d'être sûres. Si vols, viols et violences se multiplient, la majorité exige le renforcement du contrôle policier. La télématique permet et permettra de plus en plus d'établir des réseaux de surveillance multiples, entrecroisés, sans même augmenter les effectifs. Les systèmes d'alarmes déjà très répandus sont sans doute une forme significative de cette évolution que les perfectionnements de la technologie rendront très vite archaïques. Le temps du contrôle continu ne fait que commencer. Contrôle continu : il est étrange que les réformateurs gauchistes de mai 1968, qui voulaient mettre fin aux examens (« y'a pu d'exam ») n'aient pas été alertés par la sourde menace contenue dans ces deux mots : « contrôle continu ». Le contrôle continu traditionnel c'était celui qu'exerçait la conscience sur les comportements. Si la conscience ne dit plus rien, c'est, inéluctablement, le pouvoir social qui, prenant le relais, exerce le contrôle continu. Il sera sollicité de le faire. Il en aura les moyens. Il l'exercera. S'il ne suffit pas de l'exercer dans les lieux publics, on l'exercera dans les appartements. Pessimisme maladif ? Simple observation de la réalité telle qu'elle évolue sous nos yeux. Il y a dix ans, il suffisait qu'un chèque fût signé pour que le porteur, désigné ou anonyme, pût l'encaisser. La multiplication des chèques sans provision a fait que progressivement, le chèque barré avec l'adresse du signataire et bientôt sa photographie est devenue la règle. Protection ? Evidemment. Mais aussi contrôle.

Si les cambriolages ne cessent d'augmenter, les citoyens exigeront que les commissariats de quartier exercent sur leurs appartements une surveillance télévisuelle permanente. Démarche naturelle et qui ne sera d'abord que le fait d'une minorité mais qui bientôt deviendra le comportement majoritaire car seule une telle protection assurera la sécurité des biens et des personnes. Il peut arriver un temps où il sera suspect de

n'être pas du nombre des bénéficiaires. Comment prouver son emploi du temps si l'on se trouve en un lieu échappant à toute surveillance ? Pas vu, pris. Ce sont évidemment ces citoyens sans alibi que la police entendra par priorité en cas de délit ou de crime. On voudra se mettre au-dessus de tout soupçon. On réclamera le contrôle télévisuel continu. Evolution prévisible parce que conforme à la loi profonde de notre société : la dissolution des censures intérieures a pour contrepartie l'apesantissement des contraintes extérieures. Si la conscience du bien et du mal s'affaiblit, le pouvoir social répondra par l'enfermement télématique. Non point par vice ou par sadisme, mais parce qu'il y sera contraint, parce que la majorité silencieuse exigera qu'on assure sa sécurité, fût-ce au prix de sa liberté.

Où l'on retrouve les plus vieilles intuitions de la pensée politique. La démocratie suppose la vertu, c'est-à-dire l'intériorisation des valeurs civiques qui fait que les citoyens savent, par conviction, par instinct ou par routine, ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire. La règle du chacun pour soi, l'hédonisme exacerbé, le « vivre sans contrainte, jouir sans entraves », l'individualisme frénétique ont un prix. L'anarchie n'est pas un état social. A la déliquescence totale répond le pouvoir total. La liberté exige des mœurs d'hommes libres.

Enfermement télématique : c'est ici le moment d'évoquer ce que pourrait produire, ce que produit déjà, la conjonction d'un appareillage électronique et d'un totalitarisme idéologique. Il peut arriver qu'un Etat policier impose aux citoyens des surveillances télévisuelles qui les soumettent à un contrôle constant. On voit tout de suite ce qu'un centre tout-puissant pourrait tirer du foisonnement technologique actuel. Disposant des moyens d'assouvir sa passion du contrôle, il serait en mesure d'engranger dans de gigantesques mémoires les traces des gestes et des paroles de chaque individu. Finie la vie privée : chacun marche, parle, dort sous le contrôle d'œils et d'oreilles électroniques qui enregistrent tout mouvement, toute parole, tout silence. Chacun sait qu'il doit être en mesure de justifier chacun de ses mouvements, chacune de ses paroles, chacun de ses silences. C'est le contrôle continu. Mais les pensées ? Du moins les pensées échapperont-elles toujours aux caméras et aux magnétophones ? Patience la machine à détecter les pensées un jour sera inventée.

Et voici la cité sans parole, les intelligences sans idées, les âmes sans émotions, voici le navrant cortège des larves humaines, pauvres hères sans consistance, vivant depuis si longtemps en représentation qu'ils ont oublié jusqu'au souvenir de la liberté « 1984 » ? Hé oui, « 1984 ». Qu'on n'aille pas traiter « 1984 » par le mépris puisque à y regarder de près toute une partie de l'humanité vit aujourd'hui le cauchemar annoncé par Orwell (1) cependant que l'autre partie s'est doté de l'appareillage qui rend dès à présent possible son asservissement. « 1984 » ? Nous y sommes ou nous y allons.

La logique des forces qui travaillent la pâte humaine nous y conduit. La concurrence économique dit-on, engendre tout naturellement, comme par un enchaînement inéluctable, une réponse productiviste : pour faire face aux bas-prix de Hong Kong, de Taïwan, de Corée, de Singapour... il faut que les entreprises imposent des rendements plus élevés, se protègent contre les perturbateurs, substituent autant qu'il est possible la machine à l'homme. Encadrement, accélération des cadences, chômage.

Compétition idéologico-militaire : il faut connaître l'adversaire, identifier ses espions, surveiller ses complices. D'où les fiches, les filatures électroniques, bref le Grand ordinateur central, celui qui saura tout, celui qui, pour chaque individu, pourra dire tout à la fois ses idées politiques, ses maladies d'enfance, ses distractions favorites, ses tares sexuelles et peut-être un jour ses rêves et ses cauchemars.

Les structures, quelles qu'elles soient, se comporteront selon leur propre loi, selon la seule fin qu'elles connaissent, la leur. L'accaparement, l'appropriation, la mise en tutelle tiennent lieu d'instinct aux institutions.

La peur condamne les nations à se doter de l'arme atomique. Rien ni aucune considération ne peut empêcher un peuple qui a conscience de jouer son existence, de se procurer les moyens, tous les moyens, de sa survie. Et de s'en servir. Si les guerilleros afghans disposaient d'armes capables de détruire Moscou ou Leningrad, quelle considération pourrait les empêcher de s'en servir ? Et au nom de quelle morale pourrait-on le leur reprocher ? Il suffisait aux Soviétiques de rester chez eux...

Plutôt périr que se soumettre : ce peut-être le cri d'une petite nation écrasée par une grande, ce peut être aussi l'ultime hurlement d'un dictateur aux abois. La prolifération de l'arme atomique contient en germe son utilisation : c'est l'évidence.

Encore un demi-siècle ou un siècle de recherche et qui sait, les laboratoires livreront peut-être l'arme absolue, celle qui donnera le moyen de désintégrer la planète.

En attendant cette solution finale, chaque puissance voudra disposer des meilleures nageuses et des meilleures nageurs pour briller aux Jeux Olympiques, des meilleurs soldats et des meilleurs généraux pour surclasser l'adversaire, des meilleurs mathématiciens, des meilleurs physiciens, des meilleurs médecins pour se protéger contre la domination et accessoirement, pour l'exercer. La tentation d'améliorer la race humaine est trop ancienne, elle vient de trop loin pour qu'un jour, proche sans doute, on ne finisse pas par y céder. Hitler à cet égard n'était sans doute qu'un précurseur.

C'est par son propre mouvement, en vertu de sa propre loi, que la société transforme les pouvoirs sur la nature en

pouvoirs sur l'homme. La multiplication des relations entre les individus et les groupes, le resserrement des interdépendances, le foisonnement des initiatives, la complexité des moyens, la simplicité tyrannique des pulsions fondamentales créent un milieu qui donne le sentiment d'être irrésistiblement entraîné par sa propre pesanteur sans qu'on sache où se situe le pouvoir, d'où vient l'impulsion directrice. Sans doute des gestes pourraient-ils être accomplis qui rompraient le charme. Mais ces gestes, nul n'ose les faire, ces refus, nul n'ose les préférer, et point de doute d'ailleurs que les sondages ne désavouent ceux qui voudraient s'y risquer. Dès lors la masse roule, entraînée par son propre poids. La compétition entre nations, la concurrence entre structures vouent les responsables aux rationalités parcellaires et aux folies collectives.

Et tandis que l'espèce roule vers son destin, une sourde angoisse travaille les consciences. Le sentiment de vivre sous la menace d'une violence tapie dans l'ombre, discrète à l'ordinaire, épouvantable à l'occasion, surplombe les pensées. L'épuisement de la nature par les gigantesques ponctions de la production industrielle instaure la peur de manquer : pétrole, métaux, voire nourriture ne sont pas inépuisables. La complicité des savoirs, des pouvoirs, des peurs et des pulsions engendre un univers plein de craquements, en proie à une accélération qu'il n'est peut-être pas en mesure de supporter. Et chacun entend des craquements dont il préfère ne pas parler de peur de semer la panique parmi les siens.

Cependant, les idéologies du progrès, si elles gouvernent encore les réflexes, ne règnent plus sans partage sur la réflexion. Parfois même et il fallait s'y attendre, à l'invocation hors de toute prudence a succédé la malédiction sans discernement. Le savoir est complice du pouvoir. Le pouvoir n'est que violence et l'histoire n'est que la somme des ruses par lesquelles il se consolide. Ne rien faire, ne rien dire c'est encore le conforter. Rien ne sert à rien. Pour le surplus, il faut tenter de vivre. Plusieurs d'ailleurs s'y emploient non sans habileté.

Fatalité, impuissance, résignation ? Non. Lucidité, oui, avec la conviction que rien n'est inéluctable dès lors que le regard parvient à identifier et à distinguer les avènements qu'il ne faut pas vivre.

La Résistance est possible.

Ici, cependant, il faut prendre garde. Rares sont les esprits capables de supporter la vision du pire. La Résistance est possible. Le pire n'est pas toujours certain.

Il est toujours possible.

L'HISTOIRE CONSOLATRICE, L'HISTOIRE MYSTIFICATRICE

L'optimisme ne saurait se nourrir des illusoirs facilités du happy end historique. Le moment est venu de régler son compte à cette idole : l'Histoire, l'Histoire

consolatrice et mystificatrice.

On connaît la phrase sublime de Chateaubriand parue dans « Le Mercure » de 1807 : « Lorsque dans le silence de l'abjection, l'on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur ; lorsque tout tremble devant le tyran et qu'il est aussi dangereux d'encourir sa faveur que de mériter sa disgrâce, l'historien paraît, chargé de la vengeance des peuples : c'est en vain que Néron prospère, Tacite est déjà né dans l'Empire ; il croît inconnu auprès des cendres de Germanicus ; et déjà l'ingénu Providence a livré à un enfant obscur la gloire du maître du monde ». Les censeurs laissèrent passer. Napoléon ne s'y trompa pas, qui entra en fureur.

« C'est en vain que Néron prospère » : le malheur des peuples est devenu un poème dont l'historien est l'auteur. Au tribunal du jugement dernier, celui de l'Histoire, l'historien appelle à comparaître le tyran. Bientôt il citera le maître, le seigneur féodal, le bourgeois surtout ; et voici que sont vengés les victimes, les esclaves, les serfs, vengés les prolétaires, vengés les massacrés, les torturés, les déportés. Il y aura eu Auschwitz et la Kolyma, la gestapo et le guépeou, Nuit et brouillard et le Goulag ; mais voici le cortège des survivants, maigre certes, mais du moins est-il là et il témoigne ; voici Soljenitsyne et avec lui l'interminable liste des témoins. L'Histoire, une tragédie, mais qui finit bien. Qui finit bien, du moins pour ceux qui auront su à temps se ranger dans le bon camp, celui des vainqueurs, celui que le rapport des forces aura consacré tel. Car ce sont toujours les vainqueurs qui écrivent l'histoire.

Histoire consolatrice. Histoire mystificatrice.

L'homme à la plume se dresse face à César. Sur Néron, c'est Tacite qui porte la sentence. Sur Napoléon I^{er}, Chateaubriand ; sur Napoléon III, Hugo ; sur Lénine, Staline et leurs successeurs, Soljenitsyne. Le juge cite les témoins, milliers de témoins vivants, millions de témoins morts. Il convoque les héros, les martyrs et les saints, il appelle les hommes libres au soulèvement contre les tyrans.

C'est le livre rose des persécutions, avec certes ses pages sanglantes, mais aussi, à la fin, l'apothéose de la justice et la punition des méchants. Mais il y a aussi le livre noir. Livre noir où sont inscrits les noms de ceux qui ont péri. Nul n'est autorisé à ignorer ce qui a été perpétré dans la nuit et le brouillard nazis non plus que dans le profond hiver sibérien. Des millions d'hommes, des dizaines de millions y ont laissé leurs os. Des millions, des dizaines de millions de vies ont été écrasées, ravagées, détruites par les maîtres de l'État et grâce à la puissance que leur avaient donné les savoirs et les pouvoirs accumulés par les générations. Le totalitarisme est cette forme politique propre au XX^e siècle qui allie une idéologie, raffinée dans son exposé, imbécile et meurtrière dans son fond, à une technologie foisonnante, capable de fournir au tyran, les moyens de sa tyrannie. Les témoins

témoignent, mais les victimes sont mortes.

L'histoire, à condition de la regarder en face, nous raconte que des peuples entiers ont disparu, disparu sans phrase et sans laisser de traces, peuples déportés enchaînés, exterminés. Y aura-t-il encore demain des Cambodgiens ? Et des Afghans ? La science vient au secours du génocide.

Il y a peut-être pire que la destruction, il y a la soumission. L'Histoire nous lègue les grandes fresques du malheur et de l'héroïsme. Elle dit peut de choses des persécutions réussies, de la prise en main de nations, de civilisations entières, de la progressive élimination des hommes libres, par des maîtres armés de leur glaive, de leur violence et de leurs mots. Elle ne dit rien de la hantise des parents exposés à la délation de leurs propres enfants, de l'angoisse de chacun d'être dénoncé par son voisin, voire, sous la torture, par son ami, elle ne dit pas grand'chose de ceux qui auront ployé en silence pour ne pas perdre leur emploi ou leur logement, pour sauvegarder l'avenir de leurs enfants. Soumission sans révolte, sans bruit, enfermement des individus dans le silence et la méfiance, enserrement de chacun dans des réseaux de surveillance, avilissement des peuples asservis. « France prends garde de perdre ton âme » (2) : la mise en garde des années quarante a valeur universelle. Le calcul des risques joue en faveur des maîtres à venir : c'est par avance qu'on veut rejoindre le camp des vainqueurs.

Le livre noir des persécutions, s'il était écrit, raconterait l'avilissement secret des peuples enchaînés. Les imageries pieuses ne doivent pas détourner de regarder la réalité en face. Qu'il s'agisse de la télématique ou de la génétique les moyens existent d'instaurer le pire, de l'instaurer peut-être pour longtemps sans qu'on soit sûr d'en réchapper jamais. Le happy end n'est pas garanti. Au moins faut-il exercer quelque vigilance.

LA RESISTANCE

Reste, cela étant dit, et toute euphorie étant évacuée, que la résistance existe, qu'elle a toujours existé, qu'aucune tyrannie n'est jamais parvenue à réduire définitivement l'esprit humain. Tout a été tenté, tous les moyens ont été mobilisés pour instaurer la tyrannie sans faille, pour immobiliser le mouvement de l'humanité et cependant il y a toujours eu des failles par où le mouvement est passé. Comme s'il y avait dans l'espèce quelque élément spirituel qui la protège contre l'asservissement sans fin, contre l'avilissement total.

Plus que jamais, les pouvoirs ont besoin du savoir. Or la conquête du savoir implique pour le chercheur, au moins dans le domaine qui est le sien, l'exercice de la liberté de l'esprit. Il faut faire des hypothèses, en expérimenter le bien-fondé, fonder en vérité des conclusions. Les Jdanov peuvent triompher un moment. L'imbécillité coûte trop cher aux pouvoirs, les expose à trop de dangers pour qu'ils puissent s'en accommoder longtemps. Ils

sont obligés de laisser aux savants la part de liberté qui est nécessaire au progrès de la science. Ainsi la démarche scientifique introduit dans le totalitarisme une espèce de faille insurmontable : le total asservissement de l'esprit n'est pas compatible avec la survie du système. Point de puissance sans recours à la science. Point d'avancement de la science sans liberté de chercher.

Et tant que la liberté de l'esprit subsiste fût-ce en un seul point, le totalitarisme reste inachevé, menacé, fragile. Pour mettre au point la bombe à hydrogène, il a bien fallu laisser Sakharov libre de ses recherches, liberté surveillée certes, liberté limitée au seul domaine scientifique, liberté à usage strictement personnel. Liberté quand même dont le régime a pu expérimenter ultérieurement le caractère dangereusement subversif. Si la recherche implique que le pouvoir le plus totalitaire qui soit concède à quelques milliers de savants la faculté de déterminer librement leur démarche dans l'étroite spécialité qui est la leur, il ne pourra pas empêcher que quelques dizaines d'entre eux ne soumettent à leur libre examen tout ce qui relève de l'idéologie et de la politique. Tant qu'il y aura des esprits habitués à ne juger que selon le critère de la vérité, aucun pouvoir, si totalitaire soit-il ne sera à l'abri d'interpellations destructrices.

Entendons-nous : il ne s'agit pas de laisser croire que les hommes de science seraient du seul fait de leur qualité, réfractaires aux suggestions de l'idéologie. Nullement. Nombreux ont été les savants, médecins notamment, qui ont apporté leur pleine adhésion au nazisme. Sakharov n'est certainement pas représentatif de la mentalité de l'intelligentsia soviétique. Il ne s'agit pas de conférer aux chercheurs une quelconque mission de salut, qui leur serait propre et qui serait fondée sur des vertus qui n'appartiendraient qu'à eux : on sait d'avance à quelles perversions conduisent les messianismes de cette sorte. Il en est des hommes de science comme des autres : cupides, lâches, vaniteux, vindicatifs, bornés, médiocres, ils ne sont ni meilleurs, ni pires que les autres. Simplement le tyran, qui peut sans crainte étouffer toute création artistique, ne peut, sans mettre en cause sa propre puissance, se passer des fruits de l'arbre de la science. Il peut tuer tous les musiciens, peintres, écrivains, etc... Il ne peut liquider tous les savants sans se liquider soi-même. Or l'acte de recherche implique une liberté qui, sourdement, à long terme, mais en profondeur, mine la tyrannie. C'est seulement cela qu'on a voulu dire.

Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. Ce qui miné Créon, c'est Antigone, avec son intolérable fidélité aux lois non écrites. Tandis que beaucoup ploient sous le poids des contraintes, se contentant de survivre au moral comme au physique, il se trouve toujours quelque gamine obstinée, quelque vieillard indomptable, quelque esprit indépendant, pour se dresser devant le prince abusif, pour lui dénier le pouvoir d'obliger les consciences, pour marquer les limites de son omnipotence. Le prix à payer dépend des temps et des princes.

Châteaubriand s'en tire avec une colère impériale. Thomas Moore y laisse sa tête. Pour beaucoup, c'est pire.

Face à la menace qui vient de la mainmise des pouvoirs sur les savoirs, la première protection tient dans les principes et dans les valeurs qui sont inscrits dans les consciences. La lucidité du regard, le recul de l'homme libre qui pèse et qui juge et qui sait deviner derrière le masque des mots les fièvres de la puissance, le refus de subir l'oppression et d'y apporter son concours, le courage de rester seul au milieu d'un désert, la fidélité indéfectible à l'absolu : l'histoire nous transmet aussi ce message. Ne résistent à la pression conjuguée des structures de toute nature qui servent le tyran, que les convictions absolues, celles qui viennent d'une vision globale de la vie qui subordonne la vie elle-même aux raisons de vivre. Sans verser dans la niaiserie optimiste que suggère une lecture myope de l'histoire, on peut cependant dire que jusqu'à présent, Créon a toujours fini par retrouver Antigone. Et il est vrai que Néron ne se relève pas du jugement de Tacite.

Encore faut-il qu'il y ait des lieux où Tacite puisse écrire. Il faut que subsistent des espaces de liberté. C'est parce qu'il y avait l'Europe et l'Amérique que les savants, les artistes et les écrivains, chassés par le nazisme, ont pu trouver un asile où clamer la vérité, où employer leur savoir. La dissidence soviétique ne survit que parce qu'elle trouve en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, l'écho qui lui donne le sentiment d'exister et qui en effet interdit qu'on la liquide sans bruit, sans phrase, sans trace. Ces espaces de liberté sont des lieux où la technologie elle-même fournit aux contre-pouvoirs les moyens de leur résistance. La photocopie, l'offset, le film d'amateur donnent à la liberté d'expression une capacité minimale d'action, moyens modestes dont on a le sentiment qu'ils constituent une zone de repli pour les temps difficiles.

Pour l'heure, l'imprimerie permet aux témoins de témoigner, aux prophètes de nous décrire un avenir dont ils nous aident à nous délivrer. C'est parce que « 1984 » a rendu familières jusqu'à la banalité, certaines images de l'oppression technologico-policière que nous avons quelque chance d'y échapper. La fable est devenue lieu commun, connaissance partagée, grâce à quoi s'exerce ce minimum d'attention et de vigilance qui fait que les hommes libres se tiennent sur leurs gardes. Ne sachant pas toujours ce qu'ils veulent, du moins sont-ils nombreux à savoir ce dont ils ne veulent pas. Le lieu commun tient les esprits en éveil. Quand paraît l'objet technique nouveau, la question de son emploi se trouve aussitôt posée, le sentiment du déjà vu alerte suffisamment d'esprits pour qu'on tente d'élever certaines digues, imparfaites sans doute, mais point inutiles.

L'ordinateur n'a pas suscité seulement la béate admiration que la mentalité scientifique réservait d'ordinaire aux produits de la science, il a été aussitôt l'objet d'une attention sourcilleuse de la part des juristes et des moralistes. Le législateur français a éprouvé le besoin de voter

une loi interdisant l'interconnexion des fichiers et de créer une commission chargée de veiller au respect des libertés individuelles.

Se protéger contre ses propres pouvoirs, cette préoccupation vieille comme l'humanité trouve une nouvelle jeunesse. Il y a eu d'abord le serment d'Hippocrate. Malgré des reniements, imposés par des idéologies totalitaires ou par des revendications anarchiques, le serment d'Hippocrate a valu au corps médical ce capital de confiance dont il dispose encore aujourd'hui. Malgré la désinvolture ou l'arrogance de certains comportements particuliers, le malade sait qu'il a affaire non seulement à un expert mais encore à un homme de bon vouloir dont les prescriptions, alors même qu'il ne peut en contrôler le bien-fondé, sont ordonnées à sa guérison, et au soulagement de ses souffrances.

Aucune victoire n'est jamais définitive. Les gaz ont été mis hors-la-loi. Le procédé cependant n'est pas oublié et ses vertus simplificatrices, dès lors qu'on peut en user sans que l'adversaire soit en mesure de riposter, risquent d'être de plus en plus appréciées. Notons à cet égard que le concept hitlérien de solution finale a l'avenir pour lui. Décidément, quand on recense les domaines où les pratiques nazies n'ont fait qu'ouvrir la voie, on est bien obligé de convenir qu'Hitler à sa manière fut un précurseur...

Devant cette dérive on peut se dire que rien ne sert à rien et que les principes ne font qu'ajouter la tartufferie au cynisme. Cependant, posons-nous cette question : si fragile, si souvent violé qu'il ait pu être, le serment d'Hippocrate s'il avait eu son équivalent chez les physiciens et les chimistes, n'aurait-il pas rempli une fonction protectrice, certes imparfaite mais cependant utile ? La Trêve de Dieu peut faire sourire qui interdisait que l'on guerroye certains jours de la semaine, mais qui autorisait que pendant les autres on trucidé les seigneurs adverses et leurs gens. Du moins cette modeste trêve donnait-elle quelques jours de répit aux paysans pour semer et récolter en sorte qu'ils ne mouraient pas tout-à-fait de faim. La Croix-Rouge n'a pas mis fin aux guerres : elle a cependant imposé quelques règles qui ont parfois été respectées, et ont permis à des prisonniers d'envoyer de leurs nouvelles à leurs familles, et aux familles de faire parvenir des colis aux prisonniers. Seuls ceux qui n'ont jamais connu la captivité peuvent mépriser ces résultats. Quelles conséquences aurait eu un serment d'Hippocrate qui eût interdit aux physiciens et aux chimistes de travailler directement à l'invention et au perfectionnement des armes ? Sans doute n'eût-il pas fait disparaître les guerres. Du moins aurait-il probablement gêné la mise au point des engins de destruction totale. Retombée utile d'un tel serment, les activités scientifiques, sans débouché militaire avouable, auraient peut-être connu des développements à usage civil beaucoup plus rapides. Inutile de se livrer à des conjectures : l'important est d'enregistrer que, contre ses propres pouvoirs, l'homme a su parfois instaurer des protections qui n'ont pas été sans efficacité.

Mais c'est d'abord dans l'idée qu'il a de lui-même et dans la philosophie politique qu'il en tire que l'homme doit trouver sa protection. A cet égard le choix des références idéologiques joue un rôle fondamental. L'invocation du nationalisme n'a pas la même signification que celle des droits de l'homme. Non que les valeurs de la patrie soient à mépriser : point de liberté pour l'individu sans liberté pour la patrie. Cela est fondamental. Mais il est vrai que le culte de la nation expose au nationalisme et que par une très évidente logique la montée des nationalismes engendre la guerre entre nations.

LA STRATEGIE DES DROITS DE L'HOMME

Les droits de l'homme sont une mystique. Il faut en faire une politique. Qu'est-ce qu'une mystique qui n'inspire aucune politique ? La politique des droits de l'homme serait celle qui, au nom d'une certaine idée de l'homme, assez générale pour être universelle, assez précise pour emporter des conséquences, se fixerait comme objectif de promouvoir sur l'ensemble de la planète les conditions minimales hors desquelles la vie n'est pas vécue humainement. Balayant d'emblée la distinction dont on sait combien elle est meurtrière entre libertés réelles et libertés formelles, elle se donnerait une charte faite d'affirmations tout à la fois banales et ravageuses : il est du droit de chacun de manger, de parler, d'apprendre, de s'exprimer, de se loger, de travailler, de s'associer, d'écrire, de créer, de prier etc... Au demeurant ces chartes existent : Déclaration universelle des droits de l'homme, « Pacem in terris »... Il faut en faire une politique. Politique sans complaisance dans la mesure où c'est d'abord chez soi qu'il faut la mettre en application. La référence aux droits de l'homme ne sera pas crédible tant que quelque chose d'essentiel n'aura pas été fait pour mettre fin à la misère du monde. Politique redoutable pour les Etats totalitaires et redoutée par eux. Les Soviétiques ne veulent pas entendre parler des droits de l'homme. Ils ont raison. Ils savent que ces seuls mots sont chargés d'une aspiration si forte qu'à terme, elle peut ébranler tout le système. Ils devinent qu'il y a là les éléments d'un universalisme qui n'est pas le leur et qui est destructeur du leur. Peut-être même pressentent-ils qu'à moins de s'assurer rapidement l'empire du monde, ils perdront cette bataille-là. D'où leur attention méticuleuse à éliminer les esprits contaminés, leur volonté farouche d'édifier une puissance impériale, le mouvement qui les pousse irrésistiblement hors du charnier natal, toutes manifestations qui procèdent d'une fuite en avant dont il faut craindre les soubresauts.

Encore une génération et de Berlin à Vladivostock, les droits de l'homme formeront la revendication irrésistible de peuples innombrables las de vivre dans la servitude de l'esprit. En apportant sa caution à ce thème vieux de deux siècles, Jean-Paul II lui a communiqué une nouvelle jeunesse. Le pouvoir mobilisateur de ces vieux mots risque d'être d'autant plus grand que les moyens de communication, par leur puissance, leur diversité, leur foisonnement, feront que bientôt chacun pourra communiquer avec chacun. Le téléphone automatique per-

met déjà d'appeler n'importe quel correspondant dont on a le numéro. La photocopie et les machines Offset donnent, à peu de frais, la possibilité de reproduire des textes. Bien entendu, ces moyens d'échange et de diffusion des idées n'ont pas échappé à la vigilance des censeurs qui ont édicté toutes sortes d'interdictions et institué toutes sortes de contrôles. Mais sans doute tous ces appareils sont-ils encore dans leur enfance. De même que l'ordinateur se transforme peu à peu en une petite machine que l'on range chez soi dans un tiroir, de même les matériels télématiques rempliront-ils dans quelques dizaines d'années de multiples fonctions sous un très faible volume. Inutile d'essayer d'imaginer : il suffit de tirer logiquement les conséquences. Tout le mouvement des techniques tend depuis des décennies à surmonter l'espace comme obstacle à la communication. On tiendra, on tient déjà, des réunions entre participants séparés par des centaines de kilomètres les uns des autres. On s'assemblera sans se transporter. On se téléphonera, on se téléphone déjà, au moyen d'appareils, totalement mobiles, libres de toute attache locale. Le temps vient où chacun, où qu'il soit pourra appeler qui il voudra où qu'il se trouve. Deux individus dotés d'appareils miniaturisés communiqueront entre eux de n'importe quel point de la planète à n'importe quel autre point. La transmission de la voix s'accompagnera de celle de l'image. Les procédés d'enregistrement et de diffusion de l'écrit, de la voix et de l'image donneront aux individus et aux groupes une capacité d'expression et de création qui rendra possible une circulation des idées et des œuvres jusqu'ici inconcevable. Quand un garçon du 15^e arrondissement de Paris pourra se lier d'amitié avec un jeune Québécois, sans l'avoir jamais rencontré, quand il discutera avec lui aussi fréquemment et aussi longtemps qu'il le voudra, quand par la voix et par l'image ils auront appris à se connaître, quand ils auront institué entre eux des liens aussi forts que ceux qui naissent autrefois de la proximité géographique, il s'en suivra une disparition progressive de l'espace comme obstacle aux relations. Le foisonnement des objets de la télématique permet de penser que cette tendance de fond de la vie sociale se poursuivra jusqu'à effacer progressivement l'espace. Il suffit pour s'en convaincre de prolonger les tendances que révèlent les pratiques actuelles. Ainsi la possibilité de se réunir sans se déplacer peut un jour conduire à la construction d'établissements scolaires sans salles de classe, les enfants demeurant chez eux et communiquant avec le maître aussi aisément qu'ils le font à l'heure actuelle. Les assemblées générales des sociétés commerciales, des associations, les congrès des partis politiques, les sessions parlementaires se tiendront hors de tout lieu déterminé. D'ores et déjà, la paroisse catholique la plus importante de France est constituée par les téléspectateurs qui, chaque dimanche matin, suivent la messe à la télévision.

Ces hypothèses ne sont pas fondées sur l'arrivée prochaine sur le marché de tel ou tel objet mais sur l'analyse d'une tendance de fond de l'innovation technologique et des conséquences qui en découlent pour la vie sociale. Si l'on considère que l'évolution se fait toujours vers la miniaturisation des appareils (radio-télévision, électro-

nique), que leur fabrication en série s'accompagne, en francs constants, d'une formidable baisse des prix, que la demande juvénile se porte massivement et passionnément sur ces objets nouveaux (machines à calculer...), il y a toutes raisons d'imaginer que, sous quelques décennies, les individus et les foyers seront pour la plupart équipés de petits matériels qui permettront pour la plupart la diffusion très décentralisée de textes (grâce à des machines offset et à des photocopieuses d'une capacité aujourd'hui inconnue) d'images et de sons, la réception de tous ces messages, sans aucune gêne tenant à la distance, la multiplication des relations à l'échelle planétaire entre individus et entre groupes, bref cette socialisation teilhardienne que nous ne connaissons sans doute aujourd'hui qu'à l'état naissant.

Age d'or? Du tout. Les hommes resteront les mêmes, leurs passions, leurs espérances, leurs frustrations, leurs soucis, leurs vices, leurs fureurs, leurs terreurs ne changeront pas. Ayant sans doute conquis le pouvoir de faire exploser la planète, peut-être la feront-ils exploser. Disposant des moyens d'instaurer l'enfermement électronique universel, le contrôle continu des actes et des pensées, peut-être en effet l'instaureront-ils. Il ne faut jamais sous-estimer la méticuleuse vigilance du Grand inquisiteur.

Seulement, il peut arriver que la planète n'explose pas, que le Grand inquisiteur soit débordé par le jaillissement des systèmes de communications, que, si attentif qu'il soit, les peuples qu'il s'est soumis lui échappent parce que, mentalement sinon physiquement, ils auront émigré. « Ici Londres »... : moralement, la France de 1940-1944, a échappé à l'occupation, au moins en partie... L'Allemagne de l'Est, grâce aux chaînes de télévision de l'Ouest, franchit chaque jour le mur. L'Europe de l'Est toute entière écoute des radios occidentales. Il peut arriver que, grâce à la multiplication, à la diversification et à la miniaturisation des objets de la télématique, s'instaure une société planétaire où les relations entre personnes, entre groupes, entre nations, soient de plus en plus difficilement contrôlables et prennent ainsi une allure totalement nouvelle. Sans doute une telle évolution n'empêcherait-elle pas le surgissement et le maintien de régimes d'oppression, toujours habiles à saisir ces moyens nouveaux pour les asservir à leurs fins propres. Simplement les dissidents disposeraient eux aussi de certains de ces instruments et, sans mettre en danger les structures politico-policières par lesquelles de tels régimes se soutiennent, peut-être seraient-ils en mesure de diffuser des informations, des livres, des films, des pièces de théâtre, des cours universitaires, etc... de telle manière que finalement, des peuples entiers vivent dans une situation d'émigration mentale généralisée, de telle manière que les appareils politico-policiers ne règnent que sur des territoires psychologiquement vidés de leur population, de telle manière qu'à la fin le pouvoir total se confonde avec l'impuissance absolue.

Hypothèses mais qui, à y regarder de près, ne font que prolonger certaines réalités actuelles : aujourd'hui c'est le samizdat qui véhicule la littérature russe, cependant que

le peuple polonais échappe largement aux prises de ses gouvernants. Le parti règne mais ne gouverne pas : c'est peut-être une formule d'avenir. Étrange image d'avenir : d'un côté des appareils politiques tenant à pleines mains la police, l'armée, la diplomatie et s'accrochant fébrilement à tous les attributs de leur puissance, de l'autre des peuples en apparence soumis, en réalité absents, irrigués par un réseau serré, multiforme, omniprésent, d'informations, vivant une vie culturelle, politique, religieuse entièrement déconnectée de la vie officielle ; d'un côté des appareils étatiques régnant sur des territoires vides, de l'autre des peuples sans assise territoriale. Mais dira-t-on les hommes de la structure, les hommes du pouvoir d'où viendront-ils, où puiseront-ils leurs convictions et de qui recevront-ils leurs directives ? La schizophrénie est à l'évidence l'une des formes ordinaires du comportement politique. Le dédoublement de la personnalité fait que des individus servent honnêtement les structures dont ils font partie intégrante sans pour autant reprendre à leur compte les fins que ces structures sont censées promouvoir. Les appareils communistes au pouvoir sont truffés de desservants qui ne sont pas des croyants. D'où l'on peut imaginer de très étranges et très classiques *modus vivendi* : qu'on nous laisse régner en paix ; pour le reste, les apparences de la soumission nous suffisent. Certes de tels compromis ne durent pas : un temps vient où les structures vermoulues s'effondrent sous le coup d'hommes de conviction impatients de renverser les barrières qui brisent leurs élans.

Dès lors que subsistent, solides, vigoureuses, actives, des nations où la liberté demeure la règle, la politique des droits de l'homme peut fournir le thème central d'une stratégie offensive à long terme. Disposant de moyens techniques multiples pour transmettre et recevoir la voix et l'image, la stratégie des droits de l'homme se proposerait, l'irrigation de l'espèce humaine par des réseaux capables de transmettre des messages échappant aux contrôles politico-policiers. Les États démocratiques n'ont pas à craindre l'effet de tels messages. Il en va tout autrement pour les États monolithiques de quelques monolithisme qu'ils relèvent.

Il faut prendre garde : le levier des droits de l'homme est si puissant qu'il faut le manipuler avec précaution. Il faut penser son usage sur le long terme. Il doit servir une longue entreprise de libération, et non une opération de brutale déstabilisation capable de provoquer des réactions incontrôlées, voire la guerre préventive. Les oligarchies idéologico-guerrières qui gouvernent l'Empire d'Octobre savent leur fragilité en même temps que leur puissance. Plutôt que de céder la place, elles feront sauter la planète, car céder la place signifierait prendre acte du néant de leurs raisons de tuer depuis six décennies. S'étant remis à l'Histoire du soin de leur justification, il leur faut forger l'Histoire de telle manière qu'en effet elle les justifie et s'il advenait qu'elle se dérobe alors ne retentirait plus que le cri du désespoir dont l'ultime expression est toujours : « vive la mort » (3).

C'est dans la fidélité aux valeurs fondamentales qu'il faut trouver la réponse aux menaces qui naissent des savoirs et des pouvoirs. Et d'abord dans la vigilance et dans la lucidité à l'égard de soi-même car de tous les

aphorismes philosophiques, le plus évidemment faux, c'est le trop fameux propos de Rousseau, selon lequel « l'homme naît bon ». L'homme naît bon !... C'est avec des maximes de cette sorte qu'on bâtit la cité infernale.

Les pouvoirs viendront. Il se peut que nos ordinateurs, nos centraux téléphoniques temporels, nos lasers, nos engins spatiaux, nos manipulations génétiques, nos techniques chirurgicales, nos produits pharmaceutiques... ne soient que d'infantiles tâtonnements hors de l'ignorance originelle et que d'ici cinq à dix décennies la capacité d'action de l'homme sur soi-même et sur la nature soit sans commune mesure avec celle qui est la nôtre aujourd'hui. L'exploration de la psyché humaine peut livrer des secrets libérateurs et terrifiants, donner naissance à des modes de communication entre les humains aujourd'hui insoupçonnables, permettre, qui sait, la transmission de pensée directe d'individu à individu sans considération de distance, ouvrir à l'imaginaire des champs de vision inconnus. Avant de se récrier que l'on veuille bien songer à la stupeur que ne manquerait pas d'éprouver l'honnête homme du 17^e siècle devant ces grands vaisseaux aériens qui décollent selon des horaires de routine de tous les aérodromes du monde, emportant des centaines de passagers qui lisent des magazines, suçent des bonbons ou traitent leurs affaires. Par contre, le même honnête homme, à la lecture des journaux, à l'écoute des télévisions et des radios, au spectacle de la rue, pourrait très vite se convaincre que si leurs moyens d'expression ont changé, les sentiments et les passions qui conduisent les hommes sont d'une parfaite stabilité. D'où cette conclusion d'une éprouvante banalité : si les pouvoirs nouveaux vont continuer de déferler, l'emploi qu'on en fera n'est pas déterminé d'avance. Les hommes de liberté, de raison et de conviction ont l'avenir pour eux. Mais les tyrans auront à leur disposition les moyens d'instaurer des tyrannies monolithiques, féroces et méticuleuses. Le propos est si simple qu'on hésite à le proférer.

Spontanément, les nantis pensent que l'homme en sait toujours assez. Le paysan à qui l'on donne une charrue et qui sait qu'avec un collier on peut y atteler un cheval est d'un autre avis. Il y a trop d'hommes qui ont tout simplement faim pour qu'on puisse décemment décréter que le progrès du savoir est devenu inutile. Il est non moins clair qu'à eux seuls les savoirs et les pouvoirs qui en découlent ne garantissent rien. D'ailleurs, l'homme étant ce qu'il est — c'est-à-dire un être travaillé par de si étranges contradictions que, scientifiquement parlant, il ne devrait sans doute pas exister — l'homme étant ce qu'il est, rien n'est jamais garanti. En mangeant sa pomme, Adam croyait sans doute faire un coup fumant. L'imbécile ne faisait que commencer une histoire qui dure toujours. Histoire si chargée de fureur, de vices, de crimes et de souffrance que, pas plus que le soleil, elle ne se peut regarder fixement. « Heureuse faute », dit cependant la liturgie catholique.

Dominique André KERGAL

(1) « 1984 » par Georges Orwell - Edit. Gallimard.

(2) « France prend garde de perdre ton âme » - Cahier du Témoignage Chrétien Clandestin - Texte du Père Fessard.

(3) « Viva la muerta », cri lancé par un des généraux de Franco pendant la guerre civile.

UN COLLOQUE DE LA COMMISSION FEMININE DU MOUVEMENT EUROPEEN

QUELLE ENERGIE POUR QUELLE SOCIETE ?

C'est devant une assistance nombreuse que Janine Lansier, présidente de la Commission Féminine du Mouvement Européen, a ouvert le 5 Mai 1980 un très intéressant Colloque consacré pendant une journée entière à :

« La Place de l'Energie dans votre vie »

A cette manifestation se sont associées une centaine d'Associations Féminines représentant en France deux millions d'adhérentes.

Pendant la matinée ont été présentés les principaux aspects du problème par les personnalités les plus qualifiées.

● Le Professeur *Louis Leprince-Ringuet*, de l'Académie Française, président de l'Organisation Française du Mouvement Européen, a d'abord dressé une vaste « fresque de l'énergie » ; cette énergie sera désormais toujours plus chère et plus rare. La meilleure des « ressources nouvelles » est encore d'économiser l'énergie, car les énergies dites nouvelles ne pourront produire au mieux dans les 2 décennies qui viennent, que 10 % de nos besoins. Quant à l'énergie nucléaire, la moins dangereuse, contrairement à des campagnes irresponsables elle nous permettra d'assurer 25 % de nos besoins en l'an 2000 — en attendant la relève thermonucléaire qui ne surviendra pas avant 2020.

Deux exposés remarquables ont montré à quel point nous nous trouvons devant une mutation fondamentale de notre société. D'une part,

● *M. Albert Ducrocq*, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques, a démontré que, désormais, ce n'était plus l'énergie qui allait être « la flèche du progrès industriel », mais la technologie, l'électronique, l'informatique.

En effet, la hausse du prix du pétrole (toute relative d'ailleurs en monnaie constante) permet de rentabiliser certaines énergies nouvelles ; surtout, les transports vont devenir moins gourmands en énergie, de nouveaux matériaux vont permettre d'isoler les habitations et de réduire considérablement les dépenses énergétiques de chauffage, la bio industrie produira des engrais non consommateurs d'énergie : ainsi va naître le second âge de la

révolution industrielle.

● Quant à *M. Jean Saint-Geours*, P.D.G. de Sema-Metra, rédacteur au nom du « Groupe des Sages » d'un rapport à la Commission Européenne sur « une croissance économe en énergie », il a présenté la thèse de ce qu'il appelle le « retournement » : la crise énergétique peut et doit être un facteur de développement économique.

En effet, s'il faut amoindrir la liaison classique : « énergie-croissance », on n'y parviendra que par une forte élévation du prix de l'énergie, ce qui permettra de susciter les productions nouvelles et d'en rationaliser les utilisations. Cela grâce à des investissements considérables, créateurs de nouveaux emplois. Voilà qui pose la question du rôle de l'Etat centralisé et de la place que doivent prendre en la matière aussi bien les collectivités locales que les initiatives de la Communauté Européenne.

● C'est à ce dernier sujet qu'ont été consacrés les exposés respectifs de *MM. Jean-Claude Renaud*, de la Direction de l'Energie de la Commission Européenne, et *Paul Hatry*, président de la section « Energie » du Comité Economique et Social Européen. Le premier a insisté sur la très grave dépendance de l'Europe des Neuf, qui importe 54 % de son énergie (et 47 % de son pétrole) pour une facture (en 1980) de 100 millions de dollars. L'objectif communautaire consiste à réduire cette dépendance à 35 % en 1990 et 30 % en l'an 2000. Les succès enregistrés jusqu'à présent sont faibles mais il faut noter que la dépendance européenne a été déjà réduite puisqu'elle était de 63 % en 1973.

Quant aux lacunes, elles sont surtout relatives au retard de l'équipement nucléaire. On ne compte actuellement que 30 Gigawatts installés — les objectifs pour 1985 et 1990 sont respectivement de 75 à 125 G-watts (soit alors 30 % de l'électricité totale). Il est impossible actuellement de mettre sur pied une politique énergétique commune, pour des raisons tout à la fois politiques, administratives et psychologiques. Reste pour la Communauté européenne à analyser, informer, coordonner, proposer, inciter et aider la recherche. Les dix années qui viennent seront cruciales : la pression mondiale obligera peut-être les Européens à agir ensemble.

C'est ce sur quoi a insisté *M. Paul Hatry*, qui a apporté un vigoureux appui à la Commission (« contre » les atermoiements du Conseil des Ministres) tout en s'élevant contre la notion anti-communautaire du « juste-retour » et en réclamant que l'on en revienne au vote du Conseil à la majorité, seul moyen d'aboutir à des décisions effectives.

● La matinée s'est terminée par un dialogue animé entre *M. Henri Aujac*, président du Bureau d'information et de prévision économique, et *Mme Andrée Martin-Pannetier*, chargée de conférences des Facultés de Droit, dialogue centré sur le thème de la « France sans pétrole » (ouvrage dont *M. Aujac* est co-auteur). Ce dialogue a notamment montré le rôle considérable que pourrait jouer, dans une perspective de ce type, les femmes de France et d'Europe conscientes de leurs responsabilités et de leur rôle familial, social, civique.

*
* *

L'après-midi s'est ouvert sur un « Diaporama » consacré au thème « Face au défi pétrolier : quelles solutions ? » et qui démontrait notamment la nécessité d'un effort considérable d'équipement nucléaire.

● Délégué à la Qualité de la Vie et ancien délégué aux Energies Nouvelles, *M. Jean-Claude Colli* a commenté cet audiorama, puis a traité du sujet : « Energies nouvelles et Cadre de vie ». Après avoir rappelé un certain nombre de chiffres français et européens, *M. Jean-Claude Colli* a constaté que l'opinion prend conscience de l'importance et de la gravité de la crise de l'énergie et du fait que le mode de vie de la société va subir des changements. Les choses ne seront plus comme avant.. Cette crise aura servi de « détonateur » : tous nos critères et toutes nos références vont être modifiés. Il va falloir mettre au point de nouvelles approches, élargissement de l'intelligence « technique », arbitrage entre quantitatif et qualitatif, mutation des responsabilités, prise en compte du temps comme dimension essentielle de la vie, etc...

● Ensuite, animée par *M. Michel Chevalet*, chroniqueur scientifique à TFI, s'est déroulée une « Table Ronde » sur plusieurs questions essentielles relatives au problème de l'Énergie.

On a d'abord entendu *Mme Gisèle Charzat*, membre de la Section « Énergie » du Parlement Européen, qui a dégagé les tendances « lourdes », caractérisées par :

- une situation internationale préoccupante ;
- l'absence de vrai dialogue euro-arabe ;
- les égoïsmes nationaux.

D'où deux scénarios possibles : un « gris », avec coordination (mais non intégration) des politiques nationales à l'échelon européen ; un scénario « noir », celui de la pénurie grave, avec une bataille nationale pour l'indépendance, une planification nucléaire et charbonnière et

des risques de sociétés bureaucratiques...

Puis *Mme Lucette Godin*, vice-Présidente de l'Association Française des Femmes diplômées d'Université a exposé les résultats d'une enquête faite auprès de 500 femmes d'origines très diverses. Les personnes questionnées se sentent loin des centres de décision et mal informées. Elles restent optimistes à moyen terme et les restrictions éventuelles ne les inquiètent pas — à condition de conserver leur cuisinière moderne, leur machine à laver et leur réfrigérateur, (mais non les petits *gadgets* inutiles ou presque).

A son tour, *Mme Renée Maingard*, Maître-assistant à l'Université Paris IX (Dauphine), a fait état des résultats d'un questionnaire adressé à une cinquantaine d'étudiants (surtout non Européens) et à quelques enseignants. Les personnes interrogées craignent l'énergie nucléaire (la peur d'Hiroshima) mais espèrent en la naissance d'un nouvel ordre de l'économie mondiale et d'une nouvelle révolution industrielle.

Il revenait au Professeur *Raymond Latarjet*, de l'Institut de traiter des risques énergétiques. Il mit l'accent sur la distinction entre les risques absolus et les risques relatifs, ces derniers correspondants aux premiers divisés par le bénéfice recueilli ou escompté. Encore faut-il comparer ce qui est comparable. Il reste qu'un effort considérable est en cours sur les risques « génotoxiques » propres à l'énergie nucléaire et à l'énergie de combustion (charbon, gaz, pétrole). Or, les risques dans ce dernier cas sont souvent considérables, contrairement aux risques nucléaires.

Directeur des programmes au Commissariat à l'Énergie Solaire (Comes), *M. Gérard Toth* a expliqué pourquoi les chiffres cités en matière d'énergie solaire sont encore très bas (solaire proprement dit, éolienne, biomasse) : c'est le tout début, comme pour le nucléaire à la fin des années 40. Or, il s'agit d'autant d'étapes. Le Ministre de l'Industrie a donné les objectifs suivants : 30 % au nucléaire, 30 % au pétrole, 30 % aux économies, 10 % aux énergies « nouvelles » (ou plutôt renouvelables). La-dessus, le solaire représente 3-4 %, mais on ne peut d'autant moins fixer une date précise d'expansion qu'on parle, par exemple, d'un prix des piles solaires passant de 100 à un chiffre plus élevé.

En ce qui concerne les « maisons solaires », la difficulté réside dans le stockage d'une énergie recueillie en été et nécessaire en hiver pour le chauffage (qui représente un tiers de la consommation globale d'énergie).

M. Jacques Lacoste, de la Direction Générale d'E.D.F. examine le problème de prix : paradoxalement, entre 1970 et 1980, la facture pétrolière de la France est passée par baril de pétrole de 1,5 dollar à 30 dollars — tandis que le litre de « super » était vendu 3,42 F au lieu de 1,15 F. Les Français n'ont pas assez conscience de ce fait, pas davantage de ce qui concerne la précarité de

notre approvisionnement. Autres chiffres : on dénonce les « gadgets » électro-ménagers (coût : 50 litres de pétrole en oubliant que le chauffage central « coûte » 2,5 tonnes, l'auto 1 tonne ; quant à l'éclairage, lui aussi dénoncé... son « coût » n'est que de 100 litres.

En définitive, le problème énergétique est un problème d'adaptation, de concordance, d'acheminement, de stockage. Nous avons jusqu'ici disposé de ressources « stockées » par la nature (forêts, charbon, pétrole), ou d'énergie demi-stockées (l'eau par ex.) ; le problème du rayonnement solaire et de l'énergie éolienne, qui sont des énergies dispersées, est un problème d'acheminement, de stockage et d'utilisation où et quand elles sont nécessaires — ce qui postule des investissements considérables.

Pendant la Table Ronde, *Mme Simone Veil*, Président du Parlement Européen, a été accueillie par *Janine Lancier*, Présidente du Colloque.

Le Président du Parlement s'est félicité de parler devant une assemblée où dominait l'élément féminin, si concerné et responsable en matière d'énergie, de surcroît réuni sous les auspices du Mouvement Européen.

Mme Simone Veil a centré son exposé sur toute une série de contradictions relatives à la crise de l'énergie. Première contradiction, celle qui existe entre nos ressources et notre consommation. Ce qui nous met sous une étroite dépendance des producteurs et met en cause notre politique extérieure. Seconde contradiction : l'augmentation du prix du pétrole, loin de rééquilibrer le commerce mondial, en a au contraire accentué le déséquilibre ; en particulier, les pays en voie de développement non-producteurs de pétrole sont plus atteints que les pays industrialisés. Troisième contradiction : la crise devrait pousser les Européens à mettre en œuvre des mécanismes de solidarité. Or, malgré les belles paroles, ils en reviennent trop souvent à l'isolement national. Quatrième contradiction : celle qui existe entre les propositions des scientifiques et des experts et l'opinion publique — soit qu'il s'agisse d'un « solaire » paré de toutes les vertus et toutes les possibilités immédiates, soit d'un « nucléaire » qui suscite des réactions passionnelles aboutissant à un dialogue de sourds (comment *prouver* dans un sens ou dans un autre ?). Cinquième contradiction : les énergies nouvelles doivent être décentralisées mais *quid* du monopole d'E.D.F. ? Et cette autre : pour protéger l'environnement, peut-on faire confiance aux particuliers ? Qui dit protection des sites dit réglementation — et « pollution paperassière ». Sixième contradiction : les responsables politiques de tous les partis craignent de troubler l'opinion. Ils se veulent essentiellement rassurants mais leur *consensus* se heurte à un hiatus avec l'opinion. Par exemple, on parle de référendum mais en Suède, beaucoup d'électeurs ont refusé de voter, se prétendant trop mal informés. Et d'ailleurs, les écologistes eux-mêmes ne dénoncent-ils pas les pouvoirs publics, qui abdiqueraient ainsi leurs responsabilités.

Il nous reste, a conclu Madame Veil, à essayer d'imaginer ce que serait une société toute différente à cause des restrictions d'énergie. Avec les conséquences : chômage accru, baisse du niveau de vie, troubles sociaux, etc...

Nous devons nous adapter par un effort de l'intelligence, de la sensibilité et de l'imagination. D'où le grand intérêt de ce Colloque.

M. André Gauvenet, Délégué central à la Sécurité au Commissariat à l'Énergie Atomique répondait aux questions posées par l'auditoire notamment sur les risques nucléaires.

Il a évoqué ces risques par comparaison avec les autres sources d'énergie et indiqué les précautions prises pour la protection des travailleurs et de l'environnement. Il a rappelé à ce propos que la radioactivité éventuellement produite par l'exploitation serait infime par rapport à celle existant dans la nature (de l'ordre de 1 à 100 ou même à 200 sur les sols granitiques).

Les risques d'accident sont, dans les faits, particulièrement faibles. A ce jour, l'activité des 250 centrales fonctionnant depuis de nombreuses années dans le monde n'ont coûté aucune vie humaine.

Après avoir exposé les précautions prises pour le traitement des déchets radioactifs, M. André Gauvenet a rappelé que les problèmes posés par l'approvisionnement en pétrole n'existaient pas pour l'uranium : dispersion des gisements, facilités de stockage, prix très faible dans le coût du KW/h. La France dispose, pour sa part, de réserves largement suffisantes pour assurer, dans l'avenir, ses besoins en énergie nucléaire.

De retour du Premier Congrès mondial de la « biomasse » à Atlanta, *M. Robert Lattès*, membre du Club de Rome, a exposé de quoi il s'agit : en fait de l'énergie solaire accumulée dans les arbres, les plantes, les résidus agricoles, etc... On distingue trois catégories : 1) les arbres, les bois, les forêts, 2) les végétaux, les déchets végétaux et animaux, 3) certaines cultures bio-énergétiques.

Brûler du bois donne un bilan nettement positif : l'énergie obtenue en aval est supérieure à l'énergie dépensée en amont. En revanche, la conversion des déchets en bio-gaz ou en carburant liquide présente un bilan énergétique négatif. Pour l'instant, en effet, ces transformations exigent des investissements assez considérables, avec la mise en œuvre de machines très perfectionnées. Mais les experts estiment que, dans les 20-40 ans qui viennent, la bio-masse (y compris l'aqua-culture) pourrait subvenir à une proportion des besoins énergétiques de l'humanité (mais de façon très différente selon les pays et les climats) dans une fourchette de 8 à 12 %, ce qui, à moyen terme, n'est nullement négligeable.

Synthèse de la journée réalisée par Max Richard.

JEAN-PAUL II

« L'HOMME POUR LES AUTRES »

Jean-Paul II est venu en France à la fin mai. Au-delà de la joie naturelle que sa présence a suscitée chez les catholiques français qui n'avaient plus vu de pape chez eux depuis Pie VII, venu sacrer Napoléon I^{er} en 1804, puis devenu prisonnier dans notre pays en 1812, cette visite a monopolisé, à travers les medias, l'attention des Français pendant plusieurs jours. En quoi et pourquoi le pape a-t-il provoqué la curiosité et l'intérêt de l'ensemble de nos concitoyens fidèles de toutes les confessions, indifférents ou incroyants ? Pourquoi aujourd'hui Jean-Paul II intéresse-t-il tous les hommes ?

Les textes que nous publions de Monseigneur Poupard, Jean Chelini, René Pucheu, Etienne Borne sont autant de témoignages et d'analyses qui tentent de répondre à ces questions.

FRANCE, FILLE AINÉE DE L'ÉGLISE, ES-TU FIDÈLE AUX PROMESSES DE TON BAPTEME ?

par Mgr Paul POUPARD

Nous venons de vivre des journées extraordinaires, avec Jean-Paul II, du 30 mai au 2 juin 1980. La Providence avait voulu que cette visite du Pape en France débute en la Fête de sainte Jeanne d'Arc et se poursuive avec les fêtes de la Visitation et de la sainte Trinité, ainsi que la fête des mères.

Depuis des mois, les mises en garde s'étaient succé-

dées, et les commentaires avaient enchevêtré leurs soupçons multiformes. D'emblée, Jean-Paul II s'est placé très au-dessus de ces mesquines querelles de famille, en nous ramenant à l'essentiel : Jésus-Christ. Il l'a fait avec une autorité singulière. Décidément, cet homme venu de loin nous entraîne au loin. Chacun a pu découvrir ses qualités qui en font un témoin hors pair, si attachant : sourire lumineux et pensée rigoureuse, accueil généreux et bonté

malicieuse, front de penseur et menton de lutteur. Le Pape n'est pas une abstraction de manuel scolaire, mais une personne vivante et bien vivante, d'une présence étonnante. Alors que je le guidais vers le podium dressé au fond du jardin de l'Institut Catholique de Paris, tentant de l'arracher à la mêlée joyeuse des étudiants et des enseignants dont la poussée se faisait pressante, il me dit avec malice : *Ils crient : « Vive le Pape », et ils ont bien raison, il faut qu'ils me laissent vivre, s'ils veulent que je leur parle.*

Jean-Paul II a parlé, et il a été entendu. Aux prêtres massés par milliers dans la Cathédrale Notre-Dame de Paris, il a rappelé le mot de Saint Augustin : *Avec vous je suis prêtre, pour vous je suis Evêque.* L'émotion fut immense et beaucoup pleuraient, lorsqu'il nous a invités à chanter ensemble avec lui le *Credo*. Sur la place de l'Hôtel de Ville, ce fut le joyeux contact avec le peuple de Paris et ses élus, poursuivi par une merveilleuse descente de la Seine en bateau au clair de lune, vers la Nonciature, avec une foule immense devant les monuments historiques des deux rives de la Seine, où coule l'histoire de France. L'un des prélats de la suite me confia en cette heure romantique : *Nous avons fait le tour du monde, visité l'Afrique et l'Amérique, mais il fallait vraiment venir à Paris !*

L'Elysée donna un rare spectacle d'unité : toutes les familles politiques présentes, hommes d'Eglise et hommes d'Etat, hommes de lettres et hommes de science pour une fois rassemblés. Et le déjeuner à l'Archevêché fut une rencontre de famille, comme la réunion des religieuses à la Chapelle de la Médaille Miraculeuse, rue du Bac, et la joyeuse retrouvaille au Champ de Mars avec les polonais de France, venus très nombreux. A Saint-Denis, dans l'antique basilique royale, Jean-Paul II, s'adressant aux travailleurs et aux immigrés, sut rappeler qu'il était l'un d'eux : *J'ai appris ce qu'est un travailleur, et insister sur le droit à la vie, la place irremplaçable de la famille, et le devoir de construire ensemble et sans haine le monde voulu par Dieu qui est un monde de justice.*

J'avais quitté Jean-Paul II, marqué par le poids d'une lourde journée, presque à minuit le soir, à la Nonciature. J'avais la joie de l'accueillir, radieux, le lendemain matin, à l'Institut Catholique de Paris. Il ne cacha pas sa joie de se retrouver dans sa communauté universitaire catholique, et nous rappela notre exaltante et exigeante mission : conduire à la vérité totale sur l'homme, inséparable de la vérité sur Dieu. Son message tout de fidélité fut empreint de ferveur et de confiance. Et c'est à regret — mais l'horaire pressait — qu'il lui fallut s'arracher à la joyeuse bousculade pour gagner le Bourget, la messe du peuple de Dieu, sous les rafales de vent froid et de pluie glacée : *France, fille aînée de l'Eglise, et éducatrice des peuples, es-tu fidèle aux promesses de ton baptême ?* Telle fut la grande question que Jean-Paul II devait reprendre, sous une autre forme, l'après-midi, avec les Evêques de France réunis dans la Chapelle du Séminaire d'Issy les Moulineaux. La grande tentation, la *méta-ten-*

tation devait-il nous dire, reprenant ce qu'il avait dit le matin à l'Institut Catholique en parlant de l'humanité athée, c'est l'homme sans Dieu, et l'humanisme inhumain.

Il développa ce thème, dans une soirée fantastique au Parc des Princes, où aux 50 000 jeunes qui l'acclamaient frénétiquement : *Jean-Paul, Jean-Paul, le Pape, le Pape*, il annonça avec une force irréprouvable Jésus-Christ, l'Evangile, les Béatitudes, à rebours de la sécularisation et de l'érotisation de notre société, applaudi à tout rompre lorsqu'il osa dire sans barguigner : *La société de consommation ne rend pas les hommes heureux.*

Lundi matin, je le retrouvais pour une brève et intense prière avec les Clarisses de l'avenue de Saxe, où il venait se recueillir avant d'affronter l'UNESCO. Je n'hésite pas à le dire : cette visite au Siège de l'Organisation Internationale fut un événement historique d'une portée considérable. Aux représentants de la culture et de la science du monde entier qui l'interrompirent 22 fois pour applaudir son discours de 80 minutes et lui firent en finale une ovation sans précédent, il vint dire avec une force de conviction et une insistance qui gagnèrent le fond des cœurs : *il faut mobiliser les consciences.* Son message fut tout de confiance en l'Homme, pour l'abjurer d'être fidèle à sa vocation native, incarnée dans la culture propre de chaque nation. Une mise en garde solennelle contre les aliénations de l'éducation, la mutilation de l'athéisme, les droits de l'homme bafoués, les citoyens affamés, l'avenir du monde radicalement menacé par les manipulations génétiques et les expérimentations biologiques, comme par les armements chimiques, bactériologiques et nucléaires. *Moi, fils de l'humanité et Evêque de Rome, je vous adjure : unissez science et conscience pour sauver l'homme ! Vous êtes une puissance énorme : la puissance des intelligences et des consciences. Je vous crie du fond de l'âme : Oui, la paix du monde dépend de la primauté de l'Esprit. Oui, l'avenir de l'humanité dépend de l'amour.*

Autour de moi, treize Prix Nobel, le poète Pierre Emmanuel, le chef d'Etat Léopold Sédar Senghor, une assemblée choisie, étonnamment pluraliste d'agnostiques, et d'animistes, de musulmans et de bouddhistes, tout autant que d'athées et de chrétiens, l'acclamaient. Mais lui déjà, d'un pas simple et tranquille, s'en allait se confier à la petite Thérèse de Lisieux et nous rappeler dans la sainte carmélite la vérité évangélique la plus formidable et la plus universelle : *Dieu est notre père et nous sommes ses enfants.*

En partant pour Rome, il nous a dit *au revoir*, nous donnant rendez-vous l'an prochain à Lourdes, avec la Vierge, heureux, nous a-t-il confié, *d'avoir pu rejoindre l'âme de la France.*

Merci, très Saint-Père !

Mgr Paul POUPARD

LE PAPE DU GRAND « SUSPENS »

par René PUCHEU

Jean-Paul II *est venu. Il a vu* deux beaux moments — Notre-Dame et Saint-Denis — et aussi deux ou trois célébrations — je pense notamment à la messe du Bourget et au rassemblement du Parc des Princes — d'une grande pauvreté esthétique. Ah ! les Militants français qu'il leur manque le sens de la fête. *On l'a vu. De près ou de loin. En chair et en os ou sur l'écran. Et après ?*

Autrement dit, ce voyage, qu'a-t-il changé, en France ? ou que peut-il changer en France ou, tout au moins, dans la situation du catholicisme français de 1980 ? Question à mille francs... Impossible à trancher, déjà. Et pourtant à laquelle nul de celles et ceux qui se sont sentis concernés — et il en eut plus que prévu, malgré les apparences ! — n'échappe.

En tout état de cause, si l'on veut tenter d'y voir clair, il faut imaginer les intentions de Jean-Paul II et considérer la situation française.

CE VOYAGE : POURQUOI DONC ?

Quand on n'a pas rencontré Jean-Paul II, autrement qu'en faisant le badaud sur la Place de la Concorde — et certes ce n'était pas rien de voir « de visu » le Pape sur l'ancienne Place de la Révolution exaltant la « France, Fille aînée de l'Eglise » à quelques mètres tout au plus du lieu où fonctionnait la guillotine ! ô Histoire que tu aimes les retournements ! — ou assis devant le petit écran, on peut que risquer des hypothèses.

Dans cet esprit, je parierais que Jean-Paul II visait à :

- acculer l'Eglise qui est en France à *se manifester*, à se montrer. J'écris « acculer » parce que cette Eglise, en effet, n'a pas perdu seulement l'habitude de s'exhiber en tant que corps. Elle a fini par avoir la phobie des rassemblements, processions, etc... Elle ne tolère même pas le phénomène de Lourdes que parce qu'on n'en parle pas à Paris.

Et bien sûr, ça finit par lui manquer à cette Eglise, les manifestations extérieures ! Il n'y avait qu'à voir l'air réjoui des Cardinaux pour comprendre que même les évêques français, ça manque les « bains de foule ».

Evidemment, Jean-Paul II ne venait pas provoquer

l'Eglise à « apparaître » que pour le plaisir. Le Pape a l'intuition gaullienne. Comme le Général de Gaulle, descendant les Champs Elysées avait compris que le service que peut rendre à sa communauté le leader charismatique est de faire prendre conscience aux citoyennes et aux citoyens qu'ils ont, en lui, un lien commun, Jean-Paul II sent, ce me semble, qu'en soulevant les foules, il les amène à découvrir qu'elles appartiennent à l'Eglise.

Tous ces voyages du Pape relèvent de cette stratégie dont l'objectif est d'acculer les catholiques à éprouver, l'espace de son « apparition », l'émotion d'être ensemble. A bien considérer, ce doit être effectivement l'une des dimensions importantes du rôle d'un Pape que cette sorte de « d'auto-révélation » de la communauté ecclésiale à elle-même.

- suggérer une *attitude*. Comme ce qui plaisait en de Gaulle — les « anti-gaulliens » résolus acceptèrent, j'espère, de me pardonner de leur imposer ce parallèle ; mais il est si éclairant ! — c'était qu'il allait crânement, Jean-Paul II entraîne parce qu'on le sent résolu à « faire face ».

Contrairement au comportement ecclésiastique de bienheureuse mémoire, il donne l'impression d'oser être lui et d'oser agir clairement. Il porte la mitre sans complexe. Devant ces catholiques qui, après avoir été mariolâtres font le « complexe marial », celui du « latin » et quelques autres, il n'hésite pas à réciter « l'Angelus », comme si c'était naturel ! Tout en sachant parfaitement, la portée de l'acte qu'il pose.

Bref, Jean-Paul II tente de promouvoir une manière d'être qui tout en étant dépourvue d'agressivité ne vise pas à un sempiternel dialogue. *Affrontement* — au sens mouniériste du mot — me semble définir ce comportement.

La diffusion de cette attitude suppose deux « révolutions culturelles » dans le catholicisme français.

D'abord, elle postule que l'on retrouve une *certaine fierté* chrétienne qui implique, elle-même, que l'on ait l'audace, d'assumer l'héritage. Que l'on ose prétendre que si le passif en est lourd, l'actif surabonde.

Elle exige, ensuite, que l'on cesse de se perdre dans le regard de l'autre ou de se soumettre à lui. Sans conteste,

ce fut un des mérites historiques des « Mouvements spécialisés » d'Action Catholique que de valoriser « l'ouverture ». Jusqu'au jour, tout au moins, où celle-ci dégènera en crise d'identité et en tentation de « s'adapter » aux autres, en permanence. Au risque d'en devenir les jouets.

lorsqu'on s'aventure à comparer des univers culturels. Chacun est singulier et les idées qu'il peut emprunter ou recevoir des autres y « fonctionnent » différemment.

Il faut, en outre, être encore plus précautionneux quand il s'agit d'un Pape. Nos grilles d'interprétation — en particulier, la dichotomie Droite/Gauche ou Conservateur/Progressiste — est le plus souvent inadéquate. E. Poulat l'a montré perspicaçement.

Ainsi, devons-nous ne pas cataloguer Jean-Paul II. Simplement, on peut constater qu'il évoque tantôt Maurice Clavel, tantôt Etienne Gilson. Comme celui-là, on le prendrait bien à crier « Dieu est Dieu, nom de Dieu ». Comme celui-ci, il n'hésiterait pas, ce me semble, à parler de « civilisation catholique ».

Beau thème de réflexion, en tous cas, pour les philosophes-experts que de discuter si à Paul VI, le maritainien, n'a pas succédé Jean-Paul II, le gilsonien ! De toute manière, voilà un problème qui outrepassa — ô combien ! — ma compétence.

Le point-clé à suivre est, vraisemblablement, la place que prendra la notion de « droits de l'homme » dans la pensée de Jean-Paul II, ainsi que les bouleversements auxquels cette notion acculera les éléments plus traditionnels de la « doctrine sociale de l'Eglise ». Car, de celle-ci — on le jurerait — l'on ré-entendra parler.

CE VOYAGE : EN QUELLE FRANCE ?

Et le Pape atterrit, donc. Jetant un regard à droite, à gauche, en avant, en arrière, il put apercevoir, du bas de l'hélicoptère, les Invalides et l'Elysée et Clémenceau dans l'entre-deux, l'Etoile, l'Obélisque, le Carrousel et le Louvre. Toute l'Histoire de France était là pour voir et entendre le Pape écouter « la Marseillaise ».

Quoiqu'il en soit, en France, en ce juin 1980, Jean-Paul II allait avoir à faire face à deux phénomènes, au moins :

a) une société « *dé-faite* » et « *en attente* ». En attente de quoi ? N'hésitons pas : de « *re-fondation* ».

Pour entrer dans ce diagnostic, il faut avoir présent à l'esprit que la France — il me semble que, depuis le discours de Jean-Paul II à l'UNESCO, on est plus « libre » de se référer à la nation — vient de changer deux fois, peut-être trois fois, en trente cinq ans de culture dominante (cf. sur cette évolution B. Cathelat : *Le style de vie des Français* - Ed. Stanke).

Dans l'aventure tout — ou presque — a explosé : les institutions, les valeurs. Paradoxalement, le « consensus » y a gagné. Il n'a jamais été aussi fort. Mais il s'agit d'un consensus frileux et d'indifférence. Qui porte chacune et chacun à revendiquer sa part du gâteau collectif afin d'en retirer ce qui est nécessaire pour « cultiver son

Il a séduit, il a ému...

Il faudra réfléchir sur cette nouvelle attitude qu'est en train de camper Jean-Paul II.

— délivrer un *message*. Celui-ci est plus difficile à décider. Surtout, si l'on n'est familier de l'œuvre du Cardinal Wojtyła, ni même des discours et actes de Jean-Paul II. (C'est mon cas).

A l'écouter, tantôt on évoque Maurice Clavel, tantôt Etienne Gilson. De fait, quand on reparaçourt la collection du célèbre hebdomadaire catholique « Sept », — publié entre 1934 et 1936 — on sent qu'il y a du « Sept » en Jean-Paul II.

Bref, d'où vient la vision du monde de Jean-Paul II ? De 1968 ou de 1934 ? Evidemment, ni de l'une ni de l'autre de ces saisons. Puisqu'elle vient d'ailleurs et que ceci est très important.

Aussi bien, il faut faire montre d'une grande prudence

jardin» ou «se mettre à l'abri».

Sans doute, cette propension fut de tous les temps. Une nation, ce n'est pas naturel ! C'est, toujours, «surnaturel» ! Précisément, pour compenser, ou dans le pire des cas masquer, le processus de «privatisation» il y avait les idées et la morale. Or, patatras ! Celles-ci, aussi, se sont dissipées.

Je sais, je sais... n'exagérons rien, ce n'est pas «la morale» qui a fini. C'est une «certaine» morale. La morale de la bourgeoisie «française» et «catholique». Reste qu'elle n'a pas été remplacée.

Plus extraordinaire encore est — probablement — le naufrage des idées. Ce que Georges Sufferet et «Le Point» appelèrent la Grande Lessive. La France sans morale ? On a, déjà, vu une telle situation. Souvenez-vous, la Régence ! Mais l'intelligentzia française sans idées. Muette ! Depuis quand n'avait-on pas connu cela ? Non seulement, la «classe intellectuelle» ne croit plus à la Révolution, mais la foi même dans le Progrès est désuète.

Dès lors, la France attend une «parole» qui la «liera», la «re-nouera». Pendant quelques années, la «parole gaullienne» lui a créé l'illusion d'un noyau fondateur. Ensuite, l'euphorie venue de la Gauche a pu créer un moment l'illusion d'une parole alternative. Depuis, Silence. Ça tourne. Mais ça ne dit rien à personne. D'où viendra la parole re-fondatrice ?

b) des *catholicismes juxtaposés*. Plus haut, j'ai prétendu que le Pape venait révéler à elle-même l'Eglise qui est en France. N'ai-je pas été excessif ? Existe-t-il, encore, une Eglise en France ? J'ose en douter...

Voilà quelques années, Michel de Certeau et Jean-Marie Domenach ont, non sans profondeur, diagnostiqué que la situation du christianisme en France se caractérisait par son «éclatement». Je risque l'hypothèse que la singularité de l'aujourd'hui du catholicisme en France c'est, au-delà de l'éclatement, au-delà de la parcellisation, l'*in-communication*. Donc, la *juxtaposition*.

En vérité, le catholicisme a toujours été multiple. Il a toujours existé un «catholicisme populaire» et un «catholicisme des clercs». Le fait nouveau étant, il est vrai, que les «clercs» se sont mis à cracher sur le «catholicisme populaire». Ou, pour le moins, à afficher à son encontre une moue condescendante. Ce phénomène très important, on se permet de le souligner, étant dû à l'intellectualisation de nos sociétés, à leur domination par la classe intellectuelle et à l'annexion par celle-ci du clergé.

«Changement profond d'équilibre entre la *fides* et l'*intellectus*, changement complet d'équilibre entre le *sacerdos* et le *magistu*, l'autorité du *sacerdos* tendant à n'être légitimée qu'en tant qu'il est lui-même *magistu*, mais en cette matière, il est loin d'être le premier dans la

société» a relevé F.A. Isambert dans sa remarquable contribution : «Le sociologue, le prêtre et le fidèle» (cf. in «La sagesse et le désordre». France 1980. Ed. Gallimard 1980).

De plus, il a, toujours — en France et partout — existé mille et un catholicismes. En définitive, au train où a été l'Histoire de France, il est normal qu'il existe un «catholicisme lefebvrien», un «catholicisme traditionaliste», un «catholicisme démocrate-chrétien», un «catholicisme technocrate», un «catholicisme révolutionnaire» (cf. les esquisses d'analyses que je me suis permis de proposer in «Esprit» n° 4-5 de 1977, et in «La France en mutation» Ed. Newburg House).

Le fait vraiment nouveau est que ces catholicismes vivent chacun de leur côté. Sans plus se rencontrer. Fini les Semaines Sociales ! le C.C.I.F. ! Fini, surtout — et telle est la cause fondamentale — le culte commun. Allons ! que celles et ceux qui ont milité pour la réforme de la liturgie — et j'en fus, c'est là ma gloire... — l'avouent. Nous n'avions pas prévu qu'en touchant au rite et à la langue liturgique nous mettions fin — ô paradoxe ! — à la communication entre les catholicismes.

Voilà pourquoi — peut-être — il n'existe plus pour re-lie ces catholicismes devenus îlots qu'un seul recours «le pouvoir charismatique» d'un Pape.

Encore une fois, observons que Jean-Paul II semble avoir compris le phénomène. Reste à savoir si le «charisme» prendra.

CE VOYAGE : ET APRES ?

Evidemment, impossible, déjà de diagnostiquer. Aventureux de pronostiquer. Contentons-nous d'observer que :

- Jean-Paul II *a séduit* la foule, le chrétien du «tout venant», le chrétien «festif», et même bien des indifférents. Et que San Antonio a joliment exprimé le «choc» fait par le Pape («Le Matin» 4/6/80).

Mais «l'appareil ecclésiastique» l'a-t-il compris ? et qu'a-t-il compris ? En tous cas les problématiques dominantes ne pourront pas ne pas être déstabilisées et modifiées.

- de toute manière, la joie — ô combien tonifiante — de la fête passée les défis venus de la Modernité restent. Même si pour les «traiter», on est «remonté».

- en définitive, l'enjeu de ce début de Pontificat est, vraisemblablement, «politique» : qui va avoir le pouvoir dans l'*Eglise Catholique* ? les Militants, les Evêques ou le Pape ? Je sais, je sais... il y a le Concile... la Collégialité, etc... Allons, soyons sérieux ! Les textes constitutionnels

— dans l'Eglise comme ailleurs — sont une chose, les dynamiques de pouvoir une autre. Avec un Pape « charismatique », à l'âge de la télévision, les « régionalisations » sont-elles possibles ? Voilà la question immense que pose le « fait » Jean-Paul II.

Jean-Paul II est venu, on l'a vu, il a vu. Le « suspens » continue. Il reste qu'il nous a fait rêver à des possibles imprévus.

René PUCHEU

POÈME : LE MATÉRIAU

par Karol WOJTYLA

1

Ecoute : le bruit des marteaux, leur cadence égale,
je les fais retentir dans les hommes
pour mesurer la force des coups.
Ecoute : le courant électrique
fend un fleuve de pierre.
Une pensée de jour en jour croît en moi :
la grandeur du travail est dans l'homme.

Dure, sa main, crevassée,
le marteau tout autrement la renforce
et dans la pierre se résoud tout autrement la pensée
quand l'énergie de l'homme
se scindant de la force des pierres
fend, à l'endroit précis, l'artère emplie de sang.

Regarde, comme l'amour se nourrit
d'une aussi profonde colère.
Elle coule dans le souffle des hommes,
fleuve incliné par le vent.
Fleuve indicible, rompant les plus hautes cordes vocales.

Et les passants fuient vers l'abri des portes cochères,
quelqu'un dit à mi-voix : « Quelle force il y a là ! »
Ne crains rien. Les choses humaines ont de vastes rivages
On ne peut les contenir bien longtemps
dans un chenal trop étroit.
Ne crains rien. Toutes ces choses depuis tant de siècles
demeurant en Lui que tu contemples
à travers le bruit égal des marteaux.

2

Blocs de pierre liés ; le fil de basse tension
entaille profondément leur chair, fouet invisible.
Les pierres connaissent cette violence.
Quand un souffle intangible taille
leur très vieille cohésion,
les arrache à leur éternité élémentaire,
les pierres connaissent cette violence.

Pourtant le courant seul n'abolirait pas leur puissance,
sans celui qui tient cette force dans ses mains :
l'ouvrier.

3

Les mains sont le paysage du cœur.
Il arrive qu'elles se fendent
de ravins que creuse une force mal définie.
Ces mains, l'homme ne les rouvre
qu'une fois recrues de labeur.
Et il voit : grâce à lui iront en paix d'autres hommes.

Les mains sont un paysage. Quand elles se fendent,
la peine court dans leurs plaies, libre comme un torrent.
Mais l'homme ne pense pas à la douleur.
La douleur n'est pas grande à elle seule,
Et sa vraie grandeur, il ne sait la nommer.

4

Non, ce ne sont pas les mains seules
qui assènent le poids du marteau,
ni le torse gonflé, ni les muscles aux formes visibles,
mais la pensée modelant son ouvrage,
profonde, et qui se noue en rides sur le front
et joint au-dessus de la tête
épaules et veines en voûtes d'ogives.

Ainsi, un instant, il devient un édifice gothique,
que traverse la verticale de sa pensée et de ses yeux.
Et non pas seulement un profil
non pas une simple silhouette entre la pierre et Dieu,
à la grandeur et à l'erreur condamnée.

*Ce texte est tiré de « Poèmes », recueil (1950-1979) de Karol Wojtyła
traduit par Pierre Emmanuel et Constantin Jelenski, aux Editions
Cana-Cerf.*

JEAN-PAUL II, LE PAPE DU GRAND LARGE

par Mgr Paul POUPARD

Dans notre numéro 177-178 nous avons présenté des «bonnes feuilles» de l'ouvrage de Monseigneur Paul Poupard, Recteur de l'Institut Catholique, Evêque auxiliaire de Paris : «Un Pape, pour quoi faire ?» publié aux éditions Mazarine. Dans ce livre, Monseigneur Poupard, auteur de «Initiation à la Foi catholique» et de «Connaissance du Vatican» interroge deux millénaires de christianisme avec la rigueur de l'historien, et, situant la papauté de notre temps, il nous fait découvrir, de l'intérieur, le ministère du Pape, avec la ferveur du témoin. Il nous a paru opportun de choisir dans son livre quelques passages concernant Jean-Paul II. Vient de paraître du même auteur «Le Pape» dans la collection «Que sais-je ?» aux P.U.F.

Mgr Paul Poupard vient d'être nommé par Jean-Paul II pro-président du Secrétariat pour les non-croyants et élevé à la dignité d'archevêque.

Rome n'est plus dans Rome... » Plus d'un témoin s'est fait cette réflexion, en écoutant Jean-Paul II faire rire les séminaristes polonais à Jasna Gora : «A Rome, ils me disent que ce que je dis de mieux, c'est ce qui est hors du texte». Rapportant ce propos, Paul Bosse-Platière voit ce pape «autre», effectivement hors du texte, parlant une autre langue, regardant d'autres horizons, chantant une autre mélodie venue d'une autre histoire. Alors que certains craignent et d'autres espèrent une nouvelle chrétienté, dans l'incapacité de sortir des schémas du passé, nul doute qu'en ce temps de l'attente, il nous entraîne tous, Latins et Grecs, Slaves et Saxons, Américains et Chinois, Africains et Indiens, vers un nouvel avenir, pour le troisième millénaire.

Au Vatican, quand le cardinal Karol Wojtyla prêchait la retraite au Pape Paul VI et à ses collaborateurs, il déclarait : «Jésus a toujours été du côté de l'homme. Et il a, par la croix, réhabilité Dieu devant l'homme. Tel est le message qui nous est proposé pour ce dernier quart des deux millénaires de l'ère chrétienne. Comme dans un nouvel Avent de l'Eglise et de l'humanité. Temps de

l'attente, mais aussi de la tentation décisive, temps de la grande épreuve, mais aussi de la grande espérance». Réaliste et visionnaire, le cardinal de Cracovie chantait la création et la rédemption, la nature et la culture réconciliées par la grâce, Marie, silencieuse et belle comme le printemps. Pour qui est trop cartésien devant son langage polymorphe, j'indique les sources qu'il mentionne : Aristote et Saint-Thomas, Augustin et Origène, Irénée et Jean de la Croix, Pascal et Nietzsche, Goethe et Shakespeare, Otto et Feuerbach, Marx et Sartre, Landsberg et Rahner, Carrel et Ricœur, Kasper et de Lubac, Sienkiewicz et Kolakowski, Einstein et Heidegger, Hans Küng et Robinson. Au passage, il confie : «On ne comprend, ni Sartre, ni Marx, si l'on n'a pas médité les trois premiers chapitres de la *Genèse*». Axiologie et ontologie, cosmogonie et cosmologie, anthropologie et eschatologie, marxisme et existentialisme, personnalisme et structuralisme sont au carrefour de ses réflexions pénétrantes et stimulantes.

Karol Wojtyla avait en effet beaucoup lu et beaucoup écrit. La liste de ses publications polonaises remplit des pages. Mais, en français, à part la traduction de sa

Retraite au Vatican, ci-dessus évoquée, on ne dispose guère que de son ouvrage *Amour et responsabilité, Etude de morale sexuelle*, traduit à partir de la seconde édition polonaise en 1962, et préfacé par le père de Lubac, mais demeuré pratiquement ignoré dans le monde occidental. L'ouvrage est écrit dans une optique résolument personnaliste : l'amour est communion de personnes. Il ne consiste pas à utiliser autrui, comme un objet, mais à partager dans la joie, à l'opposé de l'utilitarisme comme du rigorisme. L'amour est don et acceptation, dans le mystère créateur de la réciprocité. Monseigneur Wojtyła n'hésite pas à ajouter : « Tout amour humain doit nécessairement traverser une épreuve de

force. C'est alors que se révèle sa vraie valeur. La limitation de liberté qui en découle, bien loin d'être négative et désagréable, est au contraire, positive, joyeuse et créatrice. Car la liberté est faite pour l'amour, capable de tirer d'elle-même le bien, pour le donner. Tel est le chemin du bonheur. Dans cette recherche, écrit-il joliment, l'amour humain frôle en quelque sorte Dieu ». Il n'hésite pas à parler d'un droit, et corrélativement, d'un devoir de tendresse, dans le mariage où, non seulement le corps a besoin d'un autre corps, mais surtout un être humain d'une autre personne : aimer et être aimé.

Paul POUPARD

JEAN-PAUL II, LE PÈLERIN DE LA LIBERTÉ

par Jean CHÉLINI

Jean Chelini vient de publier aux éditions Jean Goujon : « Jean-Paul II, le pèlerin de la liberté », dont nous présentons ci-après quelques passages. Tout comme son ouvrage précédent « Les nouveaux Papes », préfacé par le Cardinal Etchegaray, le livre de Jean Chelini sur Jean-Paul II est nourri d'une expérience vécue qui ajoute l'indispensable dimension du témoin à la démarche de l'historien ainsi qu'à la foi du croyant.

Jean-Paul II est un pape très pieux, très religieux. Intransigeant sur le dogme et la morale, il réaffirme partout l'enseignement fondamental sur le Christ, l'Eglise, la Vierge, le sacerdoce, le mariage, la famille, le respect de la vie, qui sont les points les plus menacés de la foi commune. Il ne transigera pas. C'est un homme de certitude, dont la fermeté rassure, dont l'autorité rend chaque jour davantage aux chrétiens confiance dans l'Eglise. Mais Jean-Paul II est en même temps un pape très engagé sur le terrain et dans l'instant. Jean-Paul II a choisi le camp de l'homme parce que c'est celui de Dieu. Avec courage et franc-parler, il défend les droits de l'homme partout où ils sont bafoués. La lucidité de son jugement étonne les hommes politiques accoutumés à plus d'hypocrite prudence. Son courage a suscité d'immenses espoirs. Sans témérité, mais avec confiance, Jean-Paul II remplit sa magistrature morale universelle. Il est le pèlerin de la liberté...

Au cours de ses vingt huit studieuses premières années, Karol Wojtyla a déjà dessiné les grands traits de son caractère et les grandes orientations de son cheminement. Tempérament volontaire et puissant, l'abbé Wojtyla allie la force sereine du sportif entraîné, de l'homme qui a travaillé durement de ses mains, et la certitude de la foi que rien n'ébranle. Les épreuves ont trempé sa résolution et l'ont préparé à affronter les situations les plus

difficiles. Il a reçu une solide formation intellectuelle. Mais à la différence de beaucoup de futurs clercs spécialisés très tôt dans les disciplines religieuses, Wojtyla dispose d'une culture profane beaucoup plus vaste qui, en dehors de la philosophie, de la théologie, de l'écriture sainte et de la morale, touche à la sociologie, à la littérature, à la poésie, au théâtre. Intellectuel, il a le goût des idées, de la spéculation. Mais son génie profond le pousse à créer, à écrire. Depuis son adolescence, il a composé des poèmes et en 1946, il avait publié sans nom d'auteur, son premier recueil de poèmes *Chants du Dieu caché*, dans une revue carmélitaine, *Glos Karmelu*. Son goût de la poésie traduit une âme profondément mystique, qui s'est enrichie à fréquenter Saint-Jean de la Croix et Sainte Thérèse d'Avila. Wojtyla tient conversation avec Dieu, sur les sommets de l'âme. Son cœur priant s'exalte dans la rencontre du Christ et de sa mère que Karol aime sans cesse à invoquer.

Mais cet intellectuel, cet homme d'oraison, ce poète, n'est pas un introverti, un homme replié sur soi, un tempérament de silence monastique. Il aime la communication, il inspire la sympathie. Le théâtre a été pour lui une école d'expression et de maîtrise de soi, d'autant plus qu'il s'agissait d'un théâtre de la parole, limité à la seule parole. Dans ce contexte dépouillé où il fallait faire ressentir aux auditeurs le sens et la force des grands

dramaturges polonais, Wojtyla a appris à s'effacer derrière son texte, à le servir. Son apprentissage du théâtre n'est pas seulement celui de l'assurance, de l'aisance, c'est aussi et surtout celui de l'humilité, celui du porte-parole, qui dit et sert les paroles de l'auteur. Wojtyla dit et sert la parole de Dieu. Mais sa force de conviction, la chaleur de son cœur entraînent l'adhésion et la sympathie réciproque...

Jean-Paul II aborde le métier de pape avec un certain recul et la volonté de le faire à sa manière. Familier de Rome sans être curialiste, proche du pape sans avoir été un de ses collaborateurs et donc avoir été marqué par une empreinte, par un style, Karol Wojtyla prend cette nouvelle charge avec la même sérénité que les précédentes, comme *une grâce*, comme *une chance*.

Une grâce. La certitude que les cardinaux en faisant ce choix singulier, ont saisi l'appel de la Providence. A de nombreuses reprises, notamment pendant son séjour en Pologne, Jean-Paul II a souligné le caractère providentiel de son élection et donc de sa mission. En le choisissant lui, l'évêque polonais, et pas un autre, Dieu a fait un signe et marqué sa volonté. Jean-Paul II est profondément conscient de cette investiture. Cette certitude lui donne une force extraordinaire dans son action.

Une grâce et une chance. Une chance, celle de mettre en œuvre à l'échelle du monde, sa réflexion pastorale, sa volonté de prêcher l'Evangile aux hommes de notre temps, en l'insérant au cœur de leurs problèmes dans leur langage quotidien, de travailler à la paix en libérant les hommes de l'oppression, en défendant les libertés fondamentales, notamment la liberté religieuse, en relevant partout le défi du matérialisme athée, lancé par le marxisme, et dont l'Union Soviétique est le protagoniste. Sur tous ces points, les idées de Jean-Paul II sont très arrêtées et il sait exactement où il va, même si sa pensée est formulée de façon parfois complexe pour un esprit

cartésien, ou si sa démarche dérouté. Jean-Paul II, au-delà du quotidien, développe une vision ample et généreuse de l'histoire des hommes et de l'intervention de l'Eglise dans son déroulement. Il avance d'un pas assuré.

Pour Jean-Paul II, le métier de pape, comme celui d'évêque dont il diffère par la dimension et pas par la nature, n'est pas une fonction administrative, mais une mission pastorale. L'étude des dossiers constitue une part de ce travail, mais ce n'est pas la plus importante, — elle est liée à la structure historique actuelle de l'Eglise donc contingente —, l'essentiel est ailleurs : rencontrer les hommes, les laisser venir à lui et aller à eux...

Dans la mission universelle que Jean-Paul II s'est fixée, de témoigner, au nom de Dieu, pour l'homme, pour sa liberté spirituelle, politique et économique, pour ses droits fondamentaux, pour les valeurs morales, Jean-Paul II se portera partout où il sentira que sa présence et son enseignement sont nécessaires. Il entreprendra toutes les actions susceptibles de rendre son témoignage comme chef de l'Eglise plus crédible aux yeux des hommes. Faire cesser la division des chrétiens, rétablir comme première étape la paix, l'amour et la fraternité entre eux, rend plus convaincante la parole de l'Eglise sur Dieu. Faire coopérer les croyants de Dieu à œuvrer pour la paix, ne peut que valoriser leur foi face au monde de l'incroyance.

Ces voyages relayés par les médias ont un impact profond sur les hommes. Leur répétition ne lasse pas, mais accroît la pénétration des idées simples que veut répandre Jean-Paul II sur Dieu, l'homme, la justice et la paix.

Jean-Paul II est un mystique efficace. Il croit à la puissance de la Foi et il le montre. Il soulève les montagnes de l'indifférence.

Jean CHELINI

LE PARI AGRO-ALIMENTAIRE FRANÇAIS

par Jean DOMINIQUE

L'agro-alimentaire est à l'honneur. Depuis 1976, date de la création du premier Secrétariat d'Etat aux industries agro-alimentaires, il n'est pas de raisonnement économique, de prévision ou de conjecture qui n'intègre ce secteur que la France semble découvrir.

Mais, que recouvre ce vocable ?

Chez les uns, il s'agit du secteur industriel qui se trouve en aval de la production agricole qu'il transforme et valorise.

Pour les autres, il s'agit de l'ensemble de la filière alimentaire, qui englobe le producteur comme le consommateur, en passant par le distributeur et le transformateur.

Assurément, il serait vain d'isoler les industries agro-alimentaires (I.A.A.) de l'ensemble de la chaîne alimentaire, car elles sont évidemment liées au consommateur et au producteur qu'elles servent à leur tour.

Par ailleurs, l'interdépendance des agricultures nationales de par le monde interdit de ne pas prendre en compte la globalité des problèmes alimentaires dont la malnutrition n'est pas la moindre des interrogations. La question alimentaire, et par conséquent, la question agricole, sont au cœur des relations internationales contemporaines.

Etudier la filière agro-alimentaire française, ses atouts, ses enjeux, impose donc de la replacer dans son contexte international et de l'embrasser dans sa totalité.

Depuis quelques années, les Pouvoirs publics français ont été amenés à se pencher sur la filière de production

des biens alimentaires. Si la révolution agricole française, grâce à la Politique Agricole Commune, mais aussi grâce à un réel effort national, a pu être menée à bien, la puissance alimentaire de notre pays n'est pas encore assurée. Pour y parvenir, la France a engagé un véritable pari sur l'agro-alimentaire. Ce sont ses enjeux et l'effort que nous faisons pour gagner ce pari qui seront analysés ici.

ASSURER L'INDEPENDANCE ALIMENTAIRE DE LA FRANCE

Un tiers de la population mondiale souffre aujourd'hui de la faim. En outre, et pour la première fois depuis longtemps, les Etats-Unis ont utilisé cette année, contre l'Union Soviétique, ce qu'il est convenu d'appeler l'arme alimentaire, et qui consiste en une utilisation politique des remarquables capacités et potentialités de son agriculture. Il ne faut pas être grand clerc pour mesurer le caractère implacable de ce nouveau moyen de pression, et surtout son développement et son utilisation dans l'avenir. Assurer l'indépendance agro-alimentaire est d'abord un objectif politique à moyen et long termes. Demain, on se battra peut-être plus avec du beurre et du blé qu'avec des canons et des missiles.

Dans cette optique, ceux qui réclament la suppression des excédents européens de produits agricoles doivent savoir que les stocks peuvent fondre en quelques mois en cas de tension internationale ou de catastrophe climatique à l'autre bout du Monde ; et qu'une agriculture qui produit des excédents structurels est une agriculture en bonne santé. C'est la gestion et l'ampleur de ces excédents qui posent un problème, non leur existence.

Dans l'immédiat, c'est aussi une analyse économique purement nationale qui impose la mise sur pied d'une

politique plus ambitieuse pour la filière agro-alimentaire.

L'équilibre du commerce extérieur français est fragile et notre dépendance à l'égard des pays producteurs de matières premières nous oblige à développer tous les secteurs économiques potentiellement exportateurs. Pour payer la facture énergétique qui est de plus en plus lourde, pour restreindre au maximum les pressions extérieures qui s'exercent sur notre économie.

C'est incontestablement le cas de l'Agriculture puisque la France est le premier pays agricole de l'Europe avec 35 % des terres cultivées.

L'évolution des échanges agro-alimentaires, ramenée à une comparaison des soldes de notre balance commerciale, est globalement positive.

En 1960, notre solde agro-alimentaire était négatif de 3 milliards de Francs, de 0,3 milliard en 1970, positif de 9,7 milliards en 1974, et de 6,75 milliards en 1979.

Mais cette tendance cache des accidents (sécheresse de 1976 et déficit en 1977 de 3,9 milliards) révélateurs de la fragilité de ces progrès et n'est pas aussi optimiste qu'on aurait pu le penser. Les experts n'avaient-ils pas prévu un excédent de 20 milliards pour 1980? C'est que notre commerce extérieur agro-alimentaire est structurellement très déséquilibré.

D'un côté, certains secteurs de production dégagent un important excédent. De l'autre, les importations de certains produits obèrent dangereusement notre balance.

De 1960 à 1979, les exportations sont passées de 4,75 milliards de Frs à 63 milliards, pendant que les importations évoluaient de 7,9 milliards à 57 milliards.

Les postes structurellement excédentaires sont peu nombreux. Les céréales et produits de la minoterie arrivent en tête avec 15,4 milliards d'exportations et un solde positif de 14 milliards, pour 1979, suivis des boissons et alcools avec 12 et 9 milliards, des produits laitiers 7 et 5 milliards, des animaux vivants (3,7 et 1,7) et des sucres et sucreries exportés pour 3,6 milliards et dégageant un solde positif de 2,3 milliards.

Il s'agit en général de produits pour lesquels une organisation européenne de marché est en place, et pour lesquels la France a remarquablement intensifié ses méthodes de production. On cite toujours en exemple les plaines céréalières de la Beauce mais on pourrait aussi mentionner la modernisation de l'outil industriel (sucre) ou les concentrations (secteur coopératif laitier) pour expliquer ces importants progrès.

Les postes déficitaires sont plus nombreux et font apparaître ensemble un déficit de 30 milliards de Frs.

Les produits tropicaux (café, thé, cacao) et certains agrumes sont exclusivement importés et pèsent sur notre équilibre commercial pour 10 milliards (soldes = - 9,9 en 79 et - 10,1 en 78). Il s'agit là d'un déficit quasi-incompressible qu'il est difficile de réduire à cause des habitudes de consommation.

De nombreux autres secteurs sont traditionnellement déficitaires. Ainsi en est-il de la filière élevage-viande dont le solde négatif s'est élevé à 1,7 milliard en 1979 avec des importations de viandes dépassant les 4 milliards.

Ainsi en est-il du poste « poissons-crustacés-mollusques » (- 2 Ma), des graisses et huiles (- 2 Ma) et des aliments pour animaux (- 2,2).

Par ailleurs, l'augmentation globale de nos importations reste inquiétante. Entre 1966 et 1973 leur taux d'accroissement annuel était de + 18,2%, entre 1973 et 1977 de + 21,6%, et aux alentours de + 8% pour ces dernières années.

Elle est due en partie à la consommation de produits nouveaux ou traditionnellement importés (fruits exotiques ou cacao), mais il faut savoir que la consommation globale dans le secteur alimentaire n'augmente que de 3% par an. C'est plutôt dans la faiblesse de nos industries agro-alimentaires, dans les avantages qu'a pris le grand commerce concentré, et dans le mécanisme des prix garantis qui pousse nos transformateurs à s'approvisionner sur un marché mondial plus avantageux, qu'il faut rechercher les causes de ces importations.

Les secteurs de la distribution et de la transformation, quand ils ne pesaient pas sur les prix payés aux producteurs, n'ont pas hésité à importer soit des produits élaborés et transformés à l'étranger, et notamment dans la C.E.E., soit des produits de base que l'on trouve moins cher sur le marché mondial.

On touche là au cœur du problème des industries agro-alimentaires dont il sera question plus loin.

Il faut indiquer enfin que les produits industriels destinés à l'agriculture (engrais, machines et produits divers) dégagent un déficit de 3 milliards de Frs (1979, tandis que la consommation de pétrole par la branche Agriculture est de 15 millions de tonnes par an.

De manière générale, le coût des facteurs de production de la branche (consommations intermédiaires) a augmenté de 70% depuis 1973. On conçoit ici que la recherche et les économies soient porteuses de grands espoirs.

Assurer l'indépendance agro-alimentaire de la France, c'est donc aussi bien reconquérir un marché intérieur, trop dispersé vers l'extérieur, que faire un important effort pour la valorisation d'une production agricole qui se développe.

VALORISER LA PRODUCTION AGRICOLE

On estime que 2/3 des produits agricoles consommés en France ont subi au moins une transformation. Et cette proportion augmente sans cesse.

En dehors des produits nouveaux et de ceux qui sont traditionnellement transformés, les produits bruts eux-mêmes sont de plus en plus soumis à un conditionnement qui prend la forme de la surgélation, de la normalisation, de l'emballage. Cette évolution est imposée par un consommateur toujours plus exigeant. C'est aussi la conséquence de l'amélioration du contrôle de la qualité des produits. Les consommateurs réclament des produits plus élaborés.

Ainsi, la valorisation en France de notre production devient-elle une nécessité si nous ne voulons pas que la valeur ajoutée par ces transformations se fixe à l'extérieur du territoire. C'est essentiel pour assurer à notre production des débouchés réguliers. C'est important dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire qui cherche à déconcentrer le tissu industriel. C'est une question sensible en période de crise de l'emploi.

La loi d'orientation agricole est la consécration législative de ce raisonnement qui intègre l'ensemble de la production agro-alimentaire.

Nous devons donc valoriser les produits que notre agriculture nous fournit. Mais nous devons aussi mettre en valeur les potentialités non exploitées de l'Agriculture française.

Le secteur des industries agro-alimentaires valorise actuellement 60 % de la production agricole. C'est beaucoup. Mais c'est nettement insuffisant et fort peu satisfaisant lorsqu'on sait ce que recouvre ce chiffre.

Six secteurs seulement réalisent 65 % du chiffre d'affaires total des I.A.A. qui est de 260 milliards de Frs. Ce sont les industries laitières (25 %), les fabricants d'aliments pour animaux (11 %), les industries d'abattage du bétail (10 %), les conserveurs et salaisoniers (7 %), les sucreries (6 %) et les chocolatiers et confiseurs (5,3 %).

De nombreux secteurs sont donc négligés. Il y a une nécessité impérieuse à offrir à la production agricole française une industrie de transformation couvrant l'ensemble de cette production si nous ne voulons pas que l'une et l'autre se spécialisent dans certaines activités et que nos autres besoins soient satisfaits par des importations.

Valoriser nos productions c'est assurer l'écoulement de la production agricole en France comme à l'étranger, c'est adapter la production agricole aux goûts des consommateurs, c'est conquérir de nouveaux marchés à partir d'un marché national bien maîtrisé. On constate d'ailleurs que les productions, pour lesquelles l'outil industriel les valorisant est dynamique et proche de la

Production, ont très fortement progressé.

Ainsi en est-il du lait dont la collecte est passée de 130 millions d'hectolitres en 1964 à plus de 220 en 1979.

Ainsi en est-il de la production de viandes de volailles qui a atteint le niveau record de 960 000 tonnes en 1979.

A contrario, la production de foie gras a diminué de 30 % depuis le début de l'année 1970.

Mais, malgré ses progrès (l'agriculteur français nourrissait 7 personnes en 1950, et en nourrit aujourd'hui 25), la production agricole reste trop spécialisée. Ce sont les secteurs des céréales, du lait, du vin et du sucre qui composent l'essentiel des fournitures de la branche « agriculture ». Et l'on remarque qu'un certain nombre de productions devraient être développées. L'exemple le plus probant est le bois dont nous importons pour 7 milliards de Frs par an alors que nous possédons la première forêt d'Europe (14 millions d'hectares).

On pourrait en dire autant des viandes ovine et porcine ou des protéines.

Pour l'ensemble de ces productions, il semble désormais que la notion de filière l'a emporté et des politiques sont en place qui devraient nous permettre de rattraper notre retard.

L'évolution de la Politique Agricole Commune pourrait nous y aider comme l'a déjà fait la suppression des Montants Compensatoires Monétaires. Les mesures nationales arrêtées par les Pouvoirs publics (F.I.D.A.R., politique de la montagne) vont aussi dans le bon sens.

Il est certain que nous aurons du mal à vaincre les effets de la division internationale du travail ; mais nous devons exploiter à fond nos potentialités pour que cette division ne soit plus fonction que des contraintes géographiques et climatiques.

Pour que la valorisation de nos produits agricoles soit possible, il faut que la France, qui a atteint un niveau de production satisfaisant, accède désormais aux premiers rangs des producteurs de produits alimentaires. Ce pas reste à franchir.

REACTIVER UN IMPORTANT SECTEUR DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Si l'indépendance alimentaire et la valorisation de la production agricole restent les principaux enjeux du pari agro-alimentaire français, on néglige trop souvent dans les analyses, celui qui consiste à vouloir revivifier l'un des principaux secteurs de notre industrie.

Conséquence plutôt que motivation première de la politique agro-alimentaire française, l'amélioration de notre outil industriel est en lui-même un enjeu des nou-

velles orientations de la politique économique de la France.

Les industries agro-alimentaires se placent au second rang des grands secteurs industriels français, juste après le bâtiment. La crise du pétrole nous fait douter de la pérennité de l'effet d'entraînement des industries tractrices de notre économie que sont l'automobile ou le bâtiment.

Certes, les I.A.A. ne sont pas totalement à l'abri de la crise internationale ; mais elles peuvent néanmoins apparaître comme moins dépendantes des facteurs extérieurs, puisque la consommation intermédiaire la plus importante pour ces industries est la production agricole qui représente 64 % des imputs de la branche. Les Industries Agro-Alimentaires sont donc une chance pour la France.

Avec 260 milliards de Frs de chiffre d'affaires, elles fournissent 11 % de la production intérieure brute. Elles emploient 580 000 personnes, soit 9,5 % des emplois industriels regroupés en 4000 entreprises qui investissent chaque année 6 milliards de Frs. Les produits transformés au moins une fois représentent 62 % de nos exportations agro-alimentaires, soit 38,3 milliards.

La première caractéristique des industries agro-alimentaires françaises est la concentration des entreprises. 3 % d'entre elles dégagent 50 % de la valeur ajoutée, 40 % du chiffre d'affaires et des investissements. 31 entreprises réalisent plus d'un milliard de chiffre d'affaire chaque année. Cette concentration est particulièrement forte dans les secteurs de la brasserie, des sucres, des produits diététiques et des spiritueux.

L'on peut s'interroger sur les avantages et les inconvénients de ce mouvement. Ce qui est certain, c'est que les entreprises concernées ont été obligées d'opérer ces regroupements pour pouvoir aborder le marché international à égalité de chances avec les grandes multinationales américaines ou européennes. Même les grands groupes coopératifs (Sodima-Yoplait, Union Laitière Normande, Intéragra) ont délibérément choisi la forme multinationale que l'on retrouve dans le secteur privé avec BSN-Gervais-Danone. Et c'est là une condition essentielle du succès de leurs politiques commerciales.

Les entreprises les plus dynamiques sont regroupées dans six secteurs spécialisés qui réalisent 65 % du chiffre d'affaires des I.A.A. Il s'agit des industries laitières, des fabricants d'aliments pour animaux, des sucreries, de l'abattage du bétail, des charcutiers-conserveries et de chocolatiers confiseurs, qui emploient 56 % des salariés de cette branche.

On remarquera aussi l'importance du secteur coopératif, qui regroupe 13 % du nombre d'entreprises, 15,2 % des effectifs, 22 % du chiffre d'affaires et 19 % des investissements, c'est-à-dire 1 700 groupements, 100 000 salariés, 100 milliards de C.A. et 2 milliards d'investisse-

ments par an.

Au sein de cet outil industriel, il ne faut pas oublier de mentionner les moyens de production qui représentent une activité non négligeable. Ainsi, le machinisme agricole réalise un chiffre d'affaires de 9 milliards de Frs.

Par leur fonction et par leur importance, les industries agro-alimentaires sont donc des fixateurs de la valeur ajoutée sur le territoire national. A négliger trop longtemps ce secteur, on a indirectement stimulé la concurrence étrangère qui n'a pas manqué d'exporter chez nous son savoir-faire sous forme de produits finis. Aussi les I.A.A. françaises sont-elles soumises à une vive concurrence. Mais ce n'est pas leur seule difficulté.

Le principal problème de ces industries est aujourd'hui financier. A l'exception des grands groupes qui dominent le marché, et qui sont très peu nombreux, les aspects de ce problème financier se retrouvent dans l'ensemble du secteur.

Faiblesse des marges et de l'auto-financement, manque de fonds propres et faible rentabilité des capitaux, difficile financement des stocks ; voilà la réalité économique des I.A.A. On pourrait rajouter à cela la pression des distributeurs et notamment du grand commerce concentré, qui, en l'absence de règles précises, use du crédit inter-entreprises d'une manière difficilement supportable (1).

Par ailleurs, la Politique Agricole Commune n'a pas jusqu'ici été favorable aux produits transformés. En garantissant les prix à la production sans apporter d'assistance financière à l'ensemble des filières, notamment à l'exportation, on a peu à peu étranglé certains secteurs industriels de l'agro-alimentaire. Cette évolution pourra être stoppée, au prix de longs combats.

En outre, la recherche est assez peu développée par les I.A.A., et son absence pèse lourdement sur les impératifs de valorisation et de conquête des marchés nouveaux que nous sommes en droit de nous fixer. A cet égard, la réforme de l'Institut National de la Recherche Agronomique, en développant les liens entre l'industrie et les scientifiques, devrait œuvrer dans le bon sens.

Malgré le tableau pessimiste qui est brossé ici, il nous faut réaffirmer avec force que les industries agro-alimentaires portent en elles des potentialités considérables.

Au niveau des consommations intermédiaires, nous avons vu qu'elles pouvaient s'appuyer sur une production agricole forte dans certains secteurs et prometteuse dans d'autres. L'agriculture française peut donc fournir une industrie puissante. Les I.A.A. peuvent aussi compter sur une industrie mécanique relativement bien-portante, et une technologie compétitive. La crise du pétrole ne devrait pas trop atteindre nos transformateurs puisqu'ils ne consomment qu'1,9 % de la consommation

totale de pétrole de la France.

Au niveau de la demande finale, l'avenir s'annonce aussi satisfaisant. Si globalement, la demande de produits alimentaires est relativement inélastique et ne progresse régulièrement que de 3 % par an, les modifications intervenues dans les habitudes de consommation ouvrent de vastes horizons aux industries qui valorisent les produits agricoles. On constate en effet un recul de la consommation des produits non ou peu transformés (pommes de terre, vins, pain) et un accroissement de la demande de produits plus élaborés ou se présentant sous une forme plus sophistiquée (produits surgelés). Dans ce domaine, la recherche peut être développée avec de bons résultats.

Enfin, la variété et la qualité des produits de l'agriculture française ont un incontestable effet d'entraînement sur l'ensemble de la filière alimentaire. Le prestige de nos productions et de notre table est un atout essentiel de l'agro-alimentaire.

Les enjeux du pari agro-alimentaire français s'articulent donc autour de l'indépendance alimentaire, la valorisation des productions et la création d'un puissant outil industriel.

Mais on comprend bien que cette indépendance ne s'acquerra qu'en valorisant mieux et davantage nos productions grâce à une industrie plus adaptée aux défis de l'avenir. Ces trois objectifs sont donc intimement liés. Et c'est grâce à ces liens que la France peut élaborer une politique ambitieuse pour sa filière agro-alimentaire. Car face à ces enjeux, la France a décidé de miser gros sur l'agro-alimentaire.

UNE NOUVELLE POLITIQUE AGRO-ALIMENTAIRE

La France a décidé de répondre aux défis qui lui étaient lancés. Bien sûr, en diversifiant sa production agricole; et par exemple, grâce aux politiques de filières, en intervenant à tous les stades de la fabrication des produits alimentaires. Ainsi le plan de développement de l'élevage vise-t-il à renforcer et à aider un secteur directement fournisseur de matières premières destinées aux industries alimentaires ou à la consommation. Mais aussi, en tirant du marasme le secteur des industries agro-alimentaires par un certain nombre de mesures directement favorables à leur activité.

La création du Secrétariat d'Etat aux Industries Agro-alimentaires est la preuve d'une réelle volonté politique de consolider ce maillon le plus faible de la chaîne alimentaire. En 1976, la première tentative de créer un département ministériel chargé de suivre les questions relatives aux I.A.A. et confié à M. Tibéri, avait fait long feu.

Le nouveau Secrétariat d'Etat de M. Michel Debatisse semble avoir davantage de chances de réussite. Directe-

ment rattaché au Premier Ministre, alors que le département de M. Tibéri dépendait des ministres de l'Agriculture et de l'Industrie, cette nouvelle structure administrative devrait être plus autonome et posséder les moyens de sa politique.

Cette volonté politique se retrouve dans la Loi d'orientation agricole qui affirme la nécessité de développer des politiques «de valorisation industrielle des produits du sol; d'organisation économique des producteurs et des transformateurs..., de concurrence dans les activités de production, de transformation et de distribution...».

La nouvelle politique des I.A.A. passe par le développement des relations contractuelles entre les industries, les Pouvoirs publics, les producteurs et les distributeurs.

L'Etat s'est refusé, pour régler les difficultés des I.A.A., à se substituer à l'initiative privée. Par contre, il s'est engagé dans une politique de soutien actif.

C'est ainsi que sont nées les *conventions de développement*, encore appelées conventions Kornblum, du nom du directeur des industries agro-alimentaires.

En outre, il est prévu de favoriser au maximum le développement d'accords interprofessionnels liant les producteurs aux transformateurs et ces derniers aux distributeurs.

Dans cette nouvelle politique pour les I.A.A., l'accent est mis tout particulièrement sur la recherche et l'innovation.

La politique gouvernementale sera aussi tournée vers l'Europe agricole et les exportations.

*
* *

Face à l'important défi qui nous est lancé, les pouvoirs publics français ont décidé de parier sur des potentialités énormes de notre secteur agro-alimentaire.

Ce pari repose sur une analyse globale de la filière agro-alimentaire, sur la confiance renouvelée dans le secteur privé, et sur la volonté de continuer, grâce à l'Europe à faire progresser notre agriculture.

Ainsi, la politique agro-alimentaire française s'inscrit-elle tout à fait dans le cadre de notre politique étrangère, et notamment de notre politique européenne.

Ainsi n'est-elle qu'un volet de la nouvelle politique économique que nous imposent les turbulences de la crise mondiale.

Jean DOMINIQUE

(1) Le paiement à 90 jours est courant dans ce secteur.

UN COLLOQUE DU G.R.A.L.

ENJEU LOCAL

POURQUOI UNE DEMOCRATIE LOCALE AUJOURD'HUI?

Le vendredi 14 mars 1980 s'est tenu, sous l'égide du G.R.A.L. (1), dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, un colloque ayant pour thème : « Enjeu local », Pourquoi une démocratie locale aujourd'hui ?

Ce colloque a été placé sous la présidence de M. Bernard Chenot, vice-président honoraire du Conseil d'Etat, ancien Garde des Sceaux, à qui revint l'honneur d'ouvrir les débats, avec Madame Ahrweiler, Présidente de l'Université de Paris I et M. Georges Dupuis, Président du G.R.A.L.

La réflexion avait été regroupée autour de 4 grands thèmes qui donnèrent lieu à autant de débats.

1^{er} Débat : COLLECTIVITES LOCALES ET POUVOIR

A l'occasion de ce débat, le sénateur Lionel de Tinguy, rapporteur au Sénat du projet sur la réforme des collectivités locales, nous donna quelque peu le point de vue d'un technicien, point de vue qui tendait à établir la rationalité du projet tel qu'il se présente actuellement.

Par contre, M. le Professeur Jean-Daniel Reynaud, parlant en terme de pouvoir, insistait davantage sur l'identité sans cesse croissante entre lieu de décision et centre. Selon lui, les organisations professionnelles, notamment les syndicats, ont tendance à suivre le même chemin. Depuis la fin des années 60, les grands débats sociaux ont pour théâtre le théâtre local, mais ont pour

acteurs des acteurs nationaux. Mais le phénomène est complexe, car on assiste à des alliances locales, à des réunions des forces locales pour répondre à des difficultés économiques (ex. : les textiles des Vosges).

Dans les commentaires qui succédèrent, M. le Professeur Maurice Agulhon, en tant qu'historien, insistait sur la connaissance du passé récent, qui peut nous éclairer sur les institutions locales. On se rend compte ainsi qu'au siècle dernier, la problématique pouvoir central-pouvoir local avait une réelle pertinence, mais qu'elle n'a jamais révélé de conflits entre Préfets et maires. Il y avait un consensus, des accommodements, comme si la République entraînait dans les mœurs. Quant aux compétences des élus municipaux, toute l'évolution du 19^{ème} siècle a été dans le sens du progrès, d'un pari gagné. Par contre, la période actuelle semble révéler, à ce niveau, des insuffisances croissantes.

M. le Professeur J. Dumas nous précisera qu'en tant que géographe, il est moins démuni qu'il n'y paraît, même s'il ne rencontre pas directement le pouvoir dans ses investigations. A travers les enjeux de travail, de décisions économiques, il y a, en effet, référence à un territoire nommé, dénombré. A partir des enjeux, on peut rencontrer le local, par l'intermédiaire des communes. La commune pourrait être l'ancêtre d'une expérience collective d'essai de représentation de mémoire. Chaque création locale se traduit par une référence à ces lieux. La question centrale est de savoir le degré d'autonomie de ce lieu, du local par rapport au central.

A l'issue de ce premier débat, le public fut amené à intervenir, en la personne de M. Franck Serusclat, sénateur du Rhône, qui, en fonction de l'importance de l'enjeu local et du seuil critique aujourd'hui atteint, demande que l'on en finisse avec la période de concentration que justifiaient, jusqu'à peu, des impératifs économiques, au profit d'une juste répartition pour une démocratie locale.

A cela répondait M. Vié, conseiller maître à la Cour des comptes, qui mettait en avant l'émiettement des communes. Le maire n'est pas, affirme-t-il, une institution générale et abstraite. D'où la nécessité de résoudre efficacement les nombreux problèmes, notamment financiers que pose cette grande diversité. D'où la nécessité d'une plus grande centralisation.

2^e Débat : COLLECTIVITES LOCALES ET MODES DE VIE

M. Lucien Brams, chargé de mission pour les sciences sociales à la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique, présenta ce débat en insistant sur l'importance du cadre de vie culturelle que nous vivons. Un certain nombre de facteurs pèsent, en effet, sur les conditions de vie, tel le réaménagement de l'espace rural et agricole, avec la pénétration des autoroutes ou encore l'aménagement de l'espace touristique. Tous ces facteurs entraînent des changements profonds. Que deviennent

alors les comportements et les conduites ?

A cette question, M. Maurice Garden, vice-président de l'université de Lyon II, historien, apportait une réponse significative. En s'attachant au phénomène urbain, il dénotait deux types de réactions face à la ville : Tentation et Répulsion. C'est une texture éminemment contradictoire. La ville est, en effet, chargée d'un certain nombre de symboles : symbole de liberté, d'indépendance, mais sources de danger pour l'homme et pour la collectivité. Et l'intervenant de citer l'ouvrage de Restif de la Bretonne : « Le paysan perversi ».

Dans un deuxième temps, M. Garden privilégiait la notion de découpages de groupes sociaux différents au sein de la ville. Avec le développement du capitalisme au 20^{ème} siècle, la ville a augmenté les clivages sociaux. D'où l'apparition des lieux de répulsion pour les habitants non admis en ville, faubourgs dans un premier temps, banlieues actuellement, auxquels on a toujours refusé le caractère urbain. Le phénomène s'est même amplifié avec l'apparition de quartiers étrangers au contexte urbain, mais situés dans la ville intra-muros, comme celui de Belleville.

Mais le développement récent permet de constater l'apparition de communes de banlieues, qui se constituent en ville, malgré leurs particularités.

M. Henri Mendras, sociologue, directeur de recherche au C.N.R.S., qui se voulait un peu « le paysan » de cette assemblée, se préoccupait plus volontiers du critère de classification entre ville et campagne. Pour lui, le seuil devrait se situer aux alentours des 15000 habitants. C'est en tenant compte de cette répartition qu'il cherchait à nous présenter la commune rurale d'aujourd'hui comme une réalité face à la ville, tout en rejetant les valeurs dont elle est faussement chargée. Le rapport ville-campagne a beaucoup évolué. L'insatisfaction née de la ville a entraîné un mouvement vers la campagne. Le domaine rural est celui de la vitalité sociale, de la diversité. La démocratie directe du village reste la seule source de la véritable légitimité. Entre elle et la légitimité nationale, il n'y a rien de commun. En France, le respect de la légitimité locale reste une réalité avec 32 000 communes et 400 000 conseillers municipaux. La société rurale continue à donner à ses citoyens des moyens de développer leur identité personnelle.

Dans l'intervention suivante, M. Trigano, Président de société, mais aussi maire de la commune de Mazerès, devait confirmer cette impression en nous décrivant, avec la simplicité de ceux qui sont au contact direct des réalités locales, l'évolution de sa petite commune et le processus de développement qu'elle a connu depuis quelques années.

M. Michel Rousselot, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées et maire de Marne-la-Vallée, nous présentait, quant à lui, les problèmes spécifiques des villes nouvelles.

Elles sont, en effet, le siège d'une dynamique particulière sur le plan social. Les problèmes s'y posent avec une singulière acuité. Le problème fondamental est ici celui des structures de ces villes nouvelles. La loi Boscher, de 1970, a mis en place des structures particulières destinées à maîtriser l'urbanisme et le développement des équipements techniques. Cette structure s'est révélée inadaptée à l'accroissement de la population. Il faut donc trouver une nouvelle formule.

Derrière les orientations proposées se trouvent des groupes sociaux aux aspirations divergentes.

Au-delà des différents clivages, il faut proposer un modèle rationnel, faisant appel à un capital de formation et de connaissances, et qui tienne compte des habitudes différentes des nouveaux habitants, notamment la volonté de retrouver des racines et une identité. A cet effet, le maire apparaît comme sécurisant, comme un interlocuteur valable pour tous les problèmes quotidiens. Il faut donner la plus grande importance à ce vécu local, avec ses valeurs particulières.

L'intervenant suivant, Monseigneur Pezeril, évêque auxiliaire de Paris, devait rappeler le rôle historique du territoire dans l'organisation de l'église avec l'apparition des diocèses, dès une époque très lointaine. Selon certains théoriciens, comme Charles Raner, l'identité de l'église ne peut être saisie que dans la vie locale. D'où l'importance de la conférence épiscopale, avec un évêque personnellement responsable du diocèse devant Dieu, à tel point qu'il ne peut y renoncer. L'introduction du régionalisme dans son organisation n'a fait que traduire l'extrême diversité de l'église de France.

Ainsi, les problèmes de Paris sont spécifiques. Ils sont une conséquence des mutations démographiques. Il y a diminution de la population, changement de la composition sociale, intervention des travailleurs migrants.

La composition religieuse a varié.

La population est extrêmement mobile, non seulement avec le phénomène généralisé du week-end, mais aussi parce que Paris accueille 4 millions de personnes dans la journée alors que la population résidentielle est restreinte. Voilà quelles sont les sources de tous les problèmes que rencontre l'église dans son action évangéliste des Parisiens.

3^{ème} Débat : COLLECTIVITES LOCALES, TERRITOIRES ET RESEAUX

Une brève présentation de Madame Rose-Marie Van Lerberghe, inspecteur à l'inspection générale des affaires sociales, posa le problème des échanges et du territoire dont la détermination en dépend.

Ce fut alors l'occasion pour M. Yves Stourdze, assistant à l'Université Paris Dauphine, de développer cette

idée des rapports entre réseaux, territoires et collectivités locales. Reprenant une expression de M. Brezinski, il parle de révolution technélectronique pour caractériser ce mouvement qui touche les relations en profondeur des hommes et des techniques. Peu d'études ont cherché à trouver le fonctionnement réel du local. Toute réflexion sur les réseaux montre une extrême complexité. Il y a une part de central dans le local et une part de local dans le central. Ex. : le réseau ferré avec «l'étoile de fer» de l'ingénieur Legrand. En réalité, sur un fond de centralité, il y a une multiplicité d'accords fondamentaux et locaux, avec des systèmes d'équilibres plus ou moins rigides. La capacité d'utiliser ces nouveaux réseaux dépend, en fin de compte, des intermédiaires.

M. Balandier, anthropologue, Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Professeur à l'Université de Paris 5, se situe, nous dit-il, dans une préoccupation exotique. Pour lui, la territorialité a été un élément constitutif de la société. Les territoires, façonnés par les générations successives, peuvent être considérés comme des mémoires. Ils entretiennent les vestiges du passé. Le cadre villageois a ainsi acquis une place privilégiée.

La modernité semble avoir fait du local une dimension cachée ou oubliée pour plusieurs raisons :

- En 1^{er} lieu, le changement de taille ou d'échelle affecte la création politique des communautés. L'espace politique recule ses frontières, comme l'espace économique, avec la multiplication des multinationales.

- En 2^e lieu, il faut rappeler les extensions urbaines rapides des dernières décennies. Les villes rassemblent, deviennent des lieux fonctionnels, mais ne lient plus par l'attachement à un même espace.

- En 3^e lieu, le développement et la banalisation des moyens de transports accélèrent la mobilité des personnes, s'opposent à l'enracinement d'hier, détruisent les liens avec le territoire.

- En 4^e lieu, il y a la multiplication des réseaux par lesquels se transmettent, à distance, des messages, consignes et divers ordres.

Ainsi, l'homme de la fin du siècle est pris comme dans un cocon invisible par tous les réseaux qui lui transmettent les images et les bruits du monde. Cet homme accède moins à la réalité qu'à une télé réalité. Les réseaux se substituent à l'espace. La communauté prend un caractère utopique réaliste et semble donner une réponse au refus urbain. La gestion partagée sur une base sectorielle est envisagée comme remède à la gestion distante et bureaucratisée. Quel est l'enjeu ?

L'enjeu local peut être déterminé selon trois dimensions principales :

1^o) La dimension de la signification : C'est localement que se fait l'apprentissage de la société.

2^o) La dimension du politique : Les enjeux concernant

la vie quotidienne s'effectuent localement.

3°) La dimension du concret : C'est localement que s'effectuent les réseaux qui guident la vie quotidienne.

M. Emmanuel Le Roy-Ladurie, historien, Professeur au collège de France, commentant les deux interventions précédentes, a montré l'importance du village dès une époque avancée. Il y avait des facteurs de territorialité très importants, notamment dans la masse paysanne. Le temps collectif était déterminé par la fête locale. Les valeurs étaient traditionnelles, fondées sur le contact local. Les conflits avaient un caractère personnalisé.

Et puis, ce fut la période de la déterritorialisation. Certains phénomènes comme la bête du Gévaudan ou Mandrin furent connus grâce aux réseaux débutants de la communication. Puis, ce fut la création des routes de postes, au 18^e siècle, qui favorisa les grandes villes. Dès le moyen-âge, les grandes villes ont déjà un attrait centrifugeur. La France de 1850 est à la fois un monstre de centralité, comme l'a montré Tocqueville, et un monstre de localité, par le nombre de paysans et d'ouvriers. On constate, par ailleurs, que la France a résisté à l'installation des réseaux de « télé ». C'est une manifestation de la résistance de la hiérarchie sociale. On constate même que cette dernière s'approprie ces réseaux. Ainsi, au moyen-âge, le corps du roi avait un caractère sacré. Il permettait de transcender les objets locaux. Avec la télématique, on assiste au même mouvement, mais le visage du président a remplacé le corps du roi.

L'Histoire nous permet donc de constater la décadence et le changement au niveau local. Il y a disparition des territoires, des mémoires. Les villages qui survivent sont des dortoirs ou des banlieues. Faute d'une perte réelle de l'existence, il y a perte du savoir.

Après ce point de vue, il y eut celui d'un informaticien, M. Bruno Lussato, Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers, selon lequel il y a une approche technique de la télématique (comme l'a déclaré Illich), mais également une autre, extensive, qui permet de toucher toutes les couches de la population par l'informatique, la télévision, les mass-média... La télématique permet d'utiliser des supports divers qui supposent un choix. Par ex., pour remplacer l'annuaire, on peut utiliser un terminal, mais également un vidéo-disque. Et ici, les choix ne sont pas neutres.

En tout cas, quel que soit le choix opéré, il n'en reste pas moins que si les réseaux sont excellents pour transporter des informations fraîches comme les cours de la bourse ou du dollar, ils conviennent très mal pour la circulation des relations humaines.

En termes de rentabilité, enfin, on a passé le stade de l'économie d'échelle. Il vaut mieux 1000 petits ordinateurs qu'un seul gros ensemble. Ce qui est essentiel, c'est l'exploitation des humus locaux. Il y a des mines de savoir-faire régionaux en France. Il faut développer ces

réseaux plutôt que de centraliser les données au niveau central, dans les mains d'une élite.

Table ronde : QUEL AVENIR POUR LES COLLECTIVITES LOCALES ?

A l'occasion de cette table ronde, M. Pierre Richard, Directeur Général des collectivités locales au ministère de l'intérieur, anime le débat autour du projet de réforme des collectivités locales. C'est, dit-il, un projet ancien mais une démarche novatrice. On a cherché une voie spécifiquement française. C'est, ensuite, une réforme complète, institutionnelle. Il s'agit de chercher ce qu'est la commune aujourd'hui, de résoudre les problèmes qu'elle pose, et de mieux faire connaître les collectivités locales aux citoyens.

Le moyen en est un réaménagement de la commune. Et également de la région, qui peut se développer sans faire concurrence aux communes, notamment dans le domaine économique.

La réforme veut, enfin, engager un processus pour réconcilier l'administration et les français et aboutir à une clarification des compétences.

En réponse à cette intervention et dans un sens opposé, Madame Françoise Gaspard, député à l'assemblée des communautés européennes, maire de Dreux, voyait un avenir sombre. Ce qui est en jeu, selon elle, c'est la démocratie. On oublie trop souvent la dimension humaine et économique en négligeant, par exemple, les répercussions des licenciements économiques massifs. Or, le maire n'a pas de pouvoir économique. Mais c'est vers lui que se tournent les administrés en cas de problème grave.

La réforme proposée serait ainsi un faux transfert de compétence, qui ne s'accompagne pas d'un transfert des pouvoirs économiques. La tutelle administrative est allégée, mais cela s'imposait, devant la masse des informations à traiter. Par contre, la tutelle financière s'appesantit. Il faudrait remplacer le système de tutelle et de hiérarchie par un système d'échanges librement consentis.

Cette intervention fut le prélude à une discussion générale avec le public d'où il ressortit que la commune reste la cellule véritablement efficace, même si l'amélioration du système actuel pose des problèmes majeurs, comme le regroupement ou la fusion.

M. Georges Dupuis devait clôturer la séance en insistant sur le renouvellement, désormais annuel, de ce type de rencontre extrêmement profitable.

A. DELBLOND

(1) G.R.A.L. Groupement de Recherches Coordonnées sur l'Administration Locale (C.N.R.S.).

MODERNISME ET MODERNITE :

ESSAI SUR LES THEOLOGIES NOUVELLES

par Etienne BORNE

De la nouvelle cuisine aux nouvelles théologies, notre culture apparaît comme une printanière effervescence de nouveautés. Au moins si on en croit enseignes et trompettes. La nouveauté authentique est ordinairement moins visible et moins bruyante, et ne se fait reconnaître que patiemment et à long terme. La nouveauté de mode et de rumeur est très ordinairement un retour du classique et de l'ancien costumés à la moderne. Et il se pourrait que dans une culture établie, une certaine impuissance à faire et à créer se dissimule ainsi à elle-même ses propres carences, couvertes alors à force de fausses nouveautés. Car qui fait et qui crée ne s'embarrasse guère de savoir et de faire savoir qu'il fait du neuf et crée de l'inédit. Telles sont les mœurs du génie, notamment poétique, qui même lorsqu'il imite fait œuvre neuve et inattendue. Racine était obsédé par l'éclat cornélien des tragédies romaines lorsqu'il écrivait son Britannicus et sa Bérénice, de même que Mauriac, composant « le sang d'Atys » se mettait à l'école de la poétique selon Paul Valéry, et c'est alors qu'ils étaient l'un et l'autre le plus loin de leurs modèles et qu'ils rejoignaient le mieux leur propre génialité.

Nos nouveautés modernisantes ont souvent plus d'apparence que de substance. Il y a parmi nous de nouveaux économistes, mais leur économie a bien de la ressemblance avec l'économie libérale du siècle dernier, également scientiste mais cette fois parée d'un cynisme un peu plus sophistiqué. La nouvelle droite ne propose rien de plus que les thèmes de la plus vieille droite, aristocratique, inégalitaire, mais radicalisés et devêtus des pieux habillages de la tradition. Et la question va se poser de savoir dans quelle mesure les nouvelles théologies appor-

tent une nouvelle intelligence de la foi ou une approche jusqu'ici insoupçonnée des mystères chrétiens ou si ne réapparaîtraient pas avec elles les problématiques, les solutions minimalistes ou négatives qui ont caractérisé la crise moderniste au début de ce siècle. Peut-être parce que bien des interrogations avaient été alors refoulées et étaient restées en suspens.

Au surplus, lorsqu'il s'agit non de politique ou d'économie mais de théologie ou de philosophie, les nouveautés ne peuvent être nouvelles que jusqu'à un certain point seulement, car les possibilités ne sont pas indéfinies. Ou plutôt, il faudrait envisager ici une nouveauté d'approfondissement d'une vérité déjà acquise ou d'exploration d'un donné incontestable plutôt qu'une nouveauté d'extension qui risque d'être superficielle et spécieuse. Ainsi les nouveaux philosophes ont rendu au questionnement philosophique et éthique une dignité qu'il n'aurait jamais du perdre et qui était offusquée par les idéologies anti-philosophiques, néo-scientismes qui sont aux modernes sciences de l'homme ce qu'était le scientisme du siècle dernier par rapport aux sciences de la nature. Non pas une philosophie autre, mais à nouveau la philosophie.

En est-il de même pour les nouvelles théologies qui se présentent parfois comme une manière radicalement nouvelle de faire de la théologie. Il pourrait y avoir quelque illusion dans une telle ambition. « Dire Dieu », pour emprunter un titre au plus avancé des nouveaux théologiens, est en toute religion qui ne s'en tient pas à un strict fondamentalisme, le propos de toute théologie. Et dès qu'il y a christianisme, la théologie, si elle a commencé avec le prologue de l'Evangile selon Saint-Jean,

n'en finira jamais de s'interroger sur le mystère de l'Homme-Dieu, foyer central autour duquel peuvent et doivent tourner de multiples planètes, afin que soient diversifiées les perspectives, et aucune d'elles ne saurait se dérober à l'attraction de ce soleil qui lui donne lumière et vie. Des théologies anciennes ou nouvelles, sans doute, mais toujours la théologie.

LIBERTE DE LA RECHERCHE ET AUTORITE ECCLESIALE

La nouvelle théologie est devenue une affaire publique et a eu la faveur des « médias » lorsque trois théologiens ont eu quelques difficultés avec les autorités romaines. Ainsi ont accru d'un coup leur notoriété Edouard Schillebeeckx, dominicain néerlandais, Jacques Pohier dominicain français, et surtout Hans Küng, prêtre suisse titulaire à Tübingen d'une chaire de théologie dogmatique et œcuménique. Trois personnalités religieuses qui n'appartiennent pas à la même école, dont les cheminements, les interrogations, les conclusions sont différents les uns des autres, qui n'ont pas eu à subir la même sorte de procès — ainsi l'affaire Schillebeeckx semble avoir été rapidement soulevée et heureusement conclue — et qui ne paraissent être montés dans la même charrette que par une sorte d'illusion d'optique publicitairement entretenue.

Il reste que la question de savoir si l'enseignement de ces théologies était conforme à la foi catholique a été posée dans chacun de ces cas. Et que des sanctions ont été envisagées, finalement nulles pour E. Schillebeeckx, relativement légères pour Hans Küng et autrement graves pour J. Pohier. Que l'exercice d'une pensée soit l'objet d'une censure, le fait est par lui-même assez éprouvant. Certes bien que le mot de théologie ait pris une extension éperdument vaste au point de désigner tout essai de philosophie de la religion, le théologien au sens propre du mot a une fonction d'Eglise dans l'Eglise, et puisqu'il travaille selon la formule classique, à l'intelligence de la foi, il ne peut pas ne pas tenir compte d'une norme de la foi d'une « regula fidei » propre à son Eglise, non point afin d'imposer une seule et même théologie à tous, mais pour permettre par sa fermeté et sa vivante souplesse, la tension et le dialogue entre les théologies. Les autorités d'Eglise, ayant en charge la transmission de la foi, ne peuvent pas ne pas se demander si telle sorte d'intelligence de la foi ne risque pas de mettre la foi en péril, et les théologiens qui ont fonction d'Eglise ne peuvent pas ne pas être attentifs aux besoins de la communauté ecclésiale, qu'ils ont eux aussi mission de prendre en compte.

Le régime normal entre autorités d'Eglise et théologiens est le dialogue, et il y a grave trouble de fonctionnement lorsque pour quelque raison que ce soit, le dialogue est devenu impossible. Une sanction a valeur d'échec, et l'échec étant l'échec du dialogue, vaut pour le sanctionneur comme pour le sanctionné. De plus, il est possible que les méthodes de la Congrégation de la foi, qui a succédé à un Saint-Office d'assez fâcheuse mémoire, ne

soient pas d'une parfaite transparence, et telles contestations de Hans Küng sur la manière dont a été instruite son affaire ne laissent pas d'inquiéter : que l'accusé ait connaissance de la totalité de son dossier, qu'il puisse se faire représenter par un défenseur de son choix, qu'il ait

La Philosophie : lui suffit-il de comprendre les choses accomplies ?

le moyen d'avoir accès à l'autorité supérieure, la satisfaction de telles demandes, parfaitement raisonnables, devrait aller de soi. Sinon ne rend-on pas impossible le dialogue entre les parties ?

Ce n'est pas non plus servir la cause du dialogue que de crier à l'inquisition et à l'affaire Galilée du siècle. Une idéologie à la mode veut en effet que toute institution d'Etat ou d'Eglise soit répressive du fait même qu'elle est institution. Aussi est-il facile de construire, à propos des théologiens sanctionnés, un réquisitoire contre la bureaucratie romaine, celui-là même dont la rubrique « Religion » du « Monde » fournit des exemples imitables et imités ailleurs avec une pieuse littéralité. Toujours le même stéréotype qui peut indéfiniment servir, et même sans la moindre allégation de ce qui, quant au fond, est en cause : des fonctionnaires du sacré parce qu'ils sont des fonctionnaires en voudraient à la créativité théologique parce qu'elle est la créativité. Thème sur lequel on peut indéfiniment broder afin de nous mieux mobiliser pour défendre contre l'autoritarisme de Rome la liberté de la recherche.

Remarquons d'abord que cette polémique reproche à des hommes d'Eglise et sur quel ton de hauteur autoritaire, de commettre un attentat insigne contre les droits de l'homme et qu'on les exclut eux, à cause de leurs responsabilités dans l'institution, du plus élémentaire de ces droits : la présomption de bonne foi et de bonne volonté tant que l'accusation n'apporte pas la preuve du contraire. Mais surtout ces excès de langage ne sont possibles qu'à l'abri d'une vaste ignorance de l'histoire de l'Eglise. A l'époque de la crise moderniste, une politique de soupçon, aggravée par les polices de l'intégrisme, et qui ne cessa qu'avec le pontificat de Benoit XV, réduisit au silence et parfois brisa à jamais en ce monde des hommes de foi et de savoir, coupables de poser des questions que l'état de l'Eglise et des sciences sacrées à cette époque ne permettaient pas de véritablement résoudre. A un Laberthonnier, il était interdit de parler et d'écrire jusqu'à la fin de ses jours. En des temps pourtant moins infortunés, un Teilhard de Chardin sans avoir été jamais condamné ne pouvait s'exprimer que dans une semi-clandestinité, écrivant une œuvre qui ne devait être publiée qu'après sa mort. Et on sait bien que dans les dernières années du pontificat de Pie XII, des théologiens aussi authentiques que les Pères Henri de Lubac et Yves Congar furent privés de leur enseignement et éloignés des centres d'influence.

Rien de semblable ne se passe aujourd'hui. Nul ne conteste à Hans Küng le droit de parler, d'écrire, de s'adresser à l'opinion publique, en mettant par exemple en question les orientations actuelles de la papauté à l'heure de Jean-Paul II. Comme je l'écrivais dans « la Croix » du 22/2/80, Hans Küng ne court guère que le risque d'être obligé de changer l'intitulé de sa chaire. Nous avons en effet appris que le professeur de Tübingen restait professeur de Tübingen, que sa chaire n'était plus une chaire de théologie catholique mais un séminaire de recherches ouvert à tous certes, mais non obligatoire pour les séminaristes. Sanction dont l'énoncé rend singulièrement bouffons les psycho-drames d'inquisition joués ici et là en Allemagne par une poignée d'imaginatifs phantasmant à contre-sens.

On accordera que les rapports entre autorité ecclésiale et liberté de la recherche sont à repenser dans l'Eglise post-conciliaire et qu'un certain type de condamnation et d'« anathema sit » ne peut plus avoir cours pour toutes sortes de raisons, et notamment à cause du ressourcement évangélique suscité par le Concile et servi par la personnalité des derniers papes. Mais traiter l'affaire des théologiens du seul point de vue de procédés et de procédures qui peuvent en effet être discutables, c'est mettre en avant des questions de forme pour dissimuler le fond avec un fâcheux rideau de fumée. Ainsi lorsque l'affaire Küng n'était pas encore conclue, un certain nombre de « communautés de base » et de théologiens tant catholiques que protestants ont assuré Hans Küng de leur soutien pour la défense de la recherche théologique contre ce qu'on appelait une politique « de répression » et de « sus-

picion ». Toutefois, les signataires paraissaient évoquer le fond de l'affaire lorsqu'ils se déclaraient solidaires des théologiens sanctionnés dans une volonté commune « de dire leur foi en Jésus-Christ dans les termes de la culture d'aujourd'hui ». Mais ce mot de culture, qui peut avoir un sens déterminé et fort, se prête à tant d'usages et qui vont jusqu'à la manipulation, qu'il n'est pas sûr qu'en ramenant le problème des nouvelles théologies à une question d'adaptation culturelle, on soit vraiment passé de la forme au fond. Il faut donc y voir de plus près.

FOI ET CULTURE

Parler aux hommes d'aujourd'hui un langage qu'ils puissent comprendre, même au prix d'un abandon de formulations datées et donc périmées, tel serait le propos des nouveaux théologiens, et très exactement ce qui les rendrait mal tolérables par des autorités empêtrées dans les vieux langages et soucieuses de n'être pas dépossédées de leur pouvoir sur la vie de l'Eglise. Toutefois, les cultures sont multiples dans l'espace comme dans le temps, alors qu'il y a dans la foi chrétienne, une substance ou si l'on veut une visée qui demeurent et qui, quelque coloration que lui apportent circonstances historiques et environnements sociaux, sont indépendants de ce qu'on pourrait appeler pour bien distinguer le nécessaire du contingent, des accidents culturels. Et la théologie, intelligence de la foi, participe de ce nécessaire. Rien ne montre mieux quelle est la qualité de pensée de Hans Küng, et ce qui le distingue de l'ordinaire de ses thuriféraires, que la manière dont l'auteur de « Etre chrétien » parle du théologien catholique qui, dit-il, doit « se savoir en charge de l'Eglise universelle entière, donc de l'Eglise de tous les temps » ; jamais, ajoute-t-il « la théologie catholique ne rивera sa théologie à une nation, à une culture, à une classe déterminée » (« Le Monde » du 18/2/80). Ce serait donc un bien piètre théologien catholique que celui dont le propos se résoudrait à une adaptation de la foi à la culture moderne. Cette modernité ne serait que modernisme dans le sens le plus relâché et le plus défaitiste de ce mot.

L'idéologie qui réduit au culturel ce qu'il y a d'humain dans l'homme, abandonnant au biologique et ne considérant comme « naturels » que les conditionnements du réflexe et les infra-structures instinctuelles, pourrait être appelé culturalisme et elle est l'hérésie majeure des temps modernes. Le plus profond et le plus vrai de l'homme, sa nature au sens authentique du mot est irréductible à l'ordre culturel. Comment sans ce trans-culturel au-delà de lui-même l'homme d'une culture pourrait-il comprendre l'homme d'une autre culture, ou plus simplement entrer en relations avec lui ? L'hétérogénéité radicale des cultures les unes aux autres serait un obstacle insurmontable à toute communication. Les langues sont multiples vertigineusement, mais la plus humble d'entre elles ne va pas sans une allégation de l'universel. S'il y a des vérités de salut proposées à tous les hommes, elles doivent être universellement intelligibles et la catholicité de l'esprit est une condition nécessaire, quoiqu'ab-

solument insuffisante, pour la catholicité de la foi. Si profondément immergé qu'il soit dans sa culture, un homme en émerge d'une manière ou d'une autre par la fine pointe de son esprit. Et ce qui est vrai de l'esprit ne peut pas être faux de la foi qui est d'esprit.

Une culture déterminée est pour le christianisme à la fois un partenaire et un adversaire. Le christianisme a vocation pour pénétrer au dedans de toutes les cultures ; il leur fait confiance au point d'en revêtir, parfois précipitamment, les formes passagères, armement d'abord efficace, et qui se révélera ensuite désuet, encombrant et même dangereux comme une fortification utile pour les batailles d'hier mais qui contribue à faire perdre la guerre d'aujourd'hui ; mais cette impatience à s'adapter ne va pas sans un labeur patient qui en profondeur, invisiblement parfois, et à long terme, met en question ce que cette culture a de partial et de limité. La même religion, si perméable aux influences culturelles, est pour les cultures, l'histoire le prouve, un puissant agent de déstabilisation. Ce double jeu que joue la foi chrétienne à l'égard des cultures est visible et abruptement avoué dans le célèbre discours de Saint-Paul sur l'Aréopage tel qu'il se trouve dans les « Actes des Apôtres ».

Recherche et découverte dans l'hellénisme d'une pierre d'attente pour une architecture nouvelle, et qui sera l'autel au « dieu inconnu », retournement génial contre le paganisme d'un polythéisme si vertigineux qu'il entendait honorer tous les dieux et même ceux qui ne s'étaient pas encore révélés ; et dans cette ville où une rare intellectualité n'allait pas sans touches mystiques, reconnaissance d'un divin d'allure presque panthéistique, et auquel chacun emprunte ce qu'il a de vie, de mouvement et d'être ; mais survient aussitôt dans un brutal télescope des rythmes et des durées un défi à cette culture et qui brise d'un coup l'aimable pédagogie de l'apprivoisement ; car l'annonce du jour du Seigneur et de la résurrection des corps ne pouvait être reçue par des Grecs que comme une interruption sacrilège, heureusement mythique et impossible, de l'ordre éternel du monde, lequel est destiné à répéter indéfiniment son insurpassable et divine harmonie.

Ce discours sur l'Aréopage, comme il m'est arrivé souvent de le remarquer, joue le rôle d'une sorte de « scène primitive » qui sera réactualisée tout au long de l'histoire ; chaque fois qu'il est confronté à une culture, le christianisme ne l'accueille à plein que pour l'animer et lui être, dans toutes les gammes de l'impatience et de la patience, un ferment d'inquiétude et de doute de soi. Le jeu est risqué pour le christianisme, mais à l'heure des bilans, on s'aperçoit que dans ce jeu entre le christianisme et une culture, le plus grand risque était du côté de la culture. Ainsi au temps des grands conciles œcuméniques, le christianisme puisait à trésors ouverts dans le subtil et riche dictionnaire des concepts grecs, « nature », « substance », « personne », et alors que le christianisme paraissait s'helléniser irréparablement c'était la rationalité hellénique qui dans ce qu'elle avait de clos et de

systématique, se trouvait démembrée et blessée à mort par ce qui s'est révélé comme une opération de déconstruction préparant l'émergence d'une nouvelle culture.

Une relation dialectique de cette sorte se retrouve entre la foi chrétienne et la culture moderne, et elle sera, comme le fait comprendre le retour de « la scène primitive », de pénétration et d'interpellation réciproques. Mais la notion de culture requiert une analyse un peu plus fine. Les cultures les plus vivantes sont celles qui sont dépourvues de cette unité et de cette homogénéité que les ethnologues modernes observent dans les cultures qu'on disait jadis « primitives » et qu'il vaut mieux nommer « anhistoriques » puisqu'elles sont vouées à l'immobilité. Une culture historique est vie et mouvement ; il y a plusieurs cultures dans une culture, qui ne sont pas toujours cohérentes entre elles, et peut-être une culture est-elle d'autant plus moderne qu'elle prend mieux conscience de ces contrariétés intérieures, surtout si la modernité se définit comme un progrès décisif dans la conscience de soi. Ces contrariétés sont principe de changement, et il n'est pas de culture qui ne soit si l'on peut dire en état de mutation. Mutation qui peut être soit un progrès dans le savoir concernant l'homme et le monde, soit une régression vers des fables et des idéologies, dans l'oubli des vérités immémoriales par lesquelles l'homme est l'homme, soit encore un changement purement formel dans les manières de dire, les rhétoriques et les styles, ou enfin un mélange mal commode à débrouiller entre toutes ces sortes de mutation. Lorsqu'on nous dit que les nouveaux théologiens n'ont d'autre ambition que d'assumer la modernité de notre culture, ce n'est pas parce que le trait sera indéfiniment répété qu'il échappera aux brumes de l'indétermination. Il est inévitable que le théologien théologise dans la foi et au dedans d'une culture ou d'un carrefour de plusieurs cultures. Reste à savoir, et c'est toute la question, ce qui en résulte et pour la foi et pour la culture.

DIGRESSION TEILHARDIENNE

Comment ne pas remarquer une évidente analogie entre l'ambition qui fut celle du Père Teilhard de Chardin et le propos des nouveaux théologiens ? Notre modernité caractérisée par l'importance croissante des sciences et des techniques qui entraînent une mutation des mentalités au point de menacer la crédibilité de ce qui s'appelle non seulement miracles et merveilleux mais aussi mystère et au-delà. Difficultés accrues d'une religion que sa doctrine du péché paraît vouer au pessimisme quant aux choses de la terre alors que tant d'espoirs de libération habitent et fascinent le cœur des hommes, qui désormais ne supportent plus que soient sacralisées comme volonté de Dieu ou séquelles inévitables du péché les vieilles servitudes et les antiques aliénations. Crise enfin de la subjectivité individuelle, des notions classiques d'âme et de conscience si indispensables au christianisme en un siècle où les sociétés sont de plus en plus socialisées et où les solidarités communautaires comptent plus que les élans ou les nostalgies

enfouis dans le secret des solitudes.

Sur ce contexte se sont développés tour à tour la pensée teilhardienne et l'effort novateur des nouvelles théologies. Si la modernité se définit par les traits qu'on vient de rappeler en raccourci, cette modernité entraîne une crise grave du christianisme qui, asservi à ses formes traditionnelles, ne peut plus se penser, se dire dans le langage de cette modernité. Mais si ce qui a changé ce ne sont pas les mots, mais les choses mêmes, ne faudrait-il pas aussi que le christianisme soit transformé révolutionnairement pour prendre en compte cette modernité ? Et de fait, la pensée teilhardienne est plus qu'une pensée religieuse parmi d'autres, et les théologies nouvelles, « théologies de la mort de Dieu », « théologies de la libération » christologies de plus en plus « humanistes » d'E. Schillebeeckx à H. Hüng et à J. Pohier, sont plus que des théologies soucieuses seulement de la propriété et de l'intelligibilité de leurs langages. C'est toute une réforme du christianisme que proposent en première analyse la pensée teilhardienne et les nouvelles théologies. Ainsi n'est-il pas surprenant qu'elles se heurtent chacune en son temps aux mêmes adversaires, intégristes et traditionalistes.

Teilhard qui n'était pas ennemi d'une certaine sorte d'humour provocateur, parlait parfois de ce « néo-christianisme » qu'il était nécessaire de faire pour vitaliser un phylum chrétien en voie d'épuisement après bientôt deux millénaires. Et le gros des nouveaux théologiens, insatisfait de ce qu'il y a eu de redressement et d'ouverture dans Vatican II, n'hésite pas à proposer une réinterprétation des vérités chrétiennes, en accord avec les exigences et les espérances de notre temps. S'agit-il d'un autre christianisme, d'un christianisme autre ? De l'aveu de la modernité à un modernisme avoué, la conséquence est-elle bonne ?

Le parallèle esquissé entre Teilhard et les nouveaux théologiens prendra plus de consistance si on se souvient que d'un côté comme de l'autre est rejetée une conception individualiste et pessimiste du christianisme, celle que l'on pourrait dire janséniste pour céder à une injustice vulgaire qui n'a pas encore suscité son vengeur ; mais aussi et surtout que la pensée teilhardienne et les nouvelles théologies, tout particulièrement les théologies dites de « la mort de Dieu », n'acceptent pas une certaine conception de la transcendance qui, mettant dans l'absolu de Dieu toute réalité et toute valeur, en arrive à rendre incompréhensibles et insignifiants à la fois l'homme et le monde, devenus ensemble un théâtre d'ombres.

Teilhard a toujours récusé l'idée que le problème religieux se posât en termes d'option entre Dieu et le monde c'est dans et avec le monde, en traversant et en dépassant le monde que l'homme véritablement religieux aime et atteint Dieu. Un J. Pohier dont la pensée, soucieuse des contingences et des différences est aux antipodes de la métaphysique totalisante de Teilhard, se refuse à dire

Dieu un Dieu qui ne serait pas garant de « l'humanité de l'homme et de la mondanité du monde ». On voit bien ce qui est inacceptable pour l'un comme pour l'autre : une religion de tragédie qui obligerait l'homme à désespérer du monde posé en antagoniste de Dieu, mais d'une tragédie qui dégènerait vite en comédie dans la mesure où ce à quoi il faut renoncer et qu'on appelle le monde ne serait que fantasmagorie vide et vaine. On ne saurait certes reprocher ni à Teilhard ni à tel nouveau théologien de refuser d'accepter ce qui est en effet inacceptable et qui au surplus représente moins le christianisme qu'une certaine déviation du christianisme toujours proche et possible.

Deux pensées ne sont pas identifiables parce que « le démon qui est donné en partage à chacune » comme dirait Plotin leur souffle de congédier le même impossible. Ici une transcendance monopolisatrice, comme on vient de dire, d'être et de valeur. Le parallèle serait vite rompu si on allait au-delà des prémisses de la pensée teilhardienne. Ami de la synthèse, Teilhard ne se satisfait pas plus d'une religion « horizontaliste » qui attend du monde, du temps et de l'histoire l'accomplissement et le salut de l'homme que d'une religion « verticaliste » qui sacrifierait à une transcendance avare et jalouse la consistance et l'honneur du monde et de l'homme. Le point Oméga teilhardien réalise la confluence de l'« En-Avant et de « l'Àu-delà », réconciliant horizontalité et verticalité, pour poursuivre ces médiocres et commodes métaphores spatiales, tandis que telles théologies nouvelles n'arrivent pas à penser une transcendance qui soit compatible avec les lois de la nature et de l'histoire, et deviennent, lorsqu'elles sont radicalisées, purement immanentistes, ne voyant dans l'au-delà et « l'autre monde » qu'une parabole poétique pour « un monde autre ». Et les différences éclateront encore plus lorsque le moment sera venu de comparer les christologies.

On insistera cependant en demandant si tout en gardant chacun sa spécificité, Teilhard et les nouveaux théologiens n'ont pas chacun en son temps donné la réponse qui convenait au problème des rapports entre le savoir scientifique et la foi. Les sciences de la vie ont renouvelé notre conception du monde en faisant de l'évolution non une hypothèse qui pourrait être un jour raturée et remplacée, mais une structure dynamique de l'univers ; et c'est à la lumière de cette idée d'évolution que Teilhard aurait proposé une réinterprétation moderne du christianisme. Or ce que Teilhard a fait à partir des sciences de la nature et de la vie, nombre de nouveaux théologiens ne le tentent-ils pas à partir de ces sciences humaines qui seraient le plus moderne de notre modernité ? Un Lamarck et un Darwin ont renouvelé notre savoir de la nature, montrant qu'elle ne se répète pas dans une morne identité à elle-même, mais qu'elle va du moins complexe au plus compliqué, portée par les vagues de plus en plus hautes d'une évolution que Bergson dira « créatrice » ; de la même manière, un Freud ou un Marx ont bouleversé l'un notre connaissance de l'homme, l'autre notre connaissance des sociétés ; des continents hier inconnus,

ou méconnus et travestis par des idéologies, l'inconscient, l'économie émergent à la lumière de la science. Peut-on parler un langage intelligible pour les hommes de notre temps si on néglige l'apport et l'impact des sciences humaines qui sont le fort de notre culture? La foi ne peut pas ne pas être interpellée par la culture au dedans de laquelle elle a vocation d'annoncer la bonne nouvelle. Teilhard, à sa manière, a répondu à l'interpellation des sciences de la nature. De nouveaux théologiens ne doivent-ils pas aujourd'hui répondre d'une manière pareillement adéquate à l'interpellation des sciences humaines Une pareille analogie est cependant précieuse.

THEOLOGIE ET SCIENCES DE L'HOMME

L'idée d'évolution est une notion scientifique qui, en rendant désormais impossible toute conception fixiste de la nature vivante, est susceptible de plusieurs interprétations, lesquelles, dans une large gamme qui va du mécanisme aveugle jusqu'à une intelligente programmation finaliste, sont du ressort moins de la science que d'une philosophie scientifiquement informée, comme l'était la pensée de Teilhard. A partir de la plus philosophique de ces philosophies de l'évolution, ne saurait être éludé un renouvellement des conceptions théologiques traditionnelles, notamment sur les origines de l'homme et même le péché et la Rédemption.

De la même manière au début du XVII^e siècle, la physique galiléenne avait aboli une cosmologie anthropocentrique ou plus exactement géocentriste qu'une longue habitude avait rendue solidaire d'une vision chrétienne de l'homme et du monde. Il a appartenu à un Descartes et à un Pascal de montrer que le spiritualisme philosophique ou la spiritualité chrétienne, non seulement n'étaient pas atteints en leur vérité fondamentale par cette révolution scientifique, mais que l'un et l'autre étaient susceptibles, une fois débarrassés d'imaginaires faussement sécurisantes et en fin de compte paralysantes, de prendre une autorité et une vigueur jusque là insoupçonnées. La pensée pascalienne est née d'une méditation sur le paradoxe de l'homme, hôte insolite d'une poussière d'astre, cerné par un indéfini de solitude et elle n'est intelligible que si cet homme se détache sur le fond mathématisé de l'espace galiléen et de l'étendue cartésienne. S'ouvre alors le neuf chapitre des contradictions de la condition humaine, objet et sujet, conditionné et libre, rien et tout, dialectique mal assimilable dans les théologies classiques, mais qui apparaîtra comme lourde de riches significations, dès lors que la christologie, doctrine de l'Homme-Dieu, sera considérée comme le centre et le nœud d'une théologie de plus en plus authentiquement chrétienne.

Les exemples précédents aident à comprendre que les sciences ne peuvent dialoguer avec la foi et la théologie, intelligence de la foi, que grâce à la médiation d'une philosophie. Peut-on alors parler d'une philosophie des sciences de l'homme qui serait aujourd'hui pour le théologien des temps nouveaux ce qu'ont été pour Pascal et

pour Teilhard d'abord une philosophie de la physique, puis une philosophie de la biologie? Certainement pas.

La Théologie : un regard sur l'éternel à venir

Les sciences de l'homme, en effet, sont plurielles et ne constituent pas l'homme en objet relevant d'un seul et unique champ scientifique. Ce ne sont pas les sciences humaines prises en bloc et en général qui « interpellent » comme on dit, la théologie, mais telle ou telle de ces sciences, la psychologie des profondeurs, l'anthropologie ou la science de l'économie. Et non pas dans ce qu'elles peuvent avoir de rigoureusement, ou d'approximativement scientifique, mais par les idéologies, que faute de philosophie, elles secrètent par un instinct dogmatique qui attend encore une critique purificatrice comme celle dont Kant a donné le modèle à propos des sciences de la nature. La preuve que ces idéologies sont des idéologies se reconnaît à ceci, qu'elles sont multiples et mal compatibles entre elles.

On nous dit que la psychologie depuis Freud ou la sociologie depuis Marx sont synonymes de révolution scientifique d'où suivrait une innovation culturelle que devrait prendre en compte une théologie renouvelée. Argumentation dont l'incessante répétition ne saurait masquer la fragilité. La physique galiléenne était d'abord une physique, la biologie darwinienne était d'abord une biologie, la psychologie dite freudienne est plus freudienne que psychologique, la sociologie dite marxiste est plus marxiste que sociologique. Il est impossible de confondre avec des données scientifiques philosophique-

ment interprétées, des idéologies dogmatiquement réductionnistes que récusent quelques psychanalystes et maints sociologues.

Ainsi, si Freud a eu le mérite de montrer combien était forte la pesée des origines tout au long d'une existence d'homme, expliquer le psychisme humain, vie religieuse comprise, par l'inéluctable permanence du complexe d'Œdipe, relève d'une systématisation aussi schématique que dogmatique. L'histoire des hommes est certes conflictuelle, et aucune société n'est vivante sans confrontations et antagonismes internes. Mais c'est pareillement abus de simplification dogmatique que de s'obstiner à rendre compte du devenir historique dans le temps ou des rapports humains dans un espace social donné par la lutte de deux classes et de deux seulement, l'une ascendante, l'autre déclinante ; jusqu'à ce que par la vertu de la dernière des révolutions et la victoire du prolétariat le combat cesse faute de combattants et que classes et lutte de classes s'abolissent dans une unité et une unanimité libératrices. Ainsi les idéologies tendent-elles à s'abîmer dans des mythologies par la radicalisation de la logique qui leur est propre.

On remarquait plus haut que les idéologies tirées des sciences humaines se révèlent, signe de non-scientificité, diverses jusqu'à la contradiction. Car la physique ne contredit pas la physique, ni la biologie la biologie. Freudisme et marxisme ne peuvent faire partie du même champ scientifique puisque l'universalité du complexe d'Œdipe, thèse majeure et peut-être fondatrice du freudisme, est considérée par le marxisme orthodoxe comme un réflexe de défense d'un individualisme bourgeois, rebelle aux explications véritables des comportements humains, lesquelles ne peuvent être que sociologiques ; alors que pour une psychanalyse dogmatique, tous les paradis à conquérir, au-delà du temps ou dans le temps, éternité ou société sans classes, relèvent des mêmes regrets enfantins et nostalgiques d'une harmonie irréparablement perdue et témoignent la même béance d'un désir, condamné à demeurer insatisfait.

Si Hans Küng est assez bon philosophe pour congédier les idéologies réductionnistes après en avoir dissous avec maîtrise les prétentions modernisantes, il reste que sous couvert d'ouverture aux novations apportées par les sciences humaines, tels autres nouveaux théologiens, après avoir dépensé tout ce qu'ils avaient d'esprit critique à soupçonner les formulations traditionnelles de la foi, ouvrent un crédit illimité aux thèmes freudiens ou à ce qu'on appelle « les analyses marxistes ».

Les thèmes freudiens justifieront une mise en question de la morale sexuelle classique, et pas seulement chrétienne, puisque les lois qu'on imaginait naïvement culturelles ou divines seraient l'expression d'une censure exercée par le surmoi, intériorisation de cette autorité paternelle qui se constitue en ennemie du désir. Les commandements de Dieu et Dieu lui-même ne sont plus alors que la projection fantastique dans des cieux imagi-

naires de l'ombre du père et des interdits paternels. Il semble bien que Jacques Pohier, qui avait d'abord étudié avec un soin scrupuleux la notion de paternité divine et essayé de lui donner la figure la plus chrétienne possible, ait fini par trop accorder aux objections freudiennes abandonnant à leur contestation le Dieu jaloux de la Bible et le Père tout-puissant du Crédo catholique. Certes, le vrai Dieu est un Dieu irrévocablement avec les hommes, parole du Seigneur, mais ce Dieu-avec-nous implique-t-il que soit roulé dans le linceul de pourpre renanien l'Être transcendant, infini, absolu et existant en soi et pour soi ? Telle est l'inquiétante conclusion que les autorités ecclésiastiques ont cru lire comme en filigrane dans le dernier livre du Père Pohier. On remarquera seulement que les apories sur la transcendance polémiquement soulevées par la pensée de Freud et plus encore par celle de Nietzsche relèvent moins des modernes sciences humaines que d'un classique questionnement métaphysique, bien reconnaissable, même habillé à la moderne.

Les analyses marxistes qui ne comptent pas beaucoup pour Hans Küng, apparaissent au contraire comme incontournables pour ces « théologies de la libération » selon lesquelles l'attestation chrétienne serait vide et vaine, semblable à une forme sans matière, si la foi dans le Dieu de Jésus-Christ n'animait l'action des exploités, des opprimés, des humiliés en lutte pour leur libération. Ces théologies sont surtout répandues en Amérique Latine où elles ont le double mérite d'éveiller à la conscience de leurs droits des humanités misérables et résignées et de contredire, en les affrontant sur le terrain du christianisme, les puissances établies et les dictatures militaires, qui ont une impudente propension à confisquer la religion à leur profit. Les théologies de la libération ou de la révolution ne peuvent bénéficier de cette justification pragmatique lorsqu'on les retrouve en France, leur tenant lieu de philosophie ou d'idéologie politique et religieuse, dans les mouvements d'action catholique ouvrière. Mais là-bas comme ici, elles prétendent trouver dans le marxisme une analyse scientifique qui, décomposant la société en classes antagonistes et démontant le mécanisme de l'exploitation, serait un irremplaçable outil dans cette lutte révolutionnaire pour la libération qu'on a évangéliquement sacralisée.

En réalité, comme l'a démontré le Père Fessard dans ses derniers livres, les théologies de la libération empruntent au marxisme, moins des analyses économiques et sociales qui pourraient aller assez loin dans l'intelligence du capitalisme qu'une idée centrale, celle de la pratique ou de la « praxis » qui identifie dans une réciprocité complète la pensée et l'action. Si un travailleur n'est un vrai travailleur et n'est un vrai chrétien que s'il est réellement révolutionnaire, la foi risque de se trouver tout entière politisée. A la limite l'espérance du salut éternel ne serait que la parabole d'une libération et d'un salut exclusivement temporels. A nouveau, ce n'est pas une science de l'homme, qui par une avancée du savoir obligerait la théologie à repenser la foi. Ecrire contre l'Évangile du Verbe un néo-évangile de l'action, faire du ciel la para-

bole d'une terre nouvelle, voir dans l'éternité le symbole des temps forts de l'existence temporelle, cet immanentisme cohérent et qui peut revêtir maintes figures séduisantes avait toujours été traité comme une tentation de l'esprit dans la tradition judéo-chrétienne. Il faut bien constater — le recours aux sciences humaines n'étant une fois de plus qu'alibi — que cet immanentisme n'est plus tenu à distance et que, par le canal de telles théologies nouvelles, il pourrait se retrouver au-dedans même du christianisme.

LA DIVINITE DU CHRIST EN QUESTION

Ici s'impose un ressouvenir de la pensée teilhardienne. Au chapitre des analogies entre la théologie de l'auteur du « Milieu divin » et la théologie des nouveaux théologiens, il y a la place centrale donnée au Jésus des évangiles qui est aussi le Christ de la foi. Cette rencontre porte au-delà du parallèle lui-même. Qui écrirait une histoire des théologies des temps scolastiques à nos jours, noterait la place croissante qu'y tient ce qu'on appelle la christologie. Tout se passe comme si dans ses formes les plus élaborées intellectuellement, le christianisme prenait de mieux en mieux conscience de ce que Hans Küng appellerait l'« être chrétien », l'essence même du christianisme: religion qui ne ressemble à aucune autre parce que non pas religion de la terre ou de l'homme, ou de Dieu seul, le christianisme est la religion de l'Homme-Dieu. Devenir toujours plus ce qu'on est, est et doit être un progrès. Mais outre que ce progrès rend les théologies modernes contemporaines des premiers conciles œcuméniques, il ne saurait, comme tout progrès, aller sans risques. Si la réalité humano-divine du Christ est la vérité fondamentale du christianisme, une erreur sur cette vérité majeure ne manquerait pas d'entraîner dérives et déviations.

La théologie cherche de plus en plus dans la christologie un principe d'équilibre, d'approfondissement, de renouvellement; mais les christologies qui nous sont ainsi proposées sont diverses de contenu comme de style. C'est dans leurs christologies respectives qu'éclate le mieux l'opposition entre la pensée teilhardienne et les nouvelles théologies. Le Christ de Teilhard est le Ressuscité, le Christ glorieusement, c'est-à-dire divinement vivant, encore invisible, mais qui donne à toutes choses leur véritable consistance, le Christ cosmique, c'est-à-dire universel et en lequel convergent toutes les énergies valables et positives de la terre des hommes. L'unification et la totalisation, ou bien sont impossibles, ou ne s'effectueront que dans et par le Christ. L'homme Jésus qui n'est pour Teilhard qu'au point de départ de cette montée de tous les êtres vers la consommation finale, tendra à être pour les nouveaux théologiens, un Jacques Pohier, un Hans Küng, le principal objet de la christologie qui se perdrait dans des abstractions et des fantasmagories si elle faisait l'économie de l'humanité du Christ.

On dira qu'il faut tenir les deux bouts de la chaîne et que le concile de Chalcédoine, améliorant ou corrigeant

les formulations du concile d'Ephèse a défini une fois pour toutes le Christ comme « vrai Dieu et vrai homme ». Mais il faut bien reconnaître que la christologie des grands conciles a été édifiée principalement contre un arianisme qui dans ses multiples formes, plus ou moins proches de l'orthodoxie, tendait à faire du Christ un homme arrivé à ce point d'excellence que Dieu, mettant en lui ses complaisances, l'avait élevé à la dignité de Fils. L'hérésie arienne était vaincue lorsque l'Eglise entière confessa à partir de l'épître paulinienne aux Philippiens et de l'évangile de Saint Jean la préexistence du Verbe et la divinité du Christ. Il se peut qu'une victoire soit dangereuse lorsqu'elle est totale. A trop considérer dans le Christ le Dieu infini et éternel, l'humanité de Jésus s'effaçait engloutie qu'elle était dans l'océan de la divinité. Mais il n'y a pas de religion de l'incarnation si le Christ n'est pas aussi un homme « avec exactitude et sans tricherie comme le disait Péguy. L'arianisme avec son souci d'un Christ, si pleinement homme qu'on hésitait à le dire Dieu sinon par reflet et imitation, a été trop bien vaincu. Une hérésie, partialité devenue système, a sa part de vérité qui risque alors d'être méconnue. Et les troubles et les turbulences dans le champ théologique actuel pourraient être considérées comme la manifestation d'un néo-arianisme. Retour du refoulé.

La parallèle sans parallélisme entre Teilhard et les nouveaux théologiens est alors fort instructif. Chacune des deux christologies a ses difficultés, mais elles sont inverses les unes des autres. Teilhard tient, avec la tradition, à la divinité du Christ, si nécessaire pour lui à la divinisation de l'homme et du monde qu'elle ne lui fait pas difficulté. Son problème est d'expliquer comment « ce Christ-cosmique a pu à un moment de l'Histoire se localiser sous forme d'un personnage humain dans le Temps et l'Espace ». La divinité du Christ va de soi, c'est son humanité qui fait question. Pour les nouveaux théologiens, la vérité initiale, qui servira de norme lorsque se poseront les problèmes de l'Incarnation et de la divinité du Christ, sera l'humanité de Jésus de Nazareth, prophète d'une certaine idée de Dieu et mort pour elle. Ces théologies feront alors deux sortes d'objections aux formulations traditionnelles: telle manière prompte et dogmatique d'affirmer la divinité d'un Jésus qui d'emblée serait Dieu et se connaîtrait comme deuxième personne de la Trinité n'aboutirait-elle pas à faire de la vie, de la passion et de la mort de Jésus une sorte de comédie comme dans un théâtre où tout serait si bien imité que rien ne serait vrai? Impossible alors de reconnaître en Jésus un homme, notre frère, partageant notre commune condition: il en saurait trop sur le fond des choses. Et voici l'autre objection: si un homme qui est Dieu cesse d'être homme, un Dieu qui est homme ne cesse-t-il pas d'être Dieu? Si l'incarnation est représentée comme une descente merveilleuse et miraculeuse du divin dans le monde, le christianisme ne sera-t-il pas vulnérable à la contestation des deux autres grandes religions monothéistes, la juive et la musulmane, si inclinées à voir dans l'Incarnation du Dieu unique une concession au polythéisme et une capitulation devant le paganisme?

D'un mot, pour les nouveaux théologiens, la divinité du Christ loin d'être ce qu'elle était pour Teilhard, la seule réponse aux questions que se pose l'homme moderne sur la signification du monde et l'avenir de l'humanité, sera un problème à poser à nouveaux frais à partir de la redécouverte de l'humanité de Jésus, et qui ne sera pas résolu par la pure et simple répétition des formules chalcédoniennes. Chaque nouvelle théologie se caractérise par l'originalité de la solution qu'elle apporte à ce problème, solution d'autant plus difficile à trouver que l'accent sera mis sur les limites qui appartiennent tellement à la vérité de l'homme qu'on se demandera toujours si elles peuvent être brisées sans que l'homme se voit confisqué son humanité. Ainsi la subversion est portée dans les imageries et les certitudes traditionnelles. Un exemple suffira : parce que rien de ce qui fait que l'homme est homme, et même la faillibilité, ne saurait manquer à celui dont nous avons fait le Christ, Jésus a pu croire avec les disciples de la première génération que la fin des temps était proche et l'avènement du Royaume imminent ; il ne serait donc pas si sûr que Jésus ait eu l'intention de fonder une Eglise, tâche incombant à la génération suivante qui a du faire face dans la fidélité au retard de la Parousie.

Pourtant, entre cet homme pleinement homme et Dieu, il y a un rapport qu'on a raison de dire de filiation, c'est le tout du christianisme, mais les christologies modernes, en risque et péril de modernisme s'efforceront de penser cette relation d'une manière à ne pas mettre Jésus hors de la famille humaine. E. Schillebeeckx tournera et retournera en tous sens la formule classique de « l'union hypostatique » qui signifie la rencontre dans le Christ entre Dieu et un homme, afin de suggérer qu'elle peut valoir d'une certaine façon pour tous les hommes appelés à être eux aussi divinisés. Pour H. Küng si la foi en la résurrection signifie que Jésus est vivant, il ne faudrait pas faire de cette victoire sur la mort un privilège exceptionnel, unique, miracle de tous les miracles, car comment adhérer à Dieu dans cette absolue confiance qu'est la foi sans croire du même coup ce Dieu capable d'affranchir tout homme de la mort et non seulement Jésus ? Jacques Pohier radicalise dans une extrémité peu dépassable les conséquences d'une franche reconnaissance de l'entière humanité d'un Jésus qui ne devient vivant que dans la mesure où la foi du croyant le fait resurgir en son cœur ; la suppression d'un accent aigu, résurrection et non plus *résurrection*, signifie que si Jésus est vivant, il ne survit à sa vie mortelle que parce que des disciples toujours renouvelés font mémoire de sa parole et de son attestation de Dieu.

Mais pourraient-ils, ces disciples, bénir Dieu et rendre grâce à Jésus s'ils ne recevaient en même temps bénédiction et grâce d'un Dieu et d'un Jésus vivants, existant à la fois en eux-mêmes et dans leur relation aux hommes ? Le cas extrême de J. Pohier paraît montrer que ce qui paralyse tels nouveaux théologiens dans la franche confession de la divinité du Christ à laquelle les ferait tendre leur ferveur évangélique, c'est un embarras plus

proprement philosophique que religieux et qui les empêche de conclure du « pour-soi » à l'« en-soi ». Préjugé « idéaliste », dirons-nous pour faire court et dont était exempt le réalisme teilhardien : en son langage, Teilhard disait à la fois la divinité et l'humanité du Christ qui « a besoin de trouver un Sommet du Monde pour sa consommation comme il a eu besoin de trouver une Femme pour sa conception ». Ainsi Teilhard pouvait entrer de plein pied dans le Credo Catholique sans le réduire ou le démanteler, ce qui n'est pas le cas, E. Schillebeeckx excepté, de tous les nouveaux théologiens.

CHRISTOLOGIE ET PHILOSOPHIE

Que les christologies soient plurielles, ce fait incontestable qui pourrait avoir valeur de norme, signifie qu'aucune christologie n'est adéquate au mystère du Christ, dont elle se nourrit, qui l'inspire et dont elle tente de donner quelque intelligence. Ce serait procéder par une suite d'identifications réductrices que de ramener le mystère à sa formulation dogmatique, conciliaire, liturgique pour ensuite rabattre cette formulation sur une christologie déterminée qui jouirait d'un monopole abusif. La pluralité des christologies, non pas complémentaires mais en tension et en débat les unes avec les autres, fait davantage signe au mystère et s'approche mieux des formulations consacrées de la foi qu'une systématisation unique toujours suspecte de canoniser une partialité en la dissimulant.

Lorsque les théologies de l'Incarnation se demandaient, et c'est une vraie et grande question, si le Verbe se serait incarné au cas où l'homme n'eût pas péché, la réponse négative, celle du « *felix culpa* » augustinien, « heureuse faute qui valut à l'humanité son rédempteur, le Christ », cette réponse qui a été aussi celle du thomisme et d'une tradition classique a été cependant contredite d'âge en âge, de Duns Scot à Malebranche et à Teilhard, par une autre tradition selon laquelle le monde et l'humanité n'auraient pu, même sans le péché, atteindre à leur accomplissement, et se rendre dignes de Dieu que par l'incarnation du Verbe. Le débat inévitable, fécond, n'est pas lié à une scolastique périmée et il rebondira toujours. Le laisser ouvert est la bonne manière de respecter l'inscrutable liberté de Dieu.

Le mystère de l'Homme-Dieu suscite de la même manière un conflit christologique. E. Schillebeeckx ouvrirait le bon chemin lorsqu'il proposait de distinguer une christologie d'en-haut qui descendrait de Dieu vers l'homme et une christologie d'en bas qui monterait de l'homme vers Dieu. L'« *homo factus est* », formule de la spécificité chrétienne peut et doit se lire dans les deux sens, « *Deus incarnatus* » et « *homo assumptus* », Dieu humanisé et homme divinisé. Peut-être est-ce l'interpellation de l'autre christologie qui retient une christologie sur la pente de l'hérésie qui est toujours, il faut le redire, une partialité systématisée. Sans la réactualisation d'une christologie d'en bas comme celle que mettent en avant les théologies nouvelles, une christologie d'en haut pen-

cherait vers le « monophysisme » des premiers siècles qui, sous prétexte de ne pas diviser le Christ, ne reconnaissait en lui que la seule nature divine ; mais, si n'est pas maintenue une christologie d'en haut, la christologie d'en bas tendrait vers ce « néo-arianisme » dont on a vu qu'il était la tentation des nouvelles théologies si sensibles à ce qu'il y a d'humain dans la figure et l'aventure de Jésus de Nazareth, mais qui ne seraient pas si exemplaires dans leur singularité si cet homme, unique et pourtant notre semblable, n'était habité au dedans par l'universel : pierre d'attente dressée par une christologie d'en bas pour une christologie d'en haut.

Ainsi peuvent apparaître dans une très provisoire conclusion l'intérêt et les limites des théologies nouvelles. En pratiquant l'examen critique de l'héritage, les théologies nouvelles ont dénoncé maints travestissements et falsifications auxquels est exposé le christianisme, religion de Dieu donné et livré aux hommes. L'usage que les théologies nouvelles font des sciences humaines n'a rien de positif et est un exercice utile de négativité critique pourvu qu'on prenne garde de ne pas jeter l'enfant avec l'eau du bain. Il y a une manière sado-masochiste d'imaginer le péché, la culpabilité humaine, la Rédemption que le recours à une exploration psychanalytique de l'inconscient peut aider à déceler. Comme il y a dans l'imagination d'un au-delà, où seraient compensés terme à terme toutes les iniquités de ce monde, un alibi pour honorablement se dispenser des nécessaires combats de la terre, démission de l'esprit chrétien dont une sociologie marxisante peut analyser les tenants et aboutissants. Mais il ne s'ensuit nullement que la profondeur du mal et la tragédie du péché ne soient que phantasmes pathologiques ou que l'espérance du salut éternel se réduise à un symbolisme destiné à animer en les transfigurant poétiquement les passions de la terre et les combats de l'histoire.

Les questions que les nouvelles théologies posent à la foi traditionnelle sont des questions philosophiques, encore plus qu'exégétiques ou historiques, et qui ne datent pas d'aujourd'hui. En effet, pas d'intelligence de la foi qui parce qu'elle est intelligence ne suppose un préalable philosophique. Mais le tort de la plupart des théologies nouvelles est de faire de la philosophie un usage seulement critique et négatif. Les incertitudes des théologies nouvelles qui déconstruisent plus qu'elles n'édifient viennent d'une carence de philosophie ou plus exactement ne reflètent que trop bien la crise actuelle de la philosophie. Un Teilhard pouvait rappeler ce qu'il avait paru disjoindre et confesser que « le Christ Universel où se satisfait ma foi personnelle n'est pas autre chose que l'expression authentique du Christ de l'Évangile » : la force réconciliatrice, édificatrice de sa pensée lui venait d'une philosophie de l'un et du multiple puissamment argumentée qui identifiait l'Un et le Bien, philosophie appuyée à une doctrine de la durée en son fond bergsonienne et selon laquelle à travers le temps de la vie et le temps de l'humanité, deux courants se croisent en sens inverse, l'un créateur, l'autre décréateur, quelque chose

se faisant, quelque chose se défaisant. Dès lors du grain de sénevè à l'arbre touffu, du Jésus de l'Histoire au Christ de l'Église ne s'interrompt pas une continuité de croissance. Mais si séparation et discontinuité sont le premier et le dernier mot de la philosophie, comment faire se rejoindre les différents instants du temps, l'hétérogénéité diasporique des cultures, l'immanence et la transcendance, le créateur et la créature, Jésus et le Christ ?

Ce que les théologies nouvelles risquent d'ébranler le plus dangereusement ce n'est pas tel article de foi dogmatique, par exemple l'infaillibilité pontificale ; à l'heure du concile et de Jean-Paul II, où n'est guère de mise le « *ex sese non ex consensu Ecclesiae* » (par lui-même et non par le consensus de l'Église) de Vatican I, le « dogme de l'infaillibilité » paraît susceptible d'une formulation correspondant mieux au ministère de Pierre tel qu'il est maintenant exercé. La question à laquelle Hans Küng donne une importance exagérée est seconde sans être secondaire. Mais est capitale la question de savoir si le christianisme peut ou non tenir dans ce raccourci, indépendant des temps et au-delà des cultures : Dieu se faisant homme pour faire participer l'homme à la vie de Dieu. Or, c'est exactement cette sorte de réciprocité qu'il arrive aux théologies nouvelles de juger douteuse ou même impensable. Le Père Henri de Lubac a parfaitement dit qu'en donnant du crédit à cette interrogation réductrice : « Est-ce qu'aujourd'hui un homme sensé veut encore devenir Dieu ? » un christianisme dit « moderne » comme celui de Hans Küng manque singulièrement d'ambition. Et c'est en effet toute une dynamique spirituelle, séculièrement éprouvée par une longue suite de docteurs et de saints, qui risque d'être brisée. Mais un tel doute traduit aussi une carence philosophique. Les théologies modernes seront des théologies et non des anti-théologies, lorsque grâce à un renouveau de la métaphysique, une intelligence de la foi pourra faire comprendre qu'un Dieu fait homme n'en est que plus vraiment Dieu et un homme divinisé plus réellement homme. Car l'amour, comme le laisse pressentir lointainement ses balbutiements naturels, n'abolit pas l'infini de la distance, mais sait en faire l'infini d'une communion.

Etienne BORNE

Note bibliographique

Je me suis permis au cours de cet essai de reprendre et le plus souvent en les réécrivant et en les développant des passages de tel ou tel article donné au journal « la Croix » notamment « La théologie en notre temps I et II » (4 et 11/1/80) et « L'affaire » (22/2/80).

- J'ai réfléchi sur les théologies nouvelles à partir de « Être chrétien » de Hans Küng et de « Quand je dis Dieu » de Jacques Pohier, l'un et l'autre aux éditions du Seuil.

Sur les théologies de la libération, « Eglise de France, prends garde de perdre la foi », Gaston Fessard (Gallimard).

Les citations de Teilhard de Chardin sont empruntées à des textes réunis au tome X de ses œuvres (Le Seuil) « Comment je crois » pp. 148 et sq et « Introduction au christianisme » p. 186.

Enfin, j'ai repris la conclusion du dernier livre de Henri de Lubac « Petite catéchèse sur Nature et Grâce » pp. 121, 122 - Communio-Fayard.

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

André Maurois rapporte dans son *Lyautey* ce propos du Maréchal: « Quand vous parlez de moi, ne dites jamais *ou*, dites *et...* » M. André le Révérend a réuni dans *Un Lyautey inconnu* (1) une correspondance et des journaux inédits. L'en connaîtra-t-on mieux? M. Le Révérend écrit dans son introduction en écho au propos rapporté par André Maurois: « Qui est-il? Un guerrier, un diplomate, un homme politique, ou un artiste? Ni l'un ni l'autre, ou tout cela à la fois. On pourrait ajouter: est-il libéral ou autoritaire? Progressiste ou conservateur?... » L'énigmatique figure reste enveloppée dans les voiles blancs de son cher Orient, comme pour mieux prendre ses distances vis-à-vis du monde moderne, comme pour mieux nous tenir en respect. Elle y dissimule ce que Saint-Simon lisait sur le visage de Fénelon, aristocrate de la même famille spirituelle que Lyautey, « un grand air de contrastes ».

C'est dans son hérédité profonde qu'il faut pénétrer pour les saisir. Il y a chez lui, à l'origine, le côté Rue de la Chaise où chaque mardi, autour du grand-père de quatre-vingt-quinze ans, ancien ordonnateur en chef des armées de Napoléon et des trois généraux, ses fils, la famille était réunie dans le grand salon solennel et austère pour communier dans l'esprit d'ordre, de foi et de fidélité au service de l'Etat, en même temps que pour recenser les coqueluches et les rougeoles des innombrables arrières-petits-enfants, mais aussi le côté de Crevic, en Lorraine, le côté Villemotte, le côté maternel où flottaient dans un air léger les souvenirs de la cour du roi Stanislas; on y était élégant, mondain, spirituel, on y aimait les arts et si l'on y lisait les œuvres de Sainte Thérèse, c'était de préférence dans de belles reliures. Lyautey, de cette double origine, gardera toute sa vie à la fois le goût des rapports précis, le sens de l'organisation

et l'inclination au rêve, le besoin de fuir pour échapper à l'ennui, au désœuvrement des garnisons de province, à toutes les séductions de la vie inutile, pour suivre au désert, dans la trouée lumineuse des longues colonnes militaires s'avancant vers le sud, entre les murailles de la nuit, ce qu'il appelle « sa voie lactée », ce que Malraux aurait appelé une *voie royale*, la voie de son destin brillant et solitaire.

De la Grande Chartreuse où il a fait à vingt ans une retraite, au désert où il découvre, à l'envers du monde le Sud embrasé des feux d'un soleil irréel, il est allé d'un trait, sans s'attarder à Alger, ville « exécrable » avec ses théâtres où l'on chante *les Cloches de Corneville* ou *Le Petit Duc* et ses comités radicaux socialistes et laïques. Du même ton que Stendhal découvrant l'Italie du haut des grands cols des Alpes, il s'exclame devant le désert: « Afrique! Afrique! ». Il écrit à son père: « Avec quelle volupté, je m'élançai sur la route du Sud, la tête pleine des rêves que peut mettre au monde un lieutenant de vingt-sept ans qui sera demain capitaine et qui conduit l'avant-garde d'une colonne volante ». C'est le ton de Fabrice del Dongo, mais c'est aussi, ce sera aussi le ton de Camus dans *l'Exil et le Royaume*. « Hosannah, mon Afrique! écrit le jeune Lyautey pour ses retrouvailles avec un destin encore incertain. C'est le désert que je revois après quatre ans, sans bornes, terrible, anéantissant. Le soleil se lève dans un ciel en désordre, l'orient est barré par un amoncellement de petits nuages réguliers qui s'alignent comme des bataillons, gris, il y a quelques instants, maintenant dorés. C'est une lutte d'une demi-heure, mais le grand maître triomphe, le soleil roi du désert, le ciel se dégage et il n'y a plus rien entre ses rayons ardents et l'immense plaine sans aucune borne visible, toute embrasée et nue, sans un buisson, sans un arbre, sans un accident quelconque qui repose l'œil une seconde et

puisse rappeler le fini ».

Ce n'est pas sur la ligne bleue des Vosges où Barrès cherchait désespérément ses *limites* que le jeune officier lorrain avide d'infini fixait son regard. Il voulait s'arracher à l'Europe et à ses luttes fratricides. Organisateur d'empires, le petit-fils des intendants de Napoléon dénonce « l'implacable civilisation » qui fait à l'Algérie préservée et paisible le don de ses chemins de fer et de ses machines à vapeur. « La civilisation, disait Chateaubriand, ce n'est pas l'électricité, ce n'est pas le charbon, ce n'est pas la vapeur ». Lyautey demande en écho : « Où est la civilisation ? Où est le progrès ? Il ne cherche que la sagesse et chaque soir entre cinq et sept heures, dans la Kasbah d'Alger, sur une petite place devant un café maure tout près de la mosquée Sâfir, il retrouve le cercle de ses amis musulmans graves et érudits. L'heure passe, on devise politique fort peu, surtout métaphysique ».

« Le problème de la destinée humaine est l'obsédant souci de toute ma vie » écrit Lyautey. Mais ce n'est que dans l'action qu'il trouve une réponse à ses doutes. Le disciple d'Albert de Mun, l'étudiant des Cercles ouvriers, l'admirateur du Comte de Chambord, le prince chrétien qui confiait au colonel de Parseval « Mon programme, c'est tout l'Évangile sans en changer un iota », ne trouve plus dans le catholicisme la solution qu'il y avait d'abord cherchée. Dans le grand désarroi de l'Affaire Dreyfus où il ne veut « être d'aucun bloc », il écrit : « Je reproche au catholicisme qui constituait la grande force morale et sociale de ce pays d'avoir par son incapacité d'évolution et son implacable doctrine amené le pays à s'écarter de l'idée religieuse qui l'eût si puissamment aidé dans ses terribles enfantements ». La foi de celui qui s'écriait à dix huit ans au collège de la rue des Postes, face à un intransigeant jésuite : « Je mourrai catholique pénitent mais libéral impénitent », a vacillé et elle s'est estompée. Il ne veut plus être au Tonkin, à Madagascar, dans l'Oranais qu'un « professionnel colonial », il ne veut plus exercer que son devoir d'état. Mais sur quel fondement spirituel, celui qui ne veut pas être un conquérant, pourra-t-il asseoir les pouvoirs abandonnés qu'il relève. L'athéisme laïque et militant de la III^e République lui fait horreur. Il trouve dans l'éthique musulmane non seulement la sagesse, mais un ensemble de valeurs sociales, une fidélité à la tradition que la France a reniée. Le progressiste, l'évolutionniste, le moderniste qui éprouvait pour Mgr Ireland et l'américanisme une curieuse sympathie, sera renvoyée par l'Orient au plus ancien Occident.

Il croyait s'être alors détourné d'un pays qui n'avait pu rompre impunément avec douze siècles d'histoire et qui était « rongé par le plus abject politicianisme », pour ne plus connaître que le Maroc où il avait transporté son idéal. Il écrivait à Wladimir d'Ormesson en 1919 : « A quel point, mon pauvre petit, je me sens de plus en plus étranger dans ce pays ! Pas d'espoir de pouvoir y raisonner, y réagir. Où vivre ?... Je ne travaille plus que pour le Maroc, pour le cher Maroc musulman où sont conservées toutes les traditions que je respecte, toutes les

conceptions sociales que je partage ». Ces traditions et ces conceptions, la mort du dernier des Bourbons de France, en 1883, leur avait porté un coup fatal. Albert de Mun qui était allé saluer le nouveau prétendant, le comte de Paris, avait confié au jeune Lyautey : « Ce n'est plus cela... ». Au Prêtre et au Pape de la Royauté, ainsi Daniel Halévy nomme-t-il Henri V, à l'auteur de la *Lettre aux Ouvriers*, avait succédé l'administrateur orléaniste des intérêts du monde moderne. La rencontre d'Alphonse XIII en 1913 retrempe Lyautey dans l'état de grâce dont il avait gardé la nostalgie. Il écrivait à ce sujet : « Ce petit fils d'Henri IV est vraiment un être accompli et il est dommage que la Providence ne nous en ait pas donné un pareil en temps opportun. Si au lendemain de la mort du Comte de Chambord il y avait eu un héritier de vingt ans de ce modèle, bien des choses auraient été peut-être changées ».

Mais est-ce au roi de France, est-ce à l'héritier de la tradition capétienne radicale-socialiste (Thibaudet *dixit*) et nationaliste, est-ce au défenseur du pré carré, que le seigneur des marches de l'Est pouvait faire entière allégeance ? Lorrain, lotharingien, européen, il était allé de l'autre côté de la méditerranée prolonger au contact même d'une réalité qu'il reconstruisait sa rêverie de l'Empire. En pleine guerre, il avait dans son bureau de la Résidence générale à Rabat la photographie de l'empereur François-Joseph et à ceux qui s'étonnaient, il répondait le plus simplement du monde : « mais c'est mon duc lorrain ». A la veille du 6 Février 1934, il escaladera encore, malgré ses quatre-vingts ans, l'escalier d'un vieil hôtel de la rue de Grenelle pour aller déposer ses hommages aux pieds de l'impératrice Zita et de l'archiduc Othon. « L'Europe est une », disait-il au temps où il écrivait le fameux article sur le *Rôle social de l'officier*. En pressentait-il l'un des possibles fédérateurs ? Il avait détesté Clémenceau qui avait détruit la pierre angulaire de la construction européenne, la monarchie catholique des Habsbourg.

A la fin de sa vie, Lyautey qui se tenait toujours prêt à assumer le destin national auquel il avait vocation, ne voulait plus être pourtant que le seigneur de Thorey. Il avait retrouvé la vraie foi sous l'influence d'un jeune prêtre, le dernier de ses amis, l'abbé Heidsieck à qui il s'adressait à la fois comme à un fils et comme à un père spirituel. Il montait le jour de Pâques à la tête de ses paysans vers la Table Sainte. Il apparaissait dans l'immense anarchie européenne comme le réorganisateur d'une cellule d'unité féodale. « Si je veux faire une carrière, écrivait-il, il faut que je commence ». Boutade ? Est-ce qu'il n'avait pas plutôt découvert enfin dans la profondeur de ses origines la vérité qui réconciliait définitivement le sens de sa mission temporelle avec sa rêverie ? N'avait-il pas été conduit comme Chateaubriand « à la réalité par des songes » ?

Philippe SENART

(1) *André le Révérend: Un Lyautey inconnu. Correspondance et Journal inédits (1874-1934)*.

DIALOGUER AVEC NOTRE PATRIMOINE CULTUREL

Interview de Jean-Pierre BADCY

Q - *Malgré ses efforts d'information, le grand public connaît encore mal le rôle de la Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites. Pouvez-vous nous dire comment vous concevez les actions de cet organisme que vous dirigez, organisme qui s'attache à sensibiliser les Français aux divers témoignages architecturaux, artistiques et historiques de leur passé, aux richesses culturelles et aux beautés naturelles de la France?*

R - La Caisse Nationale des Monuments Historiques et des sites est un établissement public à caractère administratif qui relève du Ministère de la Culture et de la Communication. Créée en 1914, elle n'a été pendant de longues années que le prolongement financier de la Direction de l'Architecture, c'est-à-dire l'organisme chargé d'encaisser le droit d'entrée dans les monuments historiques : de là son nom de Caisse. Mais depuis 1965, date à laquelle André Malraux procéda à la réorganisation de ses structures et à une nouvelle définition de ses missions, cette institution est devenue beaucoup plus proche d'un centre national des monuments historiques qu'un simple intermédiaire financier. Un nouveau partage des rôles s'est ainsi établi entre, d'une part, la Direction du Patrimoine, qui a succédé à la Direction de l'Architecture en 1978 et qui a compétence pour élaborer la réglementation propre aux monuments historiques et pour assurer les travaux de conservation, et, d'autre part, la Caisse Nationale des Monuments Historiques et Sites qui est chargée de l'animation, au sens large du terme, des monuments historiques. L'animation signifie d'abord *l'accueil* du public dans quatre vingt monuments de l'Etat ouverts à la visite, tels le Mont Saint-Michel, Chambord, ou l'abbaye du Thoronet, dont la Caisse assure partiellement la gestion. Accueillir chaque année près de 7 millions de visiteurs dans ces différents monuments est une lourde responsabilité. Une mission complémentaire de la Caisse est *d'informer* largement ce public, sans cesse davantage intéressé par son passé, sur la richesse et la diversité des monuments et des sites qui en sont témoins, grâce à une revue, des éditions, des expositions. Une autre mission essentielle de la Caisse

consiste à *rendre vivant* le patrimoine français, qu'il appartienne à l'Etat, à des collectivités locales ou à des propriétaires privés, par différentes initiatives : festivals, spectacles son et lumière, chantiers de jeunes, concours, visites organisées dans les villes d'art. Enfin, la caisse aide à la conservation des monuments en recevant des donations immobilières (ainsi le château de Gramont, dans le Tarn-et-Garonne, en 1979), ce qui l'apparente au National Trust britannique, ou en aidant par des subventions l'Etat et les propriétaires privés dans leurs efforts de restauration et de protection.

La Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, malgré des ressources encore limitées, qui proviennent des droits d'entrée dans les monuments historiques et du produit de ses activités commerciales, essaie de répondre à l'ambition qu'avait eue pour elle André Malraux, et qui lui a été récemment confirmée par Jean-Philippe Lecat.

Q - *Dans quelle mesure l'Année du Patrimoine concerne-t-elle la Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites?*

R - La Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites est directement concernée par l'Année du Patrimoine. En effet, chargée de façon permanente de l'animation du patrimoine, elle avait déjà dans le passé suscité ou aidé des initiatives comparables, bien que de moindre portée ; l'année des Châteaux de Bourgogne (1973), l'année du Patrimoine Architectural Européen (1975), ou l'année des Abbayes Normandes (1979). Pour 1980, en étant étroitement associée à la définition par le Ministère de la Culture et de la Communication, des thèmes et des moyens de cette campagne, elle a été l'une des premières institutions culturelles françaises à proposer un programme d'activités qui tentent de répondre à l'objectif tracé par le Président de la République : que le patrimoine soit désormais l'affaire de tous les Français. Les initiatives prises par la Caisse pour 1980 se

traduisent dès maintenant par des actions concrètes qui se prolongent au delà de cette année.

Un certain nombre de nouveaux lieux d'accueil seront ouverts au public, notamment à Bussy-Rabutin, en Bourgogne, au Haut-Koenigsbourg, en Alsace, à l'Arc de Triomphe et au château de Vincennes, trop méconnu malgré son extraordinaire passé, où un musée consacré à son histoire sera installé et une nouvelle présentation des salles du donjon sera entreprise. L'événement marquant à Paris sera l'ouverture de la crypte archéologique du parvis Notre-Dame, au mois de juillet, en présence de M. Lecat et de M. Chirac; le public sera enfin admis à visiter cet espace aménagé sous la responsabilité de la Caisse, et à découvrir certains des plus anciens vestiges du passé de la capitale.

S'il faut savoir accueillir le public, il convient aussi de l'inciter à découvrir des richesses artistiques qu'il ignore. La route culturelle récemment créée sous le nom de Thibaud de Champagne fera découvrir dès cet été les

châteaux et les églises de l'Est de Paris, de Vincennes à Troyes.

Pour informer le public, a été ouvert en février 1980 un nouveau centre d'information à l'Hôtel de Sully, qui répond aux questions que se posent les Français et les étrangers sur les monuments qu'ils veulent étudier ou visiter, ou sur les moyens qu'il convient d'employer pour réutiliser des bâtiments anciens, à des activités contemporaines; telle est la nouvelle vocation de ce centre depuis que le Comité Interministériel du Patrimoine de novembre 1979 a reconnu à la Caisse un rôle d'information dans ce domaine. La Caisse entend développer en 1980 ses éditions: un mémento sur le régime administratif et financier des monuments historiques, un document sur le mécénat et le patrimoine, des monographies sur différents édifices, des livres pour les enfants sur l'histoire et la vie d'un château ou d'une abbaye, un jeu éducatif à leur intention, etc... Enfin, la Caisse inaugure en juin 1980 une exposition consacrée à Soufflot, au Musée des Beaux-Arts à Lyon, et à l'automne à Paris, en l'Hôtel de

Sully.

Au titre de l'animation, la Caisse interviendra en 1980 pour apporter son concours financier à un certain nombre d'initiatives prises par les régions pour faire connaître et animer les monuments. Elle développera l'aide accordée aux huit centres culturels de rencontre (Fontevault, Villeneuve-les-Avignon, Sénanque, Saint-Maximin, Royaumont, Pont-à-Mousson, Arc-et-Sénans, l'Ecomusée du Creusot), qui sont l'une des manifestations les plus intéressantes de l'utilisation du patrimoine architectural à des activités culturelles permanentes. Enfin, la Caisse lance cette année un nouveau concours : « objectif, petits monuments », avec l'aide de Voyage-Conseil, qui permettra à de nombreux amateurs de photographier des monuments d'origine le plus souvent rurale et trop oubliés, tels que les lavoirs, les granges, les stèles ou les chapelles qui constituent l'environnement le plus proche de nombreux habitants du pays.

Q - Quelle utilité voyez-vous à cette Année du Patrimoine ? Une incitation à la fréquentation enrichissante du passé ?

R - L'Année du Patrimoine est une année au cours de laquelle les Français devraient se sentir plus proches de leur patrimoine culturel : de leurs archives, de leurs musées, de leurs monuments, mais aussi de leurs coutumes, de leurs savoirs, de leurs parlers, c'est-à-dire de tout ce qui constitue leurs racines. Le but de cette année est de dissiper la crainte un peu révérencieuse que les Français ressentent devant les témoignages de leur histoire, et de les rendre véritablement à nouveau et à part entière propriétaires de cet héritage exceptionnel que leur laissent les générations antérieures, mais qu'ils façonnent aussi pour leurs successeurs en y ajoutant les traces de leur invention ou de leur création propre.

L'Année du Patrimoine est aussi utile parce qu'elle voit se développer de nombreuses initiatives prises au niveau local. Des associations ont proposé des activités nouvelles, des collectivités locales se sont intéressées davantage à leur patrimoine ; l'Etat grâce à des crédits accrus s'est efforcé d'aider le maximum d'opérations qui lui sont apparues à la fois originales et de qualité.

Q - La Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites ne s'occupe pas seulement des monuments historiques, mais aussi des sites. Comment ? Défendez-vous les sites naturels souvent menacés par des constructions inesthétiques ou par une industrialisation parfois polluante ?

R - La Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites s'occupe des sites préhistoriques, tels que les Grottes de la Vallée de la Vézère, ou des sites archéologiques, tels que Glanum ou Ensérune, c'est-à-dire qu'une fois achevées, les fouilles ou les recherches en ces lieux, elle contribue à leur présentation et à leur visite par le public. Jusqu'à présent, elle s'est encore trop peu précoc-

cupée des sites naturels, mais elle ne les a pas oubliés, puisque son concours d'aide aux chantiers bénévoles de jeunes en 1977 a décerné le premier prix aux responsables du chantier de la Vallée du Scorff dans le Finistère. Elle aide d'autre part, grâce à des subventions, diverses associations soucieuses de la protection des sites, et elle intervient auprès des responsables compétents lorsqu'une affaire lui paraît mériter une attention particulière.

Q - Quelle conception avez-vous du patrimoine architectural et de son avenir ?

R - Le patrimoine architectural a d'abord été considéré comme synonyme de monuments historiques : les châteaux, les cathédrales, les statues, le mobilier des églises et des manoirs. Mais depuis les années soixante, cette première notion s'est enrichie : le patrimoine se compose aussi d'objets et d'édifices parfois mineurs, qui appartiennent souvent au monde rural et à travers lesquels survit la mémoire collective d'un peuple : salles villageoises, fontaines, pressoirs ou moulins constituent aujourd'hui les éléments nécessaires d'un patrimoine environnant où les Français recherchent les bases de leur identité culturelle. De façon encore plus récente, le patrimoine englobe désormais l'archéologie industrielle : les machines, les usines, les gares du XIX^e siècle et de la première partie du XX^e siècle, auxquelles il convient d'ajouter les témoins d'une archéologie « commerciale » : les boutiques et les grands magasins.

L'extension progressive du patrimoine architectural pourrait aboutir au renforcement d'une attitude résolument conservatrice selon laquelle ces signes du passé devraient être, dans leur ensemble, consacrés en musées. Et certes, il est souhaitable que pour les plus significatifs d'entre eux, les monuments soient protégés tels quels et servent à la compréhension de la civilisation dont ils sont le reflet. Mais un réflexe d'ordre purement muséal ne serait pas réaliste car il n'est pas possible de transformer tous les monuments en musées ou en trésors. Je suis personnellement attaché à l'idée de leur réutilisation à des activités contemporaines qui soient compatibles avec leur qualité, mais qui leur redonnent vie. Les centres culturels de rencontre installés dans les monuments sont déjà la preuve qu'une telle solution est possible. Il faut désormais l'étendre à des activités autres que celles qui relèvent de la culture. L'idée d'une banque dans un vieil hôtel du XVIII^e siècle, d'un bureau de poste dans une maison villageoise de qualité, ou de logements sociaux dans un couvent désaffecté, me paraît permettre à ces monuments un avenir plus certain, plus risqué aussi, c'est vrai, que la panacée apparente d'un musée.

C'est pourquoi — vous le voyez — l'Année du Patrimoine n'est pas seulement celle des partisans de la conservation des monuments, mais aussi celle des avocats de leur résurrection.

Jean-Pierre Bady était interviewé par Henri Bourbon

DEMAIN, LE CLASSICISME ?

par Yvan CHRIST

Il est à nouveau — ou il est encore, en ce XX^e siècle finissant, une tendance diffuse au néo-classicisme. Quasi permanente depuis deux siècles, elle échappe, elle résiste à toutes les évolutions et révolutions esthétiques. Mais qu'appelle-t-on le néo-classicisme auquel la revue *Monuments historiques* a consacré une livraison spéciale que l'on ne saurait trop recommander aux amis de l'architecture ? (1).

M. Jean-Marie Pérouse de Montclos tente de répondre à cette question en définissant d'abord le classicisme

lui-même : c'est, dit-il, « *moins un style particulier que l'esthétique fondée sur la croyance en l'université du langage artistique* ». Deux conséquences stylistiques en découlent : « *l'imitation de l'antique et la recherche de la clarté, de la simplicité* ». Or, cette recherche et cette imitation-là ne sont pas propres à la fin du XVIII^e siècle, à laquelle l'histoire de l'art associe généralement le terme de néo-classicisme. On les décèle tout autant au milieu du siècle de Louis XIV qu'au milieu de celui de Louis XV. Quant à Ledoux, on sait bien qu'il est, sous Louis XVI, l'épigone des théoriciens de la Renaissance.

Buron et Durand-Gassel. Ainsi, M. Vincent Bouvet consacre une étude à l'infortuné Palais Rose de l'avenue du Bois, construit à l'extrême fin du siècle par Sanson pour le comte Boniface de Castellane et lamentablement rasé en 1969. Mais à ce Grand Trianon de la Belle époque, peut-on accoler l'étiquette néo-classique que l'on réserve traditionnellement aux créations de la fin du siècle précédent? Quels seraient ses rapports avec le théâtre de Nantes, élevé par Mathurin Crucy dans les dernières années du règne de Louis XVI, « *Palladio nantais* », élève de Boullée, émule de Ledoux et de Charles De Wailly, présenté par M. Daniel Rabreau? Et quels points communs avec le théâtre de Bordeaux, œuvre insigne de Victor Louis, évoqué par M. François-Georges Pariset?

*
* *

Façade du Théâtre de Nantes

Cette appétence d'un mâle dépouillement est-elle toujours une réaction contre le courant baroque, auquel on ne laisse point parfois de l'opposer? Qu'est-ce donc, au fait, que le baroque? Ledoux, qui nous obsède tant, n'est-il pas, à la fois, baroque et néo-classique? En faut-il induire que ces étiquettes sont vaines — comme le seraient toutes celles qui désignent les romans ou les gothiques, les impressionnistes, les fauves ou les cubistes? Mais en les arrachant pour en coller d'autres qui seront peut-être, à leur tour, remises en cause, ne sème-t-on pas, au bout du compte, une supplémentaire et redoutable confusion?

*
* *

L'affaire, à la vérité, n'est pas simple. La revue *Monuments historiques* en fournit une espèce de preuve puisque, certes, hommage y est d'abord rendu ou allusions y sont faites à Gabriel, Lequeu, Boullée, Ledoux, bien sûr, Victor Louis ou Percier, mais que le silence est total sur Soufflot, Antoine et Brongniart, pourtant indissociables d'un tel mouvement.

Même observation pour ce qui est du siècle suivant. Ainsi, Mlle Monique Mosser insiste sur l'étrange et saisissant château de Castille, près d'Uzès, imaginé pour lui-même par Gabriel Joseph de Froment d'Argilliers, gentilhomme-architecte, qui, au début du siècle nouveau, restait fidèle à l'antiquomanie du siècle ancien. Ainsi, M. Serge Santelli nous parle-t-il des immeubles parisiens de la première moitié du XIX^e siècle et M. François Macé de Lépinay des passages du même temps, alors ouverts en abondance dans la capitale — sans oublier l'extraordinaire passage Pommeraye qui, à Nantes, fut créé sous Louis-Philippe par les architectes

Ce que M. Pérouse de Montclos appelle très bien la « *révolution architecturale* » du XVIII^e siècle est, en fait, une résurgence du classicisme tel qu'il le définit, à savoir quelque chose comme une sublimation de l'antique. Oui, le néo-classicisme est un état d'esprit avant d'être un style. Et c'est une nostalgie de la perfection impossible que chaque siècle subit à sa façon, suivant son humeur et ses rancœurs, face aux expériences et aux échecs du temps qui passe. Autant dire que dans ses successives incarnations, il est essentiellement utopie puisqu'il appartient au domaine du rêve éveillé. Le démontre bien, par exemple, ce qu'était le recours à l'antique lors des grandes fêtes publiques de la fin de la monarchie, traduites par ces décors superbes, par ces éblouissants trompe-l'œil, dont M. Alain Gruber a raison de dire que le rôle fut considérable dans l'évolution du goût. Aussi bien les fêtes révolutionnaires comme les fastueuses parades impériales s'inscrivent-elles, sans solution de continuité, dans le même courant nostalgique, dans la même tradition mythique.

Utopies, illusions... Le néo-classicisme se survit, sous une forme distinguée mais passablement guindée, dans les « maisons à loyers » du Paris de la Monarchie de Juillet. Comme le souligne M. Serge Santelli, « *l'immeuble de rapport, en tant que produit typique de la classe bourgeoise, naît réellement à cette époque* ». Et il naît néo-classique — comme si la bourgeoisie arrivée au pouvoir depuis 89 marquait son triomphe en se parant des plumes de l'aristocratie... Concurrément, l'architecture religieuse, tout en commençant à écouter les vieilles sirènes « moyenâgeuses », suit une ligne parallèle — celle qu'un Chalgrin, à Saint-Philippe-du-Roule, avait tracée au XVIII^e siècle. La revue *Monuments historiques* aurait dû également méditer sur quelques-unes de ces nombreuses « basiliques » de Paris et du reste de la France, qui, mises à part Notre-Dame-de-Lorette, Saint-Vincent-de-Paul, et, entre autres, la cathédrale de Rennes, sont étrangement oubliées des nouveaux amis du XIX^e siècle, qui n'ont d'yeux que pour l'éclectisme, antiquisant ou gothicisant...

Les courants néo-baroques du Second Empire et de la troisième République naissante ainsi que le médiévisme ambiant, ne pouvaient laisser une grande place, dans la seconde moitié du siècle, à la tentation classique et néo-classique. La flamme n'était pourtant pas éteinte, que l'aristocratie du sang, de l'argent ou du rêve, s'emploierait à ranimer. J'ai cité le cas du palais parisien de Boni de Castellane et d'Anna Gould. M. Jean-Louis Gaillemain va plus loin encore en nous rappelant le rôle de Charles de Beistegui, dont le château de Groussay fut, dans nos années cinquante, remodelé par Emilio Terry sur le mode palladien cependant que dans son parc surgissaient des « fabriques » qui eussent enchanté les âmes sensibles du siècle de la douceur de vivre...

subi naguère une écrasante défaite lors de la création des bâtiments annexes du Sénat, conçus par M. Christian Langlois le long de la rue de Vaugirard. Qui plus est, à Orléans, autour de la Cathédrale, à Nancy, aux abords de la place Stanislas, le même architecte n'ose-t-il pas sacrifier, suivant la même ligne, au vieux dieu du néo-classicisme ? Dans le même temps, surgissent à Paris, du moins dans ses quartiers historiques, maintes honorables maisons dites d'accompagnement, qui empruntent leur volume ou leur vocabulaire ornemental aux modèles de ce classicisme que ses adversaires prétendaient moribond ou bel et bien mort. Et faut-il tenir pour nuls et non venus ces nouveaux pavillons de banlieue ou ces « résidences secondaires » qui, plus ou moins gauchement, mais avec une bonne volonté évidente et révélatrice, recourent, eux aussi, aux leçons pseudo-classiques — variations en mineur d'un grand orchestre que l'on croyait à jamais interrompu ?

Ne sont-ce là que des pastiches ? L'architecte en chef du Sénat dénonce à juste titre, le nouvel absolu suivant lequel « toute architecture qui se réfère à des formes du passé est un pastiche haïssable. L'absurdité de ce raisonnement, appliqué à l'art classique, reviendrait à affirmer que *Blondel a pastiché Mansart, Mozart, Haydn, et Chardin les Hollandais. N'oublions pas que Virgile a été accusé d'avoir pastiché Homère (2).* »

*
* *

Théâtre de Bordeaux : le grand escalier

La difficulté d'être et de survivre ? Les frères Réthoré, dans leur gigantesque château charentais de la Mercerie, à Villebois-Lavalette, s'appliquèrent, de nos jours, à tenir la gageure en se vouant à leur tour aux parades et aux fictions du classicisme retrouvé : leur symphonie inachevée est un palais des mirages. Il est un témoignage de ce « classicisme persistant » qui n'est peut-être, à l'heure où le XX^e siècle se meurt, qu'un jeu, mais qui est, du même coup, la victoire à la Pyrrhus d'un certain esprit, fait de complicité amoureuse et ironique avec un univers éclaté dont on se flatte joliment — plaisir doux-amer — de rassembler les débris épars.

N'est-ce vraiment qu'un jeu désespéré, réservé à quelques *happy few* ? Tout bien pesé, je ne le crois pas. Car enfin, comme le dit M. Jean-Louis Gaillemain, l'« *essoufflement* » du fonctionnalisme est un fait indéniable. Il a

Intitulé « Impressions classiques », un bel artifice de MM. Manfredo Tafuri et Georges Teyssot tient lieu de postface. « *Le classicisme, proclame sa première phrase, est l'art de l'éternel recommencement, de la répétition et de la synecdoque* ». Maintes pensées de Paul Valéry, empruntées notamment à son admirable *Eupalinos*, sont citées au cours de ce texte philosophico-esthétique qui est tout à fait éclairant. Je n'en retranscrirai qu'une seule, en manière de conclusion mélancolique et désenchantée : « *la satisfaction fait renaître le besoin, la réponse régénère la demande, la présence engendre l'absence, et la possession le désir* ». Commentaire des deux auteurs : « *Dans sa théodicée de l'art, Valéry a tracé une limite. Une sagesse, à la fois antique et moderne, nous enseigne que ce qui reste n'est pas un résidu, mais ce à partir de quoi les choses peuvent commencer à être* ».

Classicisme, néo-classicisme recommenceront-ils à être — sous des apparences imprévues ou imprévisibles qui semblent déjà, ici et là, percer ? S'agirait-il, parmi d'autres, d'un de nos ultimes recours dans le grand désarroi qui nous meut et nous point ! « *Multa renascentur quae jam cecidere* ».

Yvan CHRIST

(1) N° 108, 1980

(2) Christian Langlois, *De l'architecture d'accompagnement au pastiche*, in *Monuments historiques*, N° 105, novembre 1979.

LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ A EBOLI — LE PRÉ

Le cinéma italien nous conduit souvent à réfléchir sur la condition humaine par des œuvres profondément enracinées dans le réel et la quotidienneté. « Le Christ s'est arrêté à Eboli » est dans la grande tradition du cinéma italien, une tradition qui ne se fige pas dans la répétition mais se renouvelle dans et par la liberté du ton et du style. Le film de Francesco Rosi (1) est très directement inspiré de l'ouvrage autobiographique de Carlo Levi qui lorsqu'il parut, après la Libération obtint un succès considérable : le livre fit choc, alors. « Nous ne sommes pas des chrétiens, disent tristement les habitants de la région de Lucanie où se situe le récit. Nous ne sommes pas des êtres comme les autres. Le Christ s'est arrêté à Eboli... ». Et ajouterons-nous, la raison, elle aussi, s'est arrêtée à Eboli. Après Eboli, il n'y a plus de train, mais des routes sinueuses et difficiles par lesquelles on atteint la montagneuse Lucanie où la terre aride transforme les hommes en bêtes de somme.

Non, le Christ n'est pas arrivé en ces lieux sévères où

Le Christ s'est arrêté à Eboli

les paysans déshérités, exploités par une bourgeoisie d'autant plus despotique qu'elle se raidit dans des préjugés stupides, sont soumis à un travail rude et épuisant qui ne leur laisse aucun espoir d'échapper à la misère et la marginalisation. On pense au mot de Péguy : « la misère n'est pas morale » ; misère physique ; misère intellectuelle ; misère, source de désespoir. La petite fille Espérance est inconnue des habitants des petits villages isolés de Lucanie, ou alors elle prend pour quelques-uns le visage de la lointaine Amérique... quel pitoyable travestissement ! Les maladies, la malaria, le trachome font des ravages en ce pays où, dans les années 1935, Mussolini assignait à résidence les antifascistes comme Carlo Levi. Médecin, peintre, écrivain, Carlo Levi, qui appartient au monde des nantis du Nord, découvre lentement cet univers du Sud enraciné dans un sous-développement séculaire ; il prend conscience des injustices criantes qui bafouent la personne humaine et s'emploie à y remédier en apportant le minimum d'assistance médicale que demande la population, et puis des gestes de réconfort humain.

Le film de Francesco Rosi est daté comme l'était le témoignage de Carlo Levi ; il s'agit d'un film historique, et en quelque sorte anthropologique, sur une certaine époque de l'Italie Rurale du Sud, sur un passé qui donne peut-être quelques clefs du blocage de l'actuelle société italienne. Si aujourd'hui le Christ a sans doute dépassé Eboli et pénétré en Lucanie, si la pauvreté de cette région a été mieux combattue sous la République que sous le fascisme, l'émigration massive du Sud vers le Nord témoigne que bien des problèmes demeurent. Mais ce n'est pas là le sujet du film de Rosi qui échappe ainsi à la tentation de recourir au didactisme qui marquait plusieurs de ses réalisations précédentes. Si la portée proprement politique en est réduite quelque peu, la qualité et la beauté de l'œuvre n'en sont nullement altérées ni la dimension humaine et sociale. « Le Christ s'est arrêté à Eboli » est un film sobre et chaleureux, où la grandiose sécheresse des paysages et la dureté des êtres fait un contraste émouvant avec l'esprit de solidarité qui progressivement se manifeste entre le bourgeois antifasciste et les paysans abandonnés au plus lamentable des sorts. Ils apparaissent toutefois frères et circonstanciels les rapports affectifs qui peu à peu ont rapproché l'intellectuel rationnel des paysans frustes de Lucanie ; Carlo Levi ne retournera jamais séjourner avec ses compagnons des temps d'infortune, hommes et femmes oubliés de l'Histoire et du Pouvoir, il écrira un livre sur eux... Et Francesco Rosi en fera un film. L'un et l'autre bouleversants ; l'un et l'autre très originaux par leurs propres audaces de narration (2).

La dernière réalisation des frères Taviani « Le Pré » est plus surprenante et déroutante que « Padre Padrone », où ils avaient déjà donné la mesure de leur immense talent. Ainsi qu'ils l'ont eux-mêmes précisé, leur film « n'est pas un diagnostic social, anthropologique et politique sur les jeunes italiens d'aujourd'hui ». Il évolue entre la réalité et l'imaginaire, le classicisme et la moder-

nité. Histoire brève d'un amour fou et impossible. Quête du bonheur. Méditation sur la mort. Evocation des rêves heureux et fragiles, humiliés et secrets. Témoignage de la hantise du suicide qui touche une partie de la jeunesse contemporaine, le suicide comme maladie ou le suicide comme solution. Description subtile des relations père-fils. Expression de la crise morale de l'Italie et par delà d'une crise de civilisation et de ses valeurs. « Le Pré » est une œuvre lyrique d'une extraordinaire richesse d'inventions où, dans la splendeur des lumineux paysages de Toscane, s'affrontent destin et libre arbitre. Un film chargé d'interrogations et de fantasmes.

Le Pré

« Le Pré » est une fable mélancolique et belle sur le mal de ce siècle, mais des raffinements esthétiques et psychologiques un peu trop appuyés en limitent la puissance d'émotion.

Enzo, Giovanni, Eugenia pourraient être heureux. Mais le bonheur leur est refusé. « Et pourtant, dit Eugenia, je crois au bonheur parce que je l'ai éprouvé, et je sais qu'il existe ». Elle choisit de vivre. Giovanni, qui ne se résigne pas au prosaïsme, lui, choisit de mourir.

Henri BOURBON

(1) Les films de Francesco Rosi constituent des dates du cinéma italien ; rappelons : *Salvatore Giuliano* (1961), *Main basse sur la ville* (1963), *L'affaire Mattèi* (1972), *Lucky Luciano* (1973), *Cadavres exquis* (1975).

(2) F. Rosi a tourné pour la télévision italienne une version d'*Eboli* qui dure quatre heures. Souhaitons qu'elle soit diffusée en France.

notes de Lecture

● L'été grec de Jacques Lacarrière

Tout au long d'un itinéraire parcouru, en apparence du moins, sans plan préconçu, suivant la fantaisie de l'auteur, les caprices de sa mémoire ou les « correspondances que lui inspirent les lieux et les gens, le livre est un incessant dialogue entre le moi de Jacques Lacarrière et la réalité multiple d'un pays qu'il aime : « je ne sais finalement pas au juste pourquoi, j'ai voyagé en Grèce depuis vingt ans et encore moins pourquoi j'écris ce livre si ce n'est pour partager ce que j'aime et non pour faire œuvre universitaire ou scientifique ».

Le livre de J. Lacarrière est étonnamment difficile à classer : ce n'est pas un livre d'histoire, l'auteur se défend qu'il puisse être interprété comme un livre d'ethnologie ; ce n'est pas une « somme » sur la Grèce : « je n'ai jamais observé la Grèce ni les grecs d'une façon systématique ou approfondie » (p. 263).

La collection à laquelle le livre appartient (Terre Humaine - Civilisations et sociétés. Collection d'études et de témoignages dirigée par J. Malaurie) lève cependant un coin du voile : « la difficile exploration humaine est à jamais condamnée si elle prétend devenir une science exacte ou procéder par affinités électives. C'est dans sa mouvante complexité que réside son unité... toute chose est plus riche de signification à mesure qu'elle est mieux perçue de nous, à la fois dans ses propres termes de singularité et dans la famille de ramifications qui la lie à toute autre réalité, par identification cachée ».

Ainsi donc, « L'été grec » est avant tout une approche vécue de la Grèce à travers 25 voyages d'un auteur qui se définit lui-même comme marginal et libertaire. Avant d'être le portrait d'un pays, « L'été grec » est une démarche et un style originaux. L'originalité de la méthode n'arrive jamais cependant à dissimuler l'essentiel : une connaissance approfondie, complexe à force d'être trop riche, érudite souvent d'un pays inépuisable.

Une méthode créatrice d'un style original :

Comme il le dit lui-même, Jacques Lacarrière est un « helléniste marginal voyageant sans argent ». Helléniste il l'est, de façon classique, tout d'abord, à travers le Lycée où l'on enseigne « des matières intemporelles ». Parmi celles-ci, le grec occupe une place à part : « il m'introduit, d'emblée, dans un autre monde ». Les mythes grecs, en

particulier, éveillèrent en lui « les premières visions de l'amour, la première révélation d'un monde féroce et proscrit par la famille et par la société » (14. Chapitre Premier Racines).

Au-delà de la vision classique — enrichie par son expérience de comédien amateur dans la troupe de théâtre antique de la Sorbonne — et quelque peu stéréotypée de la Grèce, il rêve, très tôt, de rencontrer la terre grecque « d'azur et de sang ». Arrive le premier voyage et la première révélation, clé du livre : « l'essentiel de ce que j'apprends... c'est que la Grèce existait toujours. Il y avait bien ici et là des ruines... mais il y avait aussi et surtout une terre qui s'appelait encore la Grèce et qui était peuplée de grecs ».

De fait, à travers tous ses voyages ultérieurs, il n'aura de cesse « aidé » par son manque d'argent qui l'oblige à se mêler au peuple grec contemporain, de « rechercher ce « familier différent » qui est la seule approche d'un pays » (p. 263).

Récit apparemment décousu, le livre est l'histoire choisie de ses contacts multiples, changeants, sensuels avec la réalité grecque. Celle-ci sert ainsi de toile de fond à une expérience personnelle intimement vécue « les essais et les livres publiés sont avant tout l'expression de moi-même » (p. 261).

« L'été grec » est en quelque sorte la somme la plus accomplie de cet itinéraire où l'auteur a engagé toute sa vie « il est le livre d'une amitié, d'une liaison au sens amoureux du terme, avec un pays, un peuple, une histoire partagée et des drames partagés eux aussi. Donc, il est injuste, il est partial, il est partiel » (p. 263).

De la méthode et de la démarche naît un style fait d'impressions fugitives, de sensations, de juxtapositions d'images, d'associations d'idées où les mots et les choses se superposent. L'auteur décrit ses impressions, dépeint les gens qu'il rencontre, la vie du peuple, les lieux où il vit, son âme. Ce peuple peut être aussi bien celui des faubourgs d'Athènes (où, cependant, J. Lacarrière s'attarde peu) spectateur des théâtres d'ombres chinoises où triomphe « Karaghioze », le Malin, que celui des campagnes crétoises ou arcadiennes.

Les images sont abondantes. Pour évoquer, par exemple, l'habitude qu'ont les clients grecs de boire avec une infinie lenteur, il parle « des verres d'eau, clepsydres de l'ennui ». Ailleurs, il qualifie la Crète « d'Ile-Femme ». Opposant la terre grecque et la mer grecque, il symbolise la première par « l'olivier, arbre béni » et la seconde par l'Oktapodaki (le poulpe) « prince des métamorphoses. Et, qui plus est, un prince comestible » (p. 282).

Sans cesse, il change de plan. Il passe sans transition d'une réflexion générale et savante sur l'art byzantin à la transcription des recettes séculaires de fabrication de peintures et vernis pour icônes. Arrivant en Arcadie, il saute de la description des sources du Styx à une « brève histoire de l'occupation Turque ».

Sans cesse s'entremêlent lieux et choses, souvenirs et sensations du moment. Les villages se définissent par des « saveurs » et des « odeurs ». Il parle des « odeurs » et des « sons » d'Epidaure ; des « odeurs » et des « bruits » d'Athos. Evoquant la continuité de la langue grecque, il l'attribue à la « mémoire des lèvres » et à la « mémoire des mains ».

La permanence de la langue et des mots, tel est bien l'un des fils directeurs du livre et de la Grèce vécue par J. Lacarrière. C'est à travers cette permanence que la Grèce moderne s'enracine (on serait tenté de dire retrouve) à un passé, que l'auteur retrouve une continuité entre la Grèce d'Eschyle ou celle des poètes Séféris, Vassilis Vassilikos ou Nikos Kazantzaki.

Il met au service de sa démonstration, outre sa connaissance parfaite du grec moderne ou du grec ancien (il a par ailleurs beaucoup traduit l'un et l'autre, d'Herodote à l'écrivain crétois Pandélis Prévélakis) une érudition considérable et non scolaire qui fait de son livre, non seulement, comme il le souhaite, « un livre qui fait voyager » (1) dans l'espace mais aussi dans le temps.

Une encyclopédie vivante de la Grèce :

L'été grec est un livre extrêmement riche et fourni, épais de connaissances mais aussi épais de sensations. Il constitue ainsi une véritable encyclopédie vivante de la Grèce, même si tout systématisme en est absent.

Véritable mosaïque de tableaux plus que de chapitres, le livre nous entraîne d'abord au Mont Athos (thème d'un précédent livre) où pas un monastère, pas un skite (lieu d'asile) de la presqu'île d'Athos (parcourue à pied) ne nous est épargné.

C'est une occasion pour Jacques Lacarrière de nous dire comment vivent les moines, les ermites, de l'intérieur, quels sont leurs univers, et aussi, ce qui n'est pas le moins surprenant, leurs origines.

Fidèle à sa méthode, de la description, il passe, de-ci, de-là, à la réflexion : sur l'art Byzantin « le reflet du ciel

sur cette terre », sur la liturgie orthodoxe, sur les fêtes, le culte des reliques, l'érémisme. Il comble ainsi ce qui est une lacune pour beaucoup : l'influence de Byzance sur la culture grecque.

Le deuxième chapitre est consacré à la « terre grecque ». Il nous mène successivement de la Crète de Cnosos, des Pallikares et du quotidien aux quatre faces du Péloponnèse.

A Epidaure, mélangeant le vécu et la réflexion, il fait le récit des représentations qu'il a données avec le groupe du théâtre antique de la Sorbonne. L'essentiel du chapitre est cependant consacré à des réflexions sur la tragédie grecque et à son importance dans la vie de la cité.

Mycenes, forteresse cyclopéenne, est aussi le lieu du matricide d'Oreste, fondateur d'un monde nouveau.

Peristera, village d'Arcadie est l'occasion d'évoquer l'occupation turque et la résistance grecque « cet hélienisme de l'ombre ».

Les sites de Nemée et du lac Stymphale, haut-lieux de la geste d'Herakles fournissent une introduction à la mythologie antique, à une interprétation des rapports entre les hommes et les dieux grecs.

Au-delà du golfe de Corinthe, Thèbes est moins celle d'Antigone que celle de l'ennui des modernes Ismene.

Delphes est moins celle de l'oracle « nombril du monde » que celle des milliers d'oliviers centenaires, symboles d'éternité.

La troisième partie raconte plusieurs séjours dans les îles, non les plus connues mais certaines des plus modestes pour mieux approcher et sentir le peuple sur ces terres d'exode, inhospitalières et dix fois pillées.

Le dernier chapitre est peut-être le plus important. Intitulé « l'autre Grèce », on ne sait s'il s'agit de la Grèce du peuple grec, chantant sa nostalgie dans les Rebetika, chants d'exil en Asie Mineure, de cette Grèce obscure qui perdure à travers sa langue ou de cette Grèce moderne qui revit grâce à ses poètes, revenus à la vérité de la langue démotique (la langue du peuple, par rapport à la langue savante que les lettrés ou les étrangers — les rois — ont essayé d'imposer en vain).

Complexe, divers, en raison même de la personnalité de son auteur à qui, dirait Montesquieu « rien de ce qui est grec n'est étranger », « L'été grec » donne en fait une étonnante impression d'unité : c'est toujours du même pays que l'on parle, des sites qui ont vu passer aussi bien Sophocle que l'occupant turc, les colonels, ou les touristes modernes ; des mots qui, à peu de choses près — étonnante permanence — veulent dire à peu près les mêmes choses. Ainsi, de Chypre qui, livrée à des occu-

pants divers pendant 32 siècles, possède toujours une langue et une culture grecques.

Il semble bien que cette permanence des mots, que Jacques Lacarrière ne cesse de noter dès qu'il en a l'occasion, donc de cette culture grecque à travers tous ses avatars soit la vraie originalité de la Grèce. C'est le principal mérite du livre de Jacques Lacarrière que de l'avoir montré, rendant ainsi une mémoire à un peuple qui semble à trop d'observateurs indigne de son passé.

Ainsi s'explique le sous-titre « une grâce quotidienne de 4000 ans ». Ce faisant, l'auteur a peut-être inauguré (ou redécouvert) en même temps qu'une nouvelle manière de voyager, une nouvelle manière d'écrire l'histoire : allier une sensibilité et une culture.

Alain DELCAMP

Plon éditeur.

(1) A. Breton - cité en exergue du livre.

● Les nouveaux papes de Jean Chélini

Depuis quelques années, on parle de « nouveau roman », de « nouveaux philosophes » pour marquer des orientations nouvelles au sein de genres littéraires ou de disciplines de pensée. Voici un livre qui reprend la même épithète pour caractériser l'orientation nouvelle de l'Eglise catholique depuis vingt ans. L'auteur n'a pas besoin d'être présenté aux lecteurs de cette revue qui ont lu souvent des articles de Jean Chélini. Notre ami cumule ici le talent du journaliste et la science de l'historien. Cet ouvrage en effet relève du journalisme dans la mesure où il a pour origine des chroniques d'actualité parues dans un quotidien marseillais qui a envoyé son collaborateur à Rome comme « envoyé spécial » pour « couvrir » le concile œcuménique de Vatican II et les conclaves de 1948 et 1978. Plusieurs de ces « Lettres romaines » sont reproduites ici et ce ne sont pas les pages les moins intéressantes d'un volume écrit d'une plume alerte, toujours vivante. Mais je ne m'attacherai pas à cet aspect journalistique, dont l'éloge ne serait pas valable pour un universitaire voué aux travaux d'érudition : ne reproche-t-on pas parfois aux journalistes de s'attacher aux événements superficiels sans avoir le temps de contrôler leurs sources ni d'approfondir leur exposé ? Mais précisément, Jean Chélini n'oublie pas qu'il est historien de profession et particulièrement informé des problèmes religieux : sa thèse de doctorat portait sur « la vie religieuse des laïcs du X^e au XII^e siècles » et il a été chargé, dans une collection universitaire dirigée par son maître Georges Duby, d'un ouvrage de synthèse sur « l'Histoire religieuse de l'Occident médiéval ». Cependant, cette spécialisation n'a pas fait oublier à Jean Chélini ses premières recherches sur la sociologie religieuse et l'époque contemporaine qu'il enseigne aujourd'hui à l'Université d'Aix-Marseille III. Aussi retrouve-t-on sous les qualités du journaliste celles de l'érudit conscient de ne pouvoir encore, faute de recul suffisant, écrire une œuvre historique valable.

Le cadre historique de ce livre est essentiellement biographique. Chacun des quatre pontifes de ces vingt dernières années est donc présenté dans ses origines et ses antécédents : Angelo Roncalli et J.B. Montini, Angelo Luciani et Karol Wojtyła. Mais, plus que l'anecdote et l'événement, les problèmes historiques sont dégagés et

exposés afin de montrer ce que ces papes apportent de « nouveau » à notre époque. *L'aggiornamento* voulu par Jean XXIII n'a pas été une vague momentanée appelée à refluer et le concile qu'il a convoqué sans pouvoir le mener à terme a opéré une véritable révolution pacifique dont les conséquences seront durables. On lira avec un intérêt particulier le chapitre sur la « Réforme de l'Eglise » où est présenté de façon claire et complète le fonctionnement de la curie et les paragraphes intitulés « la tiare et le pallium », « Pierre et César », que seul pouvait écrire un connaisseur averti de la papauté à travers les âges. On comprend bien en le lisant comment a pris fin l'ère constantinienne, au cours de laquelle l'Eglise s'appuyait sur l'Etat et trop souvent s'inféodait à lui au détriment du message évangélique. Mais l'historien se garde de polémiquer ou d'adopter des positions extrêmes. J'ai apprécié à cet égard ce qui est dit de l'affaire Lefèbvre : au-delà de la fondation du séminaire d'Econe et de l'occupation de Saint-Nicolas du Chardonnet à Paris, Jean Chélini nous montre les divergences profondes qui ont opposé l'ancien évêque de Tulle aux papes de l'après-concile et l'ont conduit aux bords du schisme : « Mgr Lefèbvre a fait partie de l'infime minorité de l'épiscopat qui s'est opposée aux grandes réformes conciliaires. Il a pris plusieurs fois la parole dans ce sens lors des sessions de Vatican II... Sur un ton très violent, il dénonce ces confrères dans l'épiscopat qui « se sont pris pour l'Eglise ». A ses yeux, ils ont tourné le dos à la véritable Eglise de toujours, lui ont donné de nouvelles institutions, un nouveau sacerdoce, un nouveau culte, un nouvel enseignement... Mgr Lefèbvre ne rejette pas tous les textes du concile, mais il s'arroge le droit de faire un tri dans l'enseignement conciliaire... A la limite, l'action du concile, qui est pour la papauté l'instrument inspiré par Dieu de la réforme de l'Eglise, devient pour Mgr Lefèbvre un complot organisé par les francs-maçons, les protestants et les catholiques libéraux pour démanteler l'Eglise ! » (p. 269-270). Cependant, Jean Chélini ne veut pas désespérer et souhaite que le prélat d'Econe recule devant un schisme définitif : « Chef de file des traditionalistes, il représente un courant respectable qui a sa place dans l'Eglise... Aumônier des cheuau-légers d'une contre-révolution qui se trompe de siècle et d'adversaire, il ne serait qu'un prêtre factieux à la tête d'une poignée de

fanatiques... Je ne crois pas que Mgr Lefebvre veuille finir ainsi,... séparé de cette Eglise catholique dont il ne cesse de répéter qu'hors d'elle il n'y a pas de salut » (p. 272). On le voit, l'historien objectif qu'est Jean Chelini n'hésite pas à l'occasion à s'engager avec clairovoyance et pondération. Ses « nouveaux papes » s'orien-

tent vers les temps nouveaux, mais sans renoncer aux fidélités nécessaires.

J.R. PALANQUE

Editions Jean Goujon, Paris.

● Jésus parmi nous de Georges Sonnier

Il est assez fréquent, depuis quelques années, que des personnalités touchées par la renommée — littéraire, socio-philosophique, scientifique, et même politique — étalent au grand jour leur exacte position vis à vis du christianisme et en tirent matière d'un livre. Mais il est rare, lors même qu'il s'agit de sincères professions de foi, que le « ce que je crois » n'implique pas un tri dans le Nouveau Testament, si ce n'est pas un inflexionnement dans le sens des conceptions personnelles de l'intéressé ou dans celui des idées en vogue.

On s'attend donc, en ouvrant le « Jésus parmi nous » de Georges Sonnier à quelque chose de similaire, c'est-à-dire à une promenade dans les états d'âme et d'intellect de l'auteur, à la lumière des évangiles, certes, mais après un choix sélectif et discursif des vérités lui paraissant bonnes à retenir dans les Synoptiques et le récit de Jean.

La surprise est complète. Ici, aucune tentative d'inféoder à soi-même son sujet. Aucune volonté d'apporter de l'eau à quelque moulin idéologique que ce soit. Aucun étalage non plus d'une érudition propre à étayer l'adhésion par des preuves matérielles. Rien que « l'appréhension » de l'Evangile par un homme moderne, et la démonstration du même coup de sa pérennité et de la constance de sa contemporanéité.

Car, « dans la dimension évangélique, la temporalité n'existe pas : la vie de Jésus continue à se passer aujourd'hui ; c'est l'homme qui n'est plus présent à Dieu », ainsi que l'a dit dans une interview Georges Sonnier (1).

Mais lui, l'écrivain passionné de montagne, qui, de « Meije », du « Combat Singulier » et à « Eiger » (2), a consacré la partie essentielle de son œuvre à l'exaltation d'un alpinisme spiritualisé, répond mentalement à l'appel du maître qu'il a reconnu, comme l'ont fait physiquement d'abord les premiers disciples, laissant là leur barque et leur filet pour mettre leurs pas dans les siens. Et il laisse là toute littérature pour dire les mots jaillis du cœur d'un homme qui, au 20^e siècle finissant, s'ouvre à un message vieux de 2000 ans. Message qu'il recueille comme on puise de l'eau fraîche dans sa main pour étancher sa soif après une longue marche aride. Il écoute en lui-même le retentissement et se le commente, avec une émotion retenue qui n'est jamais sentimentalité, un éblouissement, pourrait-on dire, mais sans jamais décoller de l'analyse précise et rationnelle des paroles et des actes du Christ et de leur impact sur une conscience en 1980.

Et, pris du désir de tout connaître et de tout dire de lui, sans jamais exclure sa divinité — mais ceci échappe aux commentaires, il tente de suivre en esprit l'homme-Jésus jusque dans les arcanes de ses pensées et les minutes obscures de sa vie terrestre. Car, de celles-ci, les évangélistes n'ont somme toute rapporté que les fulgurances, ce qui l'a distingué de tous et leur a fait discerner en lui le Messie. Les paraboles, les sermons, les miracles, les réponses aux scribes et aux pharisiens apparaissent comme des traits de feu tombant du ciel. G. Sonnier surprendra peut-être en leur cherchant une doublure de raisonnements humains. Mais ce qui pourrait paraître présomptueux s'impose finalement comme parfaitement logique et conforme au dogme : Jésus fait homme a voulu l'être intégralement et dans toutes les contingences. Son cerveau humain émettait des raisonnements humains, même si leur motivation dernière était d'essence divine. Cet asservissement aux logiques terrestres lui était nécessaire pour rencontrer à leur niveau ceux qu'il voulait attirer ou combattre, dont il voulait déjouer les manœuvres ou au contraire amener à le condamner pour que s'accomplissent les prophéties.

Cette conception permet à Georges Sonnier d'éclairer avec force et finesse à la fois la psychologie des personnages entourant Jésus et de jeter sur certains d'entre eux — en particulier sur Marthe et sur la Madeleine — un jour neuf et original.

Et de même qu'il cherche à reconstituer la pensée de Jésus dans ses contingences circonstancielles et son humanité, pris du désir de tout savoir et de tout dire de lui, il tente aussi, lissier patient, de tisser les mille points de sa quotidienneté terrestre. N'ajoutant rien que puissent contredire les récits évangéliques et s'appuyant de très près sur eux, il s'ingénie à en reconstituer le contexte. Ceci sans jamais verser dans l'attendrissement saint-sulpicien ou la dramatisation théâtrale. Mais avec un respect qui l'amène à museler les dons marquants de styliste révélés dans ses récits de montagne, usant de mots purs et clairs comme l'eau, simples et indispensables comme le pain. Des mots que leur humilité même rend profondément émouvants, qu'il s'agisse de la notation d'une atmosphère autour du Christ par une nuit paisible sous les oliviers, d'une halte chez Marthe et Lazare pour un frugal repas, ou de la collation auprès du lac quelque temps après la résurrection.

Non seulement Georges Sonnier exprime avec les

moyens les plus sobres la beauté dépouillée de ces moments, mais ils irradient sous sa plume comme une chaleur de bonheur et d'amitié. Deux mots clés peut-être dans sa pensée. Car, si l'Évangile est « un livre d'amour », n'est-ce pas par l'amitié, au sens le plus haut et le plus pur du terme que Georges Sonnier se sent lié à Jésus, et qu'il a découvert comme il l'a dit, que sa règle de vie est « géné-

ratrice de bonheur ».

Marianne LETONDAL

Editions Albin Michel

(1) *France Culture* - 16 Avril 1980.

(2) cf *France-Forum* d'avril-mai 1978.

● Au temps de Machiavel

La collection *La Vie quotidienne* chez Hachette se situe parmi les séries historiques, les mieux connues du grand public et les plus appréciées. Les lecteurs savent ce qu'ils y trouveront, des chapitres denses, concrets sur les mœurs, us et coutumes des hommes d'un lieu et d'une époque donnés. Ceux qui ouvriront *La vie quotidienne en Italie au temps de Machiavel, Florence et Rome* (Hachette, 348 p.) risquent de ne pas s'y reconnaître, car l'auteur Paul Larivaille est largement sorti du moule pour une investigation plus hardie et plus originale, mais qui déroutera un peu le lecteur habitué de la collection. Déjà *Dans la vie quotidienne des courtisanes en Italie au temps de la Renaissance*, il avait débordé le cadre strict du genre pour s'attacher à un groupe social, particulièrement intéressant à cette époque et dont il avait fait le révélateur d'une civilisation toute entière. La tentative a réussi, la matière il est vrai, était piquante, la mise en œuvre fut ingénieuse. Cette fois, l'auteur se lançait dans une entreprise plus difficile encore, la lecture d'une période de l'histoire de la péninsule, en gros celle qui va de 1460 à 1530, au travers de la vision d'un homme Nicolas Machiavel : un peu plus d'un demi-siècle fertile en événements éclairé par l'œuvre d'un esprit étincelant, mais contesté par ses contemporains comme par la postérité. Paul Larivaille aime les gageures, ce qui n'est pas pour me déplaire. Il semble réussir dans la témérité.

MACHIAVEL COMME FIL CONDUCTEUR

Il a construit son livre avec beaucoup d'intelligence. Si la pensée de Machiavel constitue le fil conducteur de l'œuvre, et aide le lecteur à mieux comprendre les phénomènes décrits, le procédé n'a rien de rebutant. Un seul chapitre central offre un caractère, surtout biographique, sociobiographique plus exactement. Si Paul Larivaille s'attache au « cas Machiavel », c'est plus au représentant d'un univers mental, celui de l'intellectuel, de l'humaniste au service de la cité, qu'à l'historiographie propre du personnage. Le livre, et je rassure tout de suite les lecteurs potentiels, n'est pas un nième essai sur le machiavélisme. Il s'agit plutôt de l'histoire de l'humanisme et de la Renaissance dans les deux plus importants foyers de la péninsule aux yeux de Larivaille. Florence et Rome, selon une perspective bienveillante et critique à la fois. L'auteur aime Machiavel, s'intéresse passionnément à cette période, mais s'avère sans complaisance ni complicité avec l'un ou avec l'autre. Sans être dans le titre, les Médicis font la chaîne plus souterraine du livre,

celle qui unit Florence à Rome. Puisque si Côme et Laurent dominent Florence avant de la perdre, les papes Médicis Léon VII et Clément VII rétablissent la puissance de leur famille en Toscane. Machiavel, les Médicis font de ce livre beaucoup moins qu'une histoire de la vie quotidienne — car beaucoup de chapitres y manqueraient au jugement des historiens marxistes de la culture matérielle — mais beaucoup plus que cela, une fresque de civilisation dont le canevas économique a été fortement dessiné par un auteur, très préoccupé par la lutte des classes.

L'ITALIE ECLATEE

Il est hors de question de résumer un pareil livre, plein de vues originales, de remarques pertinentes et nuancées. Mais il faut en retenir les quelques thèmes qui reviennent comme les leitmotiv et donnent leur signification à l'ensemble de la partition. D'abord l'auteur, à la suite de Machiavel — l'on mesure ainsi l'importance du fil conducteur machiavélien — souligne l'état de morcellement et de faiblesse de l'Italie, à la fin du XV^e et au début du XVI^e siècle. L'Italie demeure une pure expression géographique. Les États du pape la prennent en écharpe, sans la réunir. Les principautés s'opposent dans des luttes stériles, personne n'arrive à imposer son autorité. La fin de la prospérité bancaire des décennies précédentes prive les Médicis des moyens de leur politique et après la mort de Laurent, Florence, pour un temps, cesse de jouer un rôle de leader. Les forces militaires des villes et des principautés sont faibles, mal aguerries, mal équipées. Les mercenaires qui les composent sont ménagères de leur sang. L'arrivée des Français en 1494, qui font la guerre avec fougue et technique, qui disposent d'une cavalerie et d'une artillerie puissante, détruit l'équilibre des forces dans la péninsule, désormais livrée à la rivalité entre François I^{er} et Charles-Quint. Si Alexandre VI, Borgia et Jules II reconstituent la puissance de l'État pontifical, le sac de Rome par les Impériaux en 1526, marque la fin de l'indépendance relative du pape qui repasse dans la sphère d'influence de l'empereur. Au milieu du XVI^e siècle, l'Italie éclatée est devenue un objet de convoitise entre les grandes puissances européennes.

« MONDANISATION » ET RESPONSABILITE DE L'EGLISE

Dans tous ces malheurs, Machiavel voit la responsabi-

lité de l'Eglise de Rome et Larivaille, sans l'approuver tout à fait, paraît abonder dans ce sens. D'abord Machiavel souligne que si le pape n'a jamais été assez puissant pour dominer l'Italie, il s'est toujours opposé à ce qu'un autre s'y emploie. Il est donc responsable de la désunion de la péninsule et de sa faiblesse, par sa politique brutale, affreusement personnelle et familiale comme celle des Borgia, ou louvoyante mais familiale aussi comme celle des papes Médicis, Léon X et Clément VII. La « Mondanisation » de l'Eglise a entraîné simultanément un abaissement général de la moralité et de la religion, la corruption universelle des mentalités : « Par l'effet des mauvais exemples qui lui viennent de la cour de Rome, l'Italie a perdu toute dévotion et tout sentiment religieux, ce qui entraîne une infinité de dérèglements et de désordres », affirme Machiavel, comme un écho au propos d'Erasme qui dénonce la corruption des papes « qui crucifient le Christ une seconde fois par leur vie scandaleuse ».

Mauvaises mœurs, concussions, simonie, cruauté sont les couleurs dominantes du tableau que trace l'auteur de l'Eglise romaine au XVI^e siècle. Certes, il signale néanmoins l'attachement général et durable des Italiens au catholicisme, considéré comme un patrimoine national qui n'est pas remis en cause, d'où l'échec du luthéranisme dans une péninsule viscéralement catholique. Mais j'aurais aimé un inventaire beaucoup plus détaillé de ce catholicisme populaire dont l'auteur reconnaît qu'il a fourni une centaine de saints entre 1400 et 1520 dont au moins une moitié de religieux, de cette « religiosité des masses italiennes » qui se pressent aux sermons des prédicateurs. Ses trois ou quatre pages consacrées à ces aspects plus lumineux de la vie religieuse du temps sont nettement insuffisantes par rapport à la masse des documents complaisamment rassemblés sur la paillardise des clercs !

UNE CIVILISATION COURTISANE...

Morcelée, démoralisée, en proie à l'oppression de ses farouches vainqueurs, qui tour à tour, l'occupent, la

ravagent et la pillent, l'Italie est simultanément le lieu d'épanouissement d'une admirable civilisation fondée sur le réveil de l'humanisme et l'imitation des anciens. La Renaissance porte alors ses plus beaux fruits, dans cette terre fertilisée par le mécénat des papes et des princes. L'artiste dont le niveau social n'a pas cessé de monter se transforme en courtisan, ce qu'avait déjà été Botticelli, ce qu'incarne parfaitement Raphaël. Venu à Rome à vingt-cinq ans, vers 1508, cet ancien élève de Verrochio, devient le peintre officiel de la papauté et de la Rome pontificale. Accablé de fonctions, de titres et de pensions, il vit comme un prince, mais son œuvre répond à la vision politique de ses commanditaires. Au Vatican, ses fresques illustrent admirablement la volonté d'équilibre et les visées politiques des papes humanistes. La farouche indépendance de Léonard de Vinci, ou le génie supérieur de Michel-Ange ne peuvent enrayer les progrès de cette civilisation courtisane, dont Baldassare Castiglione a tracé le guide et qui s'impose à tous, même à Machiavel, l'intellectuel impénitent attaché à la République qui voulait apprendre au prince à gouverner sans partage, tout en réservant son propre quant à soi. Il a été pris à son piège, sans pour autant en tirer profit.

... ET SES VICTIMES ?

L'auteur conclut ce tableau fortement contrasté en montrant les victimes de la Renaissance, ceux à qui ses yeux en ont payé le prix. Les classes subalternes des villes, petits artisans, ouvriers, manœuvres, plus encore les paysans ont été les exclus de l'humanisme, les exclus de cette nouvelle civilisation de privilégiés qui ont réussi la richesse et la bourgeoisie de l'art de vivre des aristocrates. C'est dit avec force sans trop d'agressivité et c'est utile pour la réflexion, même si les liens de cause à effet entre la Renaissance et la paupérisation des campagnes ne sont pas aussi mécaniques que voudrait le dire l'auteur. Un livre, riche, dense et suggestif, parfois sujet à controverse et de ce fait encore plus nécessaire à connaître.

Jean CHELINI

● Les parcs nationaux de Claude Lachaux

Il vient de paraître un « Que sais-je ? » consacré aux parcs nationaux. L'auteur, Claude Lachaux, est inspecteur des finances et membre du Conseil d'administration du parc national de Port-Cros.

En 126 pages, il a rassemblé une vaste documentation tout en se livrant à une réflexion personnelle sur un sujet qu'il n'était cependant pas facile de traiter sans recourir à la photographie.

C'est le Congrès américain qui, en 1872, a ouvert la voie en créant Yellowstone, « parc public et zone de

loisirs, au bénéfice et pour l'agrément du public ». Cependant que les Etats-Unis renouvellent l'expérience avec deux nouveaux parcs en 1890, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, les Indes britanniques suivent l'exemple américain. Au début du XIX^e siècle apparaissent en France et en Allemagne des préoccupations de même nature qui aboutissent avant la guerre de 1914 et dans l'entre-deux-guerres à quelques réalisations au demeurant assez timides. La Suède et la Suisse sont en Europe, les véritables pionniers en la matière. L'Union soviétique crée deux premiers « zapovedniki » ainsi que deux autres réserves dont celle d'If-

men dédiée, naturellement, dès 1920, à Lénine. La Belgique au Congo, l'Italie dans la péninsule et en Somalie, la France à Madagascar et en Indochine, la Hollande à Java, les Britanniques en Afrique, successivement toutes les nations européennes instituent des parcs ou des réserves dans leurs colonies tandis que les Etats-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie accentuent leur effort antérieur. Claude Lachaux explique le rôle pionnier des pays anglophones par l'éthique protestante qui met l'accent sur le respect dû à l'œuvre du Créateur.

Il existe environ 1400 parcs nationaux de par le monde, dont 6 seulement en France où ils coexistent, il est vrai, avec des parcs régionaux et des réserves. C'est à partir de 1957 que le législateur français s'est préoccupé d'instituer un cadre juridique capable de favoriser la création de tels parcs et réserves. Préserver la flore et la faune, assurer aux citoyens le contact avec la nature, ouvrir à certaines régions de nouvelles voies de développement, telles ont été les préoccupations du législateur. A côté des 6 parcs nationaux proprement dits, on trouve 22 parcs régionaux et 41 réserves officielles. Claude Lachaux indique, avec une grande abondance de détails, les caractéristiques qui distinguent ces différentes catégories les unes des autres, ainsi que leurs conditions de création, d'organisation et de gestion.

Il se livre, à partir de l'inventaire de l'O.N.U., à une étude pareillement fouillée des parcs nationaux et des réserves existant dans le monde.

Petit livre sans doute. Mais qu'on n'aille pas croire qu'il s'agisse d'une brève et superficielle présentation de quelques parcs. Du tout : en 126 pages, l'auteur a engrangé une multitude d'informations. Le lecteur apprend ainsi que le parc régional d'Armorique a été créé le 30 septembre 1969, qu'il concerne 29 communes et 33.000 habitants, qu'il a une superficie de 65.000 hectares et que son adresse administrative est à Daoulas ; qu'il y a 170 parcs en Afrique dont la superficie totale est de 34 millions d'hectares ; qu'il y en a 356 en Amérique du Nord et qu'ils y couvrent 37 millions d'hectares ; que les parcs canadiens accueillent 2 millions de visiteurs et les parcs américains plus de 20 millions ; que le parc national des Uvirungu au Congo (ancien parc national Albert) est remarquable par sa faune (gorille de montagne et

okapi) et par ses paysages (hauts volcans, montagnes aux neiges éternelles, grand lac Amin) ; que le parc de Kaziranga en Inde donne à ses visiteurs la possibilité de voyager à dos d'éléphant et de photographier tigres, léopards, sangliers, rhinocéros, etc... On aura compris qu'au fil des pages le lecteur bénéficie d'un véritable foisonnement d'informations de toute nature. Rien ne manque.

Et cependant, il ne s'agit pas d'un guide touristique. Claude Lachaux consacre tout un chapitre aux objectifs qu'ont eu en vue ceux qui ont institué ces parcs et ces réserves. Il en souligne la diversité : conservation et restauration de la faune et de la flore, recherche scientifique, satisfaction des aspirations de la population, etc... Il examine les difficultés et les dilemmes à résoudre : présence de l'homme (paradoxalement le succès populaire d'un parc risque de créer les conditions de sa dégradation et de sa destruction), préservation des équilibres naturels ou protection des espèces (l'évolution naturelle laissée à elle-même peut aussi bien conduire à la disparition de certaines espèces), financement par le contribuable ou par l'usager, dévolution de la propriété foncière, etc...

En conclusion, Claude Lachaux souligne le risque de voir les parcs se multiplier sur le papier sans que dans la réalité, la protection dont ils devraient bénéficier soit effectivement assurée.

Un livre comme on les aime : clair, bref, précis, un livre écrit en langue exempte de toute vaine obscurité terminologique, un livre qui tient ses promesses et qui de surcroît met l'accent sur un vrai problème de notre temps : quelle flore et quelle faune léguerons-nous à nos descendants ?

Au fil des pages, le lecteur peu à peu vient à se poser une autre question : quelle humanité léguerons-nous à ces mêmes descendants ? Songeant à certains peuples victimes de génocides, on se prend à regretter qu'on n'ait pas songé à les faire bénéficier des protections que l'on tente ici et là d'instaurer au profit des espèces animales.

D.A. KERGAL

Editions P.U.F. collection Que sais-je ?

● La pauvreté, richesse des peuples d'Albert Tévoédjré

Albert Tévoédjré cumule de nombreuses expériences, la plupart liées au développement de l'Afrique Noire et, plus largement, du Tiers-Monde. Il est aujourd'hui à Genève directeur de l'Institut International d'Etudes Sociales et Directeur Général adjoint du Bureau International du Travail. Il assume également les fonctions de Secrétaire Général de l'Association Mondiale de prospective sociale (A.M.P.S.). « La pauvreté, richesse des

peuples » révèle un homme qui, loin de rester un expert, est un véritable humaniste, un moraliste, au plus beau sens du terme. Le double patronage qui ouvre le livre (1) en illustre bien l'esprit : l'avant-propos de Yan Tinbergen, prix Nobel d'économie, est un garant de compétence et de probité intellectuelle ; la préface de Dom Helder Camara témoigne de l'inspiration spiritualiste, prophétique même, à laquelle l'auteur se veut fidèle.

Plus que l'originalité de la pensée, cette jonction de l'esprit et du cœur fait le prix de l'ouvrage.

Fondé sur la distinction traditionnelle entre l'être et l'avoir, il n'en reste pas au niveau des spéculations, bien plutôt, il concourt à montrer que seuls les principes éthiques peuvent assurer un développement économique, social, culturel stable et harmonieux, un développement pour l'homme, non contre lui. Partant de la réalité du Tiers-Monde, et non point de principes abstraits, l'auteur analyse avec lucidité la « déraison du mimétisme », le rôle créateur du développement rural, du partage du savoir, la nécessité du retour à la valeur d'usage.

Dans l'ensemble, les réflexions sur la pauvreté, le pouvoir, l'autonomie sont excellentes, et, dans la bouche d'Albert Tévoédjré, le mot de solidarité revêt une saveur concrète habituelle. Par contre, les considérations sur les modèles économiques et les réalités internationales sont trop rapides, quelle que soit la justesse des intuitions. Il

● Images de France

Merveilleuses images d'un merveilleux pays que nous présentons mille albums plus beaux les uns que les autres. Images d'hier et d'avant-hier, images d'aujourd'hui, toutes concourent à ravir l'œil et à stimuler l'esprit. L'air de France rend libre et léger. Enrichissons nos cœurs à feuilleter ces répertoires de beauté, vivants témoignages de l'intelligence avec laquelle les générations qui nous ont précédés ont su mettre en valeur notre patrimoine initial.

Anne Gael et Serge Chirol ont mis en page *Châteaux et sites de la France Médiévale* (Hachette-Réalités, 294 p., de très nombreuses illustrations en couleurs, textes de Colette Gouvion) réhabilitant ainsi l'architecture militaire du Moyen Age, moins connue et pourtant aussi riche et aussi diverse que l'architecture religieuse. Le temps des cathédrales a été aussi celui des châteaux et le médiéviste que je suis a découvert certains d'entre eux en parcourant cet excellent album qui contient des photographies saisissantes de qualité.

Claire Pourrat continue la réédition de l'œuvre de son père, Henri Pourrat, en publiant le troisième volume du Trésor des Contes, *Au village* (Gallimard, 425 p.) après *Le diable et ses diableries* et *Les Brigands* parus en 1977 et 1978. Ce tome contient 161 récits et textes inédits qui mettent en scène villageois, artisans ruraux, fêtes et activités des campagnes françaises, du moyen âge à l'orée de notre époque. L'intérêt de la lecture se maintient constamment, tout comme pour le beau recueil de René Nelli sur *Troubadours et Trouvères* (Hachette, Massin, 168 p. 129 illustrations en couleurs, bibliographie et discographie). Nelli décrit et explique ce monde des conteurs « courtois » du XII^e siècle qui réintroduisent dans la société occidentale l'amour comme jeu et comme

faut aussi regretter le caractère composite du stock des très abondantes citations, générateur d'un amalgame trop artificiel de cultures et de pensées. Qui trop embrasse, mal étreint... Tévoédjré n'a pas le souffle d'un Illich, mais il évite avec bonheur les affirmations préremptives d'un Dumont, sans lui céder en rien quant à l'audace des propositions.

Une réflexion neuve, donc, en dehors des cadres établis, sur les problèmes du développement — un domaine où, plus qu'ailleurs, il faut (exigences contradictoires) être à la fois global et précis.

« Pour agir (disait Columelle), il faut d'abord savoir, ensuite il faut vouloir, enfin il faut pouvoir ». Remercions Albert Tévoédjré de nous aider à savoir mieux et à vouloir davantage.

Benoît VERMANDER

(1) Ed. *Economie et Humanisme, les Ed. Ouvrières, 1978, 207 p.*

duel, initiateurs de ces rapports subtils qui depuis régissent la relation entre hommes et femmes dans la civilisation européenne et ses imitations.

Roland Villeneuve s'attaque à un aspect plus sombre de notre civilisation en consacrant un livre aux *Procès de sorcellerie* (Payot, Bibliothèque Historique, 248 p.). L'auteur brosse une fresque étonnante par les aspects mêmes de son réalisme fantastique. Appuyé sur un appareil critique solide, son ouvrage révèle dans quelle aura mystérieuse et dans quelle psychose de terreur se développaient ces phénomènes. Avec le recul du temps, ces procès prennent un relief aussi bizarre que fascinant. On peut se demander s'il existait réellement des bataillons de magiciens, des armées de sorcières, acharnés à la perte de l'univers chrétien. Et si, de leur côté, les juges, souvent crédules, cyniques ou prévaricateurs avaient pleinement conscience du rôle écrasant et des responsabilités qu'ils osaient assumer. L'accueil des témoignages les plus douteux, l'atmosphère morbide des cachots, les étranges procédés de l'interrogatoire, le recours à une torture aux prolongements raffinés excitent l'imagination à la façon des romans noirs. Mais ici, la réalité dépasse, et de loin, toutes les fictions littéraires. L'homme jette le masque et apparaît dans toute sa haine, sa bêtise et sa lubricité.

Du sentiment des juges en la matière, la réédition du *Discours exécration des sorciers* (Laffitte-Reprints Marseille) d'Henri Boguet, grand-juge au tribunal de Saint-Claude, à la fin du XVI^e siècle, nous donne la matière et la mesure. Ce petit juge local s'illustra dans la poursuite acharnée des sorciers ou sorcières présumés. Si comme le démontre Maxime Préaud dans sa préface, il n'envoya pas au bûcher les six cents victimes qu'on lui prêtait généreusement, mais une vingtaine seulement, il

demeure exemplaire de la cruelle manie d'un certain nombre d'hommes de robe de son temps, crédules et sanguinaires à la fois, morbidelement fascinés par les manifestations supposées du démon à travers ses serviteurs. Un document passionnant.

Mais l'actualité de l'édition continue à nous fournir abondamment ces images à mi-chemin du passé, qui correspondent à un goût profond du public. Rappelons l'intérêt de l'album de J. Beausoleil, Muriel Brunhes-Delamarre et Joël Cuenot, *Les archives de la Planète : la France* (Joël Cuenot et Hachette-Réalités), qui reproduit les autochromes commandés par Albert Kalin dès 1910. Ce recueil de 130 pages dont 80 reproductions de ses premières photographies en couleurs, nous restitue l'image disparue aujourd'hui des dernières années de la France villageoise et rurale du siècle dernier.

Dans ce même effort de redécouverte Michel Raclot présente *La vie d'une campagne au siècle dernier* (Editions J.P. Gyss, au Souffle du terroir, 225 p. de très nombreuses reproductions de documents d'époque), il s'agit ici de trouée de Belfort. Très bien documenté, ce livre répond à notre curiosité sur la vie quotidienne de nos grands parents à la fin du siècle dernier. Notons deux intéressants recueils de reproductions. L'un de photographies de fillettes de l'époque victorienne, dû au talent et aux phantasmes du Révérend Charles Dodgson, alias Lewis Carrol, mathématicien distingué, professeur au Christ Collège d'Oxford, mais plus connu comme l'immortel père d'*Alice au Pays des Merveilles* ! L'autre est un album de *Costumes parisiens, Journal des Dames et des modes*, vol. 1 1912-1913 qui ravira nos compagnes, mine inépuisable de trouvailles rétro (les deux albums chez Chêne — E.M. Ricci).

Dans ce passé d'hier, retenons aussi *La Classe ininter-*

rompue (Hachette-Littérature, 436 p.). Quatre récits signés successivement par quatre instituteurs de la même famille, les Sangre, qui de la fin du XVIII^e siècle jusqu'au début du XX^e siècle, ont tous fait la classe et consigné leurs observations dans ces cahiers que présente Mona Ozouf. Bertrand Sandre, l'arrière grand-père, écrit à Gênes, en 1798, une « Histoire de ma vie ». L'arrière petite-fille, Marie Sandre, a quatre-vingts ans lorsqu'en 1961, elle répond à une enquête menée auprès des instituteurs retraités de la III^e République. Entre Bertrand et Marie, Baptiste, fils du premier, Joseph, père de la seconde, rédigent eux aussi la chronique de leur existence. La passion d'écrire, qui court d'une génération à l'autre dans la famille Sandre, nous vaut aujourd'hui un trésor. C'est notre histoire contemporaine même, plus frappante encore d'être à l'intérieur d'une seule famille, écrite avec le sang et l'encre.

Jeanne Laffitte vient de réimprimer avec bonheur le livre de Stephen d'Arve, *Miettes de l'histoire de Provence* (Laffitte-Leprints, 514 p.) paru en 1902 à la Librairie Ruat de Marseille. Deux parties partagent ce recueil, *Les fêtes de Noël provençales* et *les Coulisses de l'Histoire*. La première retiendra l'intérêt de nos lecteurs car elle cristallise les traditions au début du siècle, tout en se désolant, déjà, sur leur disparition...

La seconde, plus pittoresque encore, présente quelques portraits de provençaux, célèbres et originaux, des profils d'évêques provençaux, intéressants pour la petite et la grande histoire, une histoire du tambourin, une monographie sur la légende de la Tarasque de Tarascon, des portraits de Marseillais célèbres, de marins, d'acteurs et un dernier chapitre sur les supplices et les mises à mort en Provence qui fera frémir les cœurs sensibles !

Jean CHELINI

● Le décideur de Bertrand Saint-Sernin

Tenter d'évoquer les opérations élémentaires effectuées par tout décideur individuel et en même temps essayer d'analyser les instruments dont dispose un décideur et les valeurs dont il s'inspire quand il exerce cette autorité que confère un pouvoir — par exemple dans le domaine administratif — constitue une tâche ambitieuse que les seules analyses épistémologiques ne peuvent prétendre épuiser ; et c'est à l'essai philosophique que revient alors le mérite de s'insérer peu à peu dans une réalité aux contours mouvants parfois insaisissables mais si humains finalement.

Trop humains diraient certains — qui au nom de l'objectivité des sciences humaines — peuvent nier un type d'approche qui a le mérite de toujours rester fidèle à ce qui est proposé en guise de conclusion par l'auteur lui-même : « l'âme est précaire, c'est une virtualité qui s'incarne ou ce n'est rien. Une parole n'est prophétique

que si elle est pertinente pour le corps : un message qui ne passe ni dans le sang, ni dans les nerfs, ni dans le cœur, n'incarne rien, n'individue rien. Bref, il nous faut une « langue de l'âme », selon l'expression d'Armel Guerne : « langue maternelle, nourricière, dans laquelle nous pouvons renaître, elle use des mots les plus simples, les plus familiers, pour désigner des puissances endormies, des authenticités captives, des vérités oubliées ». Elle ne parle pas d'un autre monde : elle dévoile ce qui est, sans que nous sachions d'où lui vient ce qu'elle nous dit » et encore « La notion : âme, désigne cette finalité non plus externe mais interne de l'action, ce but intérieur que la multitude des tâches nous fait oublier et qui pourtant, constitue la mesure de toute la vie ».

C'est à partir de ces principes que Bertrand Saint-Sernin essaie d'explorer les méandres, et mille présupposés

de la décision dans un contexte de crise de civilisation dont il témoigne ainsi « l'esprit du temps n'affecte directement ni notre existence concrète, ni nos objectifs ». Ce qu'il oblige à considérer, c'est l'homme lui-même comme acteur historique et comme personne et encore : « Il y a dans les sociétés modernes, une sensibilité errante qui cherche des objets et des buts où s'investir. De là viennent sans doute la fragilité affective des sociétés industrielles et l'angoisse qu'elles libèrent ».

Dans un contexte qui interdit désormais au matérialisme dialectique de jouer le rôle d'une philosophie de la nature physique ou biologique — « parce que ses conceptions fondamentales n'ont pas été ratifiées par les sciences et que bien plus elles ne peuvent être ni confirmées ni infirmées par elles, car elles sont ontologiques et métaphysiques plutôt qu'expérimentales et scientifiques » — l'ascension incontrôlée de nos pouvoirs allant de pair avec un obscurcissement de nos fins. « L'incessante transformation du monde en faisant vieillir les assises du temps nous accorde à réinventer l'homme, c'est-à-dire à le retrouver ». Et c'est alors qu'en retrouvant aussi « l'éminence de l'instant, le caractère sacré du présent », on ne justifie pas nécessairement la jouissance ou le divertissement mais on prive en tout cas « les tyrans de leur appel terroriste au futur ».

Si notre univers spirituel est celui des valeurs et des préférences, « les choix véritablement individuels sont en deça des décisions ; ils expriment plutôt la forme tou-

jours singulière que prend l'engagement d'un être, son rapport à l'existence et à la liberté, son individualisation ».

Si bien que dans cette perspective, et à tous les niveaux, peut et doit jouer cette inspiration évoquée avec tant de justesse : « l'inspiration est d'abord de paix : elle a pour condition nécessaire une cessation de ces tumultes de servitude. Il nous faut des filtres et comme une police de silence : l'inspiration, c'est d'abord une puissance de refus, une volonté de ne pas céder aux fantasmes... Qui trace en nous l'osier de ces filtres, qui arrête ces sables et ces algues de la douleur ? les orgueilleux de l'ombre se fortifient de notre courage. L'inspiration n'est pas une parole mais un discernement du silence, un art de distinguer les signes et les voix de la réalité et les indices ou les traces de nos blessures et de nos attentions, l'inspiration ne s'apprend pas, ne s'éduque pas ; il est en revanche possible de diminuer l'importance relative de l'esclavage ».

Reste à apprendre à administrer, ce qui est une autre histoire bien que directement « inspirée » par ces orientations générales.

Un essai bien écrit qui a le mérite de la sincérité.

Anne-Marie LAVAUDEN

Gallimard

Quelques lectures pour les vacances

- *Fort Saganne* par Louis Gardel, Ed. du Seuil
- *Quel beau dimanche* par Jorge Semprun, Ed. Grasset
- *Fleur de péché* par Geneviève Dormann, Ed. du Seuil
- *Les fillettes chantantes* par Robert Sabatier, Ed. Albin-Michel
- *La follia* par Roger Grenier, Ed. Gallimard
- *L'horloge sans aiguille* par Carson Mc Cullers (traduit de l'américain), Ed. Stock
- *Ils voyageaient la France* par Barnet et Gurgand, Ed. Hachette
- *Le système E.P.M.* par François de Closets, Ed. Grasset
- *Les guerres de religion* par Pierre Miquel, Ed. Fayard
- *Naissance de l'Homme* par Robert Clarke, Ed. du Seuil
- *Trente mille jours* par Maurice Genevoix, Ed. du Seuil
- *Un certain 18 Juin* par Maurice Schumann, Ed. Plon
- *Rome* par Jacques Nobecourt, Ed. du Seuil (Petite planète)
- *François Mauriac* par Jean Lacouture, Ed. du Seuil

Le Pape et les Français

par Etienne BORNE

Si avant, pendant et après la visite du Pape en France se sont manifestées maintes réticences et interrogations, il faut en chercher les raisons assez profondes moins dans la circonstance que dans certaines constantes proprement françaises. Qui ne se souvient de Verlaine donnant son congé, après un moment d'attendrissement, au temps de Louis Racine : « Non, il fut gallican ce siècle et janséniste ». Or, par delà des limites de temps et des étroitesse d'esprit, il pourrait bien y avoir quelque chose d'irréductiblement gallican et janséniste dans notre génie national ; fatalité qui ne le prédisposerait guère à être fasciné par les prestiges de ce triomphalisme baroque dans lequel les cléricatures françaises ont depuis toujours une fâcheuse propension à voir la plus visible figure de la Rome pontificale. Aussi faut-il être généreux à l'égard d'objections et de réserves déplorablement fabriquées et hargneuses en les expliquant par une plus noble et plus historique sensibilité, gallicane et janséniste.

La laïcité de l'Etat qui oppose un principe d'indépendance et de souveraineté, aux possibles entreprises temporelles du pouvoir spirituel, tel est, modernisé et bien reconnaissable cependant, le gallicanisme d'aujourd'hui. Et on ne pourra pas ne pas se demander si recevoir le Pape dans un vaste déploiement de pompes officielles, avec le concours empressé autour de lui des représentants de presque toutes les formations politiques, n'est pas contraire à cette charte de séparation entre l'Eglise et l'Etat, dans laquelle les pères fondateurs du début de ce siècle, annulant la visite pour raisons concordataires du dernier pape venu en France, voyaient l'acte de naissance d'une République enfin républicaine.

Notre jansénisme c'est dans une élite le souci un peu trop affiché de purifier les mixtes, de démystifier les apparences, de tenir l'imaginaire à distance. Goût d'austérité et d'intériorité qui ne trouve guère son compte dans les vastes rassemblements, les acclamations répétées, les drapeaux et les musiques, toutes choses sensibles et bruyantes, susceptibles de verser une certaine sorte « d'héroïsme au cœur des citoyens » mais qui risque de paganiser l'esprit en le détournant de l'unique nécessaire, ailleurs dans l'invisible et le silence. Tel est le jansénisme qui reproche à ce Pape d'entrer si aisément dans le personnage d'une vedette internationale, de trouver un visible bonheur dans le remuement des foules, bref de pratiquer un triomphalisme, dont notre cléricature était en train de faire le péché sans pardon.

L'héritage gallican et janséniste se retrouve dans toute la diversité française, intellectuellement considérée, chez les croyants et les incroyants. Le roi très chrétien et nos élites très chrétiennes peuvent être gallicanes et laïques en pleine sécurité de conscience, et bien des libres penseurs ont grande et forte sympathie pour les rigueurs de Port-Royal contre le siècle et une religion trop séculière sans adhérer à la foi de Pascal. Resterait à se demander si ce gallicanisme et ce jansénisme devenus système n'empêchent pas de comprendre le sens assez bouleversant d'une visite proprement catholique et apostolique, puisque pour la première fois dans l'histoire de la France, un pape nous arrivait de Rome sans avoir à traiter une affaire de politique ecclésiastique, mais pour, sans rien demander à quiconque, délivrer à l'Eglise de France, au peuple de France, à

une grande institution internationale le message dont il a la charge.

Cette rencontre du Pape et des Français s'est déroulée avec de la part du visiteur un infini respect pour tous ceux qu'il était amené à rencontrer de près ou de loin. L'expression de « France, fille aînée de l'Eglise », et qui n'a qu'une signification d'antériorité historique, peut pourtant être mal reçue dans une part de l'opinion, et à bon droit, puisque dans ce pluralisme qui démocratiquement fait la France, l'autre France, celle qui de Voltaire à Sartre conteste le catholicisme ou le christianisme, est également et pleinement la France. Mais outre qu'il n'est pas si sûr que la France d'Ancien Régime ait été fidèle aux promesses d'un baptême qui doit avoir d'autres conséquences dans la vie nationale que féodales et absolutistes, nous entendons, si nous écoutons l'homme qui a su si bien nous écouter, le Pape nous dire au Bourget que l'idéal républicain de liberté, égalité, fraternité, s'il a été d'abord mis en œuvre par d'autres que des catholiques, ne prenait le tout de sa force et de sa vitalité que s'il était rattaché à « la sagesse éternelle de Dieu ».

Ainsi est désarmé tout soupçon gallicano-laïque. La vérité catholique la plus hautement affirmée et le pluralisme démocratique peuvent concorder sans les équivoques d'un concordat puisque travailler à faire une France plus libre, moins inégalitaire et plus fraternelle, c'est consciemment ou inconsciemment, correspondre à la sagesse mystérieuse secrètement mêlée au destin de l'humanité pour la modeler à son image et à sa ressemblance. Certes, témoin de la puissance de l'esprit, le Pape s'expose à être utilisé par des intérêts et des partialités très temporelles. Partout, à l'Elysée comme à Saint-Denis, Jean-Paul II pouvait apparaître selon le mot claudélien comme un « otage », si à chaque fois, telle la droite qui n'a paru épouser tangentiellement une courbure que pour s'en détacher et désigner l'infini, il n'avait prononcé les paroles irrécupérables par lesquelles l'apôtre désigné d'ailleurs crée autour de lui un inviolable espace de liberté.

Qu'on ne calomnie donc pas, au nom d'un vrai ou d'un faux jansénisme, les vastes rassemblements communautaires dont le plus haut modèle est la « turba magna » de « l'Apocalypse » autour de l'Agneau, le contraire d'une foule hystérique se donnant à un chef prédestiné. Une célébration, qui renvoie chacun à la solitude de son propre cœur et au face à face avec sa destinée singulière, produit sous l'autorité d'une parole déjà sacramentaire le plus puissant lien de fraternité accessible dès ce monde. Surtout lorsque cette parole, sans concession et sans complaisance qu'elle soit adressée à la jeunesse ou aux travailleurs, atteste une vérité qui n'est si humaine que parce qu'elle vient de plus haut que l'homme. Il n'est pas de trait qui ait mieux signifié qui est Jean-Paul II que, réfutant nos préjugés trop français, gallicans et jansénistes, cette réponse faite par le Pape aux pressantes sollicitations œcuméniques des représentants des Eglises réformées ; elle tenait dans une citation de Saint-Jean : « Un jour viendra où un autre te conduira là où tu ne voudrais pas aller », que s'appliquait à lui-même l'homme de certitude et d'humilité qui ayant trouvé le chemin de nos cœurs n'en est pas un plus mauvais interlocuteur pour tout homme qui pense. Car il est l'un d'eux.